

**Étude des besoins non comblés et des problèmes
d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire dans le
quartier Vanier : perspectives de citoyen.nes en
situation d'insécurité alimentaire et d'acteur.rices en
sécurité alimentaire**

Projet d'intervention

Alexandra Fortin

Maitrise en santé publique (M. Sc.)

Sous la direction de :

Dre Shelley-Rose Hyppolite, directrice de recherche

Céline Lepage, codirectrice de recherche

2023

Résumé

Objectif : L'insécurité alimentaire, qui représente un enjeu de santé publique important et persistant, s'est aggravée durant les dernières années, notamment en raison des impacts de la pandémie de COVID-19 sur les prix à la consommation. Ainsi, le projet d'intervention vise à permettre une meilleure compréhension des besoins non comblés et des problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire (SA) dans le quartier Vanier selon les perspectives des personnes en situation d'insécurité alimentaire et des informateurs clés œuvrant dans des organisations qui offrent des services en SA.

Méthodologie : Une recherche-action participative a été menée avec un devis mixte comportant un volet qualitatif prédominant et un volet quantitatif utilisant des données secondaires. Deux groupes de discussions (GD) (n=8) et une entrevue individuelle semi-dirigée (EIS) (n=1) ont été réalisés auprès de citoyens en situation d'insécurité alimentaire du quartier Vanier et un GD (n=8) et une EIS (n=1) furent réalisés auprès d'acteurs clés d'organisations offrant des services en SA dans le quartier. Une analyse thématique des données effectuée à l'aide du logiciel N'Vivo fut ensuite articulée autour des différentes dimensions de la SA et de l'accessibilité aux aliments émanant du cadre conceptuel de Chénier et al. (2023).

Résultats : Les résultats démontrent l'interrelation complexe des besoins non comblés et des problèmes d'accessibilité liés à la SA dans le quartier Vanier. Notamment, les ménages font face à une alimentation insuffisante et à une aptitude limitée à acquérir des aliments en raison des nombreuses barrières présentes dans l'environnement alimentaire local pour accéder aux aliments abordables et de qualité. Les principales barrières concernent l'accessibilité économique et physique, toutefois les expériences partagées illustrent également l'importance de la commodité, de l'acceptabilité et de la disponibilité des aliments.

Conclusion : Les résultats soulignent la nécessité de mettre en place des interventions agissant simultanément sur les différentes barrières à la SA rencontrées par les ménages du quartier Vanier. Les analyses produites permettent ainsi d'éclairer le développement d'interventions adaptées aux réalités locales, complémentaires et coordonnées entre elles.

Mots-clés : Inégalités sociales de santé, sécurité alimentaire, environnement alimentaire, accès aux aliments, saine alimentation, système alimentaire alternatif

Table des matières

Résumé.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des figures	vi
Liste des tableaux.....	vii
Liste des abréviations et des sigles.....	viii
Remerciements	ix
Introduction.....	1
Chapitre 1 - Problématique	3
1.1 L'insécurité alimentaire : problématique de santé publique.....	3
1.2 L'insécurité alimentaire dans le contexte local : portrait du quartier Vanier.....	6
1.2.1 Portrait géographique du territoire.....	7
1.2.2 Portrait sociodémographique	7
1.2.3 La défavorisation sociale et matérielle dans le quartier.....	8
1.2.4 L'insécurité alimentaire dans le quartier	10
Chapitre 2 – État des connaissances.....	11
2.1 Les déterminants de la sécurité alimentaire	11
2.2 L'environnement alimentaire et l'accessibilité aux aliments sains	12
2.3 L'insécurité alimentaire et la qualité de l'apport nutritionnel	13
2.4 Les différents types d'interventions existantes en sécurité alimentaire	13
2.5 Adéquation entre les interventions et les besoins des populations	14
2.6 Lacunes dans les connaissances.....	16
2.7 Pertinence	16
2.8 Objectifs du projet de recherche.....	17
Chapitre 3 – Fondements conceptuels	18
3.1 Cadre conceptuel	18
3.1.1 Sécurité alimentaire	20
3.1.2. Accessibilité aux aliments	20
3.1.3. Saine alimentation.....	21
3.1.4. Quartier nourricier	22
3.1.5. Besoins	22
3.2. Typologie des interventions	23
3.2.1. Interventions agissant sur les déterminants individuels	24
3.2.2. Interventions agissant sur les déterminants collectifs intermédiaires et structurels	24

Chapitre 4 – Méthodologie	27
4.1 Approche et devis de recherche	27
4.2 Population à l'étude et échantillonnage	28
4.3 Stratégies de recrutement	28
4.4 Recrutement	29
4.6 Collecte de données	30
4.7 Stratégie d'analyse des données	30
4.8 Diffusion des résultats	31
4.9 Considérations éthiques	31
Chapitre 5 – Présentation et analyse des résultats	32
5. Portrait des services actuels	32
5.1. Portrait des services offerts en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier	33
5.1.1 Description des services offerts en SA par les organisations communautaires et d'entraide	35
5.1.2 Description des services offerts en SA par les institutions publiques	37
5.2 Profils des participant.es	39
5.2.1 Informateur.rices clés	40
5.2.2 Citoyen.nes	40
5.3 Trajectoires de recours aux sources d'approvisionnement alimentaire des citoyen.nes participant.es ..	42
5.3.1 Recours aux services alimentaires alternatifs et aux services alimentaires traditionnels	42
5.3.2 Facteurs qui influencent le recours ou le non-recours aux SAA et aux SAT	44
5.4 Besoins non comblés liés à la sécurité alimentaire	47
5.4.1 Alimentation insuffisante	47
5.4.2 Dignité humaine	50
5.4.3 Aptitude à acquérir des aliments	51
5.4.4 Accès à l'information	52
5.4.5 Saine alimentation	53
5.5 Dimensions de l'accessibilité de l'environnement alimentaire local	53
5.5.1 L'accessibilité économique	54
5.5.2 L'accessibilité physique	57
5.5.3 La commodité	60
5.5.4 L'acceptabilité	61
5.5.5 La disponibilité	62
5.6 Enjeux liés à la planification, la mise en œuvre et la pérennité des services en SA	64
5.7 Recommandations des participant.es	67
Chapitre 6 – Discussion	73

6.1 Contribution de la présente étude et signification des résultats	73
6.1.1 Répertoire et décrire les services agissant sur la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier	73
6.1.2 Identifier les besoins non comblés et les problèmes d'accessibilités liés à la sécurité alimentaire	75
6.1.3 Proposer des recommandations et de pistes d'actions pour répondre aux enjeux liés à l'IA	77
6.2 Pistes d'intervention et de recherche.....	84
6.2.1 Pistes d'intervention	84
6.2.2 Pistes de recherche	85
6.3 Retour sur le cadre conceptuel.....	87
6.4 Forces et limites du projet d'intervention	87
6.5 Réflexion sur le rôle d'étudiante-chercheuse VS intervenante	88
Conclusion	90
Bibliographie.....	92
Annexe 1 – Les déterminants de la sécurité alimentaire	101
Annexe 2 - Impact populationnel des interventions en sécurité alimentaire	102
Annexe 3 – Affiche de recrutement.....	103
Annexe 4 – Formulaire de consentement citoyen.nes	104
Annexe 5 – Formulaire de consentement informateur.rices clés.....	108

Liste des figures

Figure 1. Continuum des principaux concepts liés à la sécurité alimentaire.....	19
---	----

Liste des tableaux

Tableau 1. Comparatif des indicateurs de défavorisation 2016.....	9
Tableau 2. Services offerts en sécurité alimentaire par les organisations communautaires et d'entraide.....	33
Tableau 3. Services offerts en sécurité alimentaire par les institutions publiques.....	34
Tableau 4. Caractéristiques des informateur.rices clés.....	40
Tableau 5. Caractéristiques des citoyen.nes en situation d'insécurité alimentaire	41
Tableau 6. Recommandations et pistes d'actions pour améliorer l'accessibilité aux aliments.....	79

Liste des abréviations et des sigles

CIUSSS-CN : Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

COVID-19 : Coronavirus 2019

CSSS-VC : Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale

IA : Insécurité alimentaire

SA : Sécurité alimentaire

SAA : Service alimentaire alternatif

SAT : Service alimentaire traditionnel

MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux

Remerciements

J'aimerais remercier toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à la réalisation de ce projet d'intervention et qui ont contribué à sa réussite. Notamment, j'aimerais d'abord remercier ma directrice de recherche, Dre Shelley-Rose Hyppolite et ma codirectrice Céline Lepage qui m'ont accompagnée dans la réalisation de mon projet et m'ont conseillée tout au long de la démarche.

J'aimerais également remercier toute l'équipe de La Ruche Vanier qui m'a accueillie dans leur milieu et a grandement facilité la collaboration avec les différentes parties prenantes œuvrant en sécurité alimentaire sur le territoire du quartier Vanier, ainsi que le processus de collecte des données. Plus spécialement, j'aimerais remercier Pascale Bouffard qui m'a généreusement appuyée durant l'ensemble du projet d'intervention.

Finalement, je tiens à remercier l'ensemble des organisations communautaires, d'entraide et scolaires, ainsi que les citoyens et citoyennes du quartier qui ont pris le temps de participer à la recherche, et sans qui la réalisation de ce projet d'intervention n'aurait pas pu être possible.

Introduction

Les conditions socioéconomiques et les différents environnements dans lesquels évoluent les populations ont des impacts considérables sur l'état de santé des communautés (Mikkonen & Raphael, 2011; MSSS, 2012). Notamment, ces écarts dans les conditions de vie et les environnements dans lesquels évoluent les populations génèrent des inégalités sociales de santé (Hyppolite, 2012; Mikkonen & Raphael, 2011; MSSS, 2022). Il importe de souligner que ces écarts socioéconomiques et de santé évitables se sont exacerbés durant les dernières années au Canada, entre autres en raison des impacts reliés à la pandémie de COVID-19 (MSSS, 2022). Par ailleurs, ces inégalités sociales se répercutent sur l'accès aux aliments des communautés, et plus particulièrement sur l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire. Plusieurs facteurs peuvent augmenter la vulnérabilité des personnes à l'IA, notamment le risque est accru chez les personnes à faible revenu, à faible niveau de scolarité, en situation d'itinérance, les autochtones, les personnes qui appartiennent à une minorité visible, les ménages monoparentaux avec une femme à leur tête, les ménages de grande taille, les locataires, les personnes seules, ainsi que les personnes résidant dans des communautés défavorisées et mal desservies en termes d'accès physique et économique aux aliments (Agence de la santé publique du Canada, 2018; Chénier et al., 2021; Tarasuk et al., 2022). Par ailleurs, la capacité des individus à s'alimenter convenablement est influencée par l'environnement alimentaire local, qui représente un facteur ayant un impact important sur l'accessibilité aux aliments sains et nutritifs (Caspi et al., 2012; Drisdelle et al., 2020; Freedman et al., 2013; Gallani, 2020; INSPQ, 2013; Pérez et al., 2017; Turner et al., 2021). Ces éléments soulignent la pertinence de s'intéresser à la façon dont la problématique de l'insécurité alimentaire se traduit dans un contexte local, aux expériences des individus qui vivent cette problématique, ainsi qu'aux trajectoires de défavorisation dans lesquelles elle s'inscrit. Subséquemment, cette démarche s'inscrit dans une orientation qui vise à développer des interventions qui sont alignées avec les besoins réels des communautés en lien avec cette problématique et qui contribuent au développement d'environnements favorables à la santé, et ce, dans le cadre du développement du mouvement de Quartier Nourricier (La Ruche Vanier, 2021). Il apparaissait ainsi pertinent de se pencher sur les expériences vécues par les différentes communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire dans le quartier Vanier, afin de proposer des recommandations et des pistes d'actions qui sont alignées avec les réalités locales.

Dans cette perspective, ce rapport présente le processus et les résultats de ce projet d'intervention qui visait à mieux comprendre les perspectives des personnes en situation d'insécurité alimentaire et d'acteurs clés œuvrant dans des organisations qui offrent des services en sécurité alimentaire par rapport aux besoins non comblés et aux problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier, à Québec.

Ainsi, le rapport est divisé en six chapitres. D'abord, le premier chapitre présente la problématique de l'insécurité alimentaire, ainsi que sa pertinence en santé publique et dans le contexte local. Le deuxième chapitre vise à

illustrer l'état actuel des connaissances au regard de la littérature portant sur les déterminants de la sécurité alimentaire, l'environnement alimentaire, l'accès aux aliments sains et nutritifs, l'impact de l'insécurité alimentaire sur l'apport nutritionnel, ainsi que les types d'interventions qui visent à agir sur les déterminants de la sécurité alimentaire. Ce chapitre présentera également la pertinence de la présente étude, ainsi que ses objectifs. Ensuite, le troisième chapitre présente les fondements conceptuels sur lesquels repose la recherche. Le quatrième chapitre explicite la démarche méthodologique ayant été adoptée afin de réaliser le projet d'intervention. Puis, le cinquième chapitre met en lumière l'analyse des résultats obtenus. Finalement, le dernier chapitre propose une discussion des résultats, ainsi qu'une réflexion sur des pistes d'intervention et de recherche qui pourraient être pertinentes à explorer, un retour sur le cadre conceptuel utilisé, ainsi que sur les forces et limites de la démarche.

Chapitre 1 - Problématique

Ce chapitre vise d'abord à présenter la problématique de l'insécurité alimentaire et ses déterminants, ainsi qu'à définir brièvement les concepts qui y sont étroitement associés. Ensuite, la situation de l'insécurité alimentaire au Canada et la pertinence d'intervenir sur cette problématique en santé publique sont illustrées. Puis, les objectifs poursuivis et le contexte dans lequel s'inscrit ce projet d'intervention sont énoncés. Finalement, un portrait du quartier Vanier est exposé, mettant en lumière les caractéristiques du territoire et de la population qui soulignent la pertinence de s'intéresser à la problématique de l'insécurité alimentaire dans le contexte local.

1.1 L'insécurité alimentaire : problématique de santé publique

Dans une perspective de santé publique visant la promotion de la santé, de même que la réduction des inégalités sociales de santé, il apparaît important de s'attarder à la problématique de l'insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire réfère à une situation où « la disponibilité d'aliments sains et nutritionnellement adéquats ou la capacité d'acquérir des aliments personnellement satisfaisants par des moyens socialement acceptables est limitée ou incertaine, en raison d'un manque de ressources financières » (Chénier et al., 2023). Elle est souvent définie selon une typologie comprenant trois catégories, soit l'insécurité alimentaire marginale, modérée et grave (Chénier et al., 2023; Tarasuk, Mitchell et Dachner, 2014; Tarasuk et al., 2022). L'IA marginale correspond à une situation où il y a de l'inquiétude concernant un manque de nourriture potentiel ou le fait de limiter le choix d'aliments en raison d'un manque de ressources financières pour l'alimentation (Tarasuk et al., 2022). L'IA modérée réfère à une situation où la quantité et la qualité de l'alimentation sont compromises en raison d'un manque d'argent, alors que l'IA grave réfère à une privation d'aliments de certains groupes alimentaires, lors de certains repas ou encore à l'incapacité de s'alimenter durant une période d'une journée ou plus (Chénier et al., 2023; Tarasuk et al., 2022). Elle peut être vécue de manière transitoire, saisonnière ou encore chronique (Chénier et al., 2023). Ainsi, c'est une problématique qui peut être comprise comme un continuum dont les causes sont multiples, et qui résulte de l'interrelation complexe et dynamique de différents facteurs qui vont agir tant aux niveaux individuels que structurels (Chénier et al., 2023; Tarasuk et al., 2015; Tricher, 2020). Ces déterminants de la sécurité alimentaire sont illustrés en Annexe 1. Parmi les déterminants individuels, on retrouve, entre autres, des caractéristiques sociodémographiques telles qu'un faible revenu, un faible niveau de scolarité, la monoparentalité, l'appartenance à une communauté ethnique minoritaire, ainsi que le fait de faire partie d'un ménage de grande taille (Tarasuk et Mitchell, 2020). Par ailleurs, plusieurs déterminants collectifs liés aux environnements physique, économique, politique et socioculturel contribuent à l'IA (MSSS, 2008; Chénier, 2017). Ces différents facteurs influencent les ressources et les opportunités pouvant permettre aux personnes d'accéder à des aliments sains en quantité suffisante (Chénier, 2017). En outre, l'insécurité alimentaire des ménages est un indicateur de la privation matérielle qui est étroitement liée à d'autres marqueurs

d'inégalité sociale et économique, il s'agit donc d'une problématique qui s'inscrit dans des rapports sociaux et de pouvoirs inégaux, qui ultimement, se traduisent en inégalités sociales de santé (Chénier et al., 2023; Leclercq et al., 2020; MSSS, 2008; Tarasuk et al., 2022).

Plusieurs éléments justifient ainsi l'importance pour la santé publique d'intervenir face à cette problématique. Notamment, l'IA est considérée comme un des déterminants majeurs parmi les déterminants sociaux de la santé par plusieurs auteur.es (Mikkonen & Raphael, 2011; MSSS, 2008; Power & Dietitians of Canada, 2005; Tarasuk et al., 2015, 2022). En 2021, 15,9% des ménages dans les dix provinces canadiennes ont connu un certain niveau d'insécurité alimentaire, alors qu'au Québec la prévalence de l'IA s'élevait à 13,1% (Tarasuk et al., 2022). Par ailleurs, les données rapportées par l'INSPQ (2023) démontrent que 24% des adultes québécois vivaient dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire au mois de juillet 2022 dans la Capitale-Nationale, ainsi qu'à l'échelle de la province. De plus, la proportion de ménages vivant de l'insécurité alimentaire modérée ou grave est passée de 5% avant la pandémie à 13% en juillet 2022 (Direction de la santé publique de la Capitale-Nationale : Service de surveillance, 2022). La pandémie de COVID-19 a également eu d'importantes répercussions économiques qui ont touché de nombreux ménages québécois en raison de pertes d'emplois ou de revenus, ainsi que de la détérioration de la situation financière à l'échelle globale (Direction de la santé publique du CIUSSS-CN, 2022). En raison de ses impacts aux plans socioéconomique et politique, la crise sanitaire a exacerbé les inégalités sociales, creusant du même coup les inégalités sociales de santé et celles liées à l'alimentation (Direction de la santé publique du CIUSSS-CN, 2022; INSPQ, 2023). Ces facteurs ont ainsi contribué à une exacerbation de la précarité alimentaire chez certains groupes qui étaient déjà vulnérables avant la crise (Institut national de santé publique du Québec, 2020; Plante et al., 2021; Polsky & Gilmour, 2020). Par ailleurs, l'augmentation importante du prix des aliments et des autres dépenses nécessaires afin de combler les besoins essentiels a entraîné une diminution du pouvoir d'achat de nombreux ménages (Tarasuk et al., 2022). De plus, la pandémie de la COVID-19 a perturbé l'approvisionnement alimentaire des populations vulnérables, entraînant une augmentation des demandes d'aide alimentaire auxquelles les banques alimentaires du Canada ont eu de la difficulté à répondre (Banques alimentaires Canada, 2023). La proportion des besoins non comblés liés à la sécurité alimentaire des ménages tend ainsi à s'accroître, puisque l'alimentation représente une catégorie de dépense compressible. L'ensemble de ces facteurs qui exacerbent les pressions inflationnistes ont ainsi contribué à l'augmentation de la prévalence et de la sévérité de l'IA (INSPQ, 2021). Ces éléments soulignent également la pertinence de s'intéresser au contexte alimentaire local, puisque les opportunités des populations vulnérables d'accéder à des aliments sains, nutritifs et abordables y sont étroitement liées (Caspi et al., 2012; Drisdelle et al., 2020; Gallani, 2020; INSPQ, 2013; Pérez et al., 2017).

D'autre part, l'IA a de nombreuses conséquences sur la santé populationnelle, et ce, tant au niveau de la santé physique que mentale (Hamelin et al., 2008; Jessiman-Perreault & McIntyre, 2017; Kirkpatrick et al., 2010; Men

et al., 2021; Pérez et al., 2017; Tait et al., 2018; Tarasuk et al., 2015, 2020, 2022; Tarasuk & Mitchell, 2020). Notamment, l'IA est associée à une prévalence plus importante d'anxiété, de dépression, de diabète, de maladies cardiovasculaires et de maladies chroniques (Hamelin et al., 2008; Jessiman-Perreault & McIntyre, 2017; Men et al., 2021; Pérez et al., 2017; Tarasuk et al., 2015; Tarasuk & Mitchell, 2020). Elle est également associée à une moins bonne résistance aux infections et à des hospitalisations plus fréquentes (Hamelin et al., 2008; Tarasuk et al., 2015; Tarasuk & Mitchell, 2020). Par ailleurs, chez les enfants, l'IA est associée à des troubles d'apprentissage et de comportement, à une moins bonne santé physique et mentale, ainsi qu'au développement de nombreuses maladies chroniques, dont l'asthme et la dépression (Hamelin et al., 2008; Jessiman-Perreault & McIntyre, 2017; Kirkpatrick et al., 2010; Men et al., 2021; Pérez et al., 2017; Tarasuk & Mitchell, 2020). Ces conséquences génèrent ainsi des coûts importants pour le système de santé, de même qu'un fardeau de morbidité sur lequel il est possible d'agir de plusieurs façons (Jessiman-Perreault & McIntyre, 2017; Tarasuk et al., 2015, 2022).

Conséquemment, l'IA a été qualifiée par plusieurs auteur.es de *wicked problem*¹, en raison de la complexité des facteurs en cause et de la diversité des points de vue quant aux façons de l'aborder (Grochowska, 2014). Ce manque de consensus génère la nécessité d'adopter une approche holistique et des pratiques innovantes afin d'agir sur celle-ci (Dupéré et al., 2016; Zivkovic, 2017). Plusieurs auteur.es ont d'ailleurs souligné l'importance d'inclure la perspective des personnes qui vivent en situation d'IA, ainsi que la prise en compte du contexte local dans la planification et la mise en œuvre des interventions afin qu'elles répondent aux besoins réels des communautés (Drisdelle et al., 2020; Gallani, 2020; Hamelin et al., 2010; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Loopstra & Tarasuk, 2013; Roncarolo et al., 2016; Zivkovic, 2017). Également, considérant que l'IA se présente sous de multiples facettes et se vit de façons très diversifiées, il semble nécessaire d'identifier des pistes de solutions adaptées aux différentes perspectives et besoins présents au sein des populations vulnérables afin de prévenir leur trajectoire vers l'IA (Direction de la santé publique de la Capitale-Nationale, 2008; Dupéré et Gélinau, 2014; Tarasuk et Mitchell, 2020).

Cette recherche vise donc ultimement à identifier des pistes d'action afin d'intervenir sur les déterminants collectifs liés à la sécurité alimentaire des personnes et des communautés du quartier Vanier, en opposition aux interventions qui vont cibler plus spécifiquement les comportements d'ordre plus individuel (Chénier et al., 2023). Sachant que les causes de l'IA sont très diversifiées, complexes et surtout ancrées dans des facteurs structurels liés à la pauvreté (Dupéré et Gélinau, 2014; Tarasuk et Mitchell, 2020), il devient difficile pour la santé publique d'intervenir sur les racines du problème lié au revenu. Les acteurs de la santé publique peuvent cependant contribuer à produire des données sur lesquels peuvent s'appuyer les décideurs et effectuer des plaidoyers

¹ Certains auteurs traduisent l'expression par « problème vicieux », qui réfère à un problème dont les causes sont innombrables et indéfinies, et donc qui est difficile à comprendre et à cadrer (Grochowska, 2014).

d'appui afin d'influencer les politiques publiques en ce sens (MSSS, 2008). Par ailleurs, on peut envisager des interventions innovantes qui vont favoriser à la fois la sécurité alimentaire, mais aussi le développement des communautés et de leurs environnements social et économique, et qui, ultimement, vont favoriser la santé des populations et l'adoption de saines habitudes de vie (Chénier et al., 2023). Plusieurs auteurs insistent sur la nécessité d'effectuer cette recherche de pistes d'interventions innovantes en collaboration avec les communautés locales afin qu'elles soient alignées avec leurs besoins, leurs habitudes, leurs valeurs ainsi que leurs capacités, qu'elles soient propres à leurs réalités et qu'elles soient ultimement plus efficaces et durables (Drisdelle et al., 2020; Hamelin et al., 2010; Hyppolite et Parent, 2017; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Loopstra & Tarasuk, 2013; Zivkovic, 2017). En outre, la présente recherche devrait servir à enrichir l'éventail de données disponibles sur la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. Plus spécifiquement, elle devrait permettre d'identifier les besoins non comblés en sécurité alimentaire sur le territoire, puis de proposer des pistes d'actions prometteuses s'inscrivant dans une perspective de développement des communautés. Les données récoltées pourront, entre autres, contribuer à éclairer la prise de décision en lien avec le développement du mouvement de Quartier Nourricier porté par La Ruche Vanier. Ce mouvement de quartier nourricier vise le développement d'un système alimentaire de proximité où la communauté produit, transforme et distribue localement et solidairement des aliments frais, sains et nutritifs, par et pour elle-même (La Ruche Vanier, 2021). Il repose sur la volonté des partenaires locaux de consolider, d'accroître et de concerter des infrastructures alimentaires (jardins, serres, cuisines, etc.) dans leur communauté, tout en incluant un volet pédagogique misant sur les activités éducatives, la formation et la sensibilisation des membres de la communauté (La Ruche Vanier, 2021). Ce mouvement s'inscrit ainsi dans un courant d'intervention participatif et vise à favoriser la sécurité alimentaire des ménages en situation de vulnérabilité dans le quartier Vanier en améliorant l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs et abordables.

1.2 L'insécurité alimentaire dans le contexte local : portrait du quartier Vanier

Afin de bien comprendre le contexte dans lequel évoluent les citoyen.nes du quartier et les besoins particuliers liés à la sécurité alimentaire qui sont présents dans la communauté, il importe de décrire le territoire et les caractéristiques de la population qui l'habite. Ainsi, un portrait géographique est d'abord présenté, puis les caractéristiques sociodémographiques, ainsi que le portrait de la défavorisation sociale et matérielle qu'on retrouve sur le territoire sont décrits. Finalement, la problématique de l'insécurité alimentaire dans le quartier est abordée.

1.2.1 Portrait géographique du territoire

Le quartier Vanier fait partie de l'arrondissement Les Rivières, lequel est également composé des quartiers Duberger-Les-Saules et Neufchâtel-Lebourgneuf (Ville de Québec, 2019). Il s'étend sur une superficie de 6,26 km² et est délimité au nord par l'autoroute Félix-Leclerc, à l'est par l'autoroute Laurentienne, à l'ouest par le boulevard Père-Lelièvre et au sud par la rivière Saint-Charles. Également, le quartier est subdivisé en trois communautés locales, soit celle au Nord-de-la-voie-ferrée, celle au Sud-de-la-voie-ferrée, ainsi que la communauté locale De la rive (Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale, 2011). Ces communautés locales se sont formées au fil du temps, en fonction des découpages créés par les artères de transport ainsi que la voie ferrée qui traversent le quartier et rendent les déplacements à l'intérieur de celui-ci plus difficiles, ce qui constitue des barrières pour les résident.es (Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale, 2011). Les commerces, dont ceux d'alimentation, se concentrent principalement autour des principaux axes routiers et les commerces de proximité sont moins nombreux dans le centre du quartier, rendant l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs et abordables plus difficile pour les résident.es (Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale, 2011).

1.2.2 Portrait sociodémographique

En 2016, le quartier comptait 13 125 résident.es, ce qui représente 18% de la population de l'arrondissement Les Rivières et 2,5% de la population de la ville de Québec (Ville de Québec, 2019). Sur le plan sociodémographique, l'âge et la composition de la population du quartier Vanier se démarquent de celles de la population de la ville de Québec. Notamment, 20,2% des résident.es de Vanier sont âgés de moins de 25 ans et 28,7% sont âgés de plus de 65 ans, alors qu'à l'échelle de la ville, ces groupes représentent respectivement 25,5% et 20,6% de la population (Ville de Québec, 2019). La population du quartier suit une tendance vieillissante, la proportion de citoyen.nes âgés de plus de 65 ans tend à s'accroître, ainsi l'âge moyen de la population du quartier est de 48,3 ans, alors que l'âge moyen de la population de la Ville de Québec est de 43,2 ans (Ville de Québec, 2019). Également, on retrouve une plus grande proportion d'immigrant.es dans le quartier qu'à l'échelle de la ville. En 2016, 12,4% de la population de Vanier est immigrante, comparativement à 8,2% à Québec (Ville de Québec, 2019). Ces particularités sociodémographiques peuvent générer certains enjeux liés à l'approvisionnement alimentaire des résident.es. Notamment, en ce qui a trait aux personnes âgées qui peuvent faire face à davantage de barrières liées à la mobilité (Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2010; Schwartz et al., 2019). Par ailleurs, les personnes immigrantes résidant dans le quartier peuvent également présenter des besoins et des problèmes d'accessibilité qui leur sont propres. Ces facteurs, lorsque pris en considération avec les niveaux de défavorisation matérielle et sociale présents dans le quartier, soulignent l'importance de s'intéresser aux besoins plus spécifiques qui sont présents sur le territoire du quartier Vanier en matière de sécurité alimentaire.

1.2.3 La défavorisation sociale et matérielle dans le quartier

Dans son *Atlas de défavorisation 2016*, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN) brosse un portrait de la défavorisation matérielle et sociale dans le quartier Vanier en s'appuyant sur l'indice de Pampalon-Raymond qui permet de mesurer la défavorisation d'une collectivité en fonction de six indicateurs (CIUSSS-CN, 2019). Ces six indicateurs de défavorisation ont été retenus pour la construction de cet indice puisque les conditions socioéconomiques dans lesquelles évolue la population constituent des déterminants majeurs de l'état de santé des communautés (Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale, 2011). Plus spécifiquement, la défavorisation matérielle reflète le bien-être matériel, soit l'accès aux biens et aux commodités, alors que la défavorisation sociale renvoie à la force du réseau social, de la famille à la communauté (CIUSSS-CN, 2019).

Sur le plan matériel, les indicateurs retenus concernent le niveau de scolarité, le revenu et la proportion de personnes en emplois. Plus précisément, les trois indicateurs de la dimension matérielle sont :

- La proportion de personnes sans certificat ou diplôme d'études secondaires (% population sans DES) : nombre de personnes de 15 ans et plus n'ayant pas de certificat ou de diplôme d'études secondaires sur l'ensemble de la population
- Rapport emploi-population (% population en emploi) : nombre de personnes de 15 ans et plus occupant un emploi sur l'ensemble de la population de 15 ans et plus
- Revenu moyen des personnes (revenu moyen personnel \$) : revenu moyen (après impôts) des personnes de 15 ans et plus

En ce qui concerne la dimension sociale, les trois indicateurs sont :

- Proportion de personnes vivant seules (% personnes vivant seules) : nombre de personnes de 15 ans et plus vivant seules sur l'ensemble de la population de 15 ans et plus
- Proportion de personnes séparées, divorcées ou veuves (% personnes s-d-v) : nombre de personnes de 15 ans et plus ayant déclaré être séparées, divorcées ou veuves
- Proportion de familles monoparentales (% familles monoparentales) : nombre de familles monoparentales sur l'ensemble de familles

Afin de compléter et enrichir le portrait de défavorisation, le CSSS-VC a également retenu quatre autres indicateurs de vulnérabilité, soit :

- Proportion de familles économiques² vivant sous le seuil de faible revenu (SFR) avant impôt : nombre de familles économiques vivant sous le seuil de faible revenu avant impôt sur l'ensemble des familles économiques
- La proportion de ménages³ consacrant 30% ou plus de leur revenu au logement (locataires) ou aux coûts d'habitation (propriétaires)

² Groupe de deux personnes ou plus qui vivent dans le même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance, par union libre ou par adoption. Le couple peut être de sexe opposé ou de même sexe. En 2006, les enfants des familles d'accueil font partie de cette catégorie. Statistique Canada, dictionnaire de recensement de 2006, p.145.

³ Catégorie à laquelle une personne vivant seule ou un groupe de personnes occupant un même logement appartiennent. On trouve deux catégories : les ménages non familiaux et les ménages familiaux. Statistique Canada, dictionnaire de recensement de 2006, p.169.

- La proportion de logements nécessitant des réparations majeures⁴ (% des logements privés nécessitant des réparations majeures)
- La proportion de personnes ayant déménagé au cours de la dernière année (% de la population ayant déménagé 1 an auparavant)

Selon cet indice, Vanier constitue l'un des quartiers les plus défavorisés de la ville de Québec, et ce, tant sur le plan de la défavorisation matérielle que sociale (CIUSSS-CN, 2019). Sur les vingt-trois aires de diffusion qu'on retrouve sur le territoire, treize sont considérées comme fortement défavorisées socialement et matériellement, six sont très défavorisées sur le plan matériel, alors qu'une seule aire de diffusion est considérée comme favorisée sur les plans matériel et social (Atlas du développement social, 2016). On compte également trois aires de diffusion pour lesquelles les données n'étaient pas disponibles pour le recensement de 2016, mais deux de celles-ci étaient classées comme défavorisées matériellement et socialement lors du portrait effectué par le CSSS-VC en 2011 (Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale, 2011). Ainsi, dans son ensemble le quartier est assez homogène et présente une défavorisation importante sur les deux plans, sauf pour l'une des deux aires de diffusion occupant la majorité de la superficie de la communauté locale De la rive (CIUSSS-CN, 2019).

Tableau 1. Comparatif des indicateurs de défavorisation 2016

Comparatif des indicateurs de défavorisation 2016								
	Indicateurs de défavorisation matérielle			Indicateurs de défavorisation sociale			Indicateurs additionnels	
	% population en emploi	% population sans DES	Revenu moyen personnel (\$)	% de personnes vivant seules	% de personnes séparées, divorcées ou veuves	% familles monoparentales	% familles économiques vivant sous le SFR avant impôt	% ménages selon 30 % et plus du revenu au logement
Quartier Vanier	55,5%	30,6%	31 489\$	48,3%	21,7% ⁵	20,9%	20,7%	27,7%
Ville de Québec	65,1%	13,9%	44 113\$	39,1%	14,6%	15,6%	14,2%	20,2%

Source : Ville de Québec. (2019). Quartier Vanier : portrait sociodémographique et économique. https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/portrait/quelques_chiffres/docs/Vanier_Portrait.pdf

⁴ Il faut effectuer des réparations majeures lorsque la plomberie ou l'installation électrique est défectueuse, que la charpente des murs, des planchers ou des plafonds doit être réparée, etc. Statistique Canada, dictionnaire de recensement de 2006, p.181.

⁵ Statistique Canada. (2016). Recensement de 2016. Profil du recensement, Recensement de 2016 - Québec, Ville [Subdivision de recensement], Québec et Canada [Pays] (statcan.gc.ca)

Les trois indicateurs de défavorisation matérielle illustrent les conditions dans lesquelles évolue la population de Vanier, qui sont nettement moins favorables à la santé comparativement à celles de la ville de Québec plus largement. De plus, considérant que l'insécurité alimentaire est étroitement reliée aux marqueurs de désavantage économique et social (Tarasuk & Mitchell, 2020), les écarts constatés dans le quartier comparativement au reste du territoire de la ville indiquent que les résident.es du quartier pourraient rencontrer davantage de barrières à la sécurité alimentaire, et donc avoir davantage de besoins non comblés à ce niveau.

Par ailleurs, les données concernant les indicateurs de défavorisation sociale sont particulièrement préoccupantes dans la mesure où au Canada, la pauvreté touche davantage les personnes qui vivent seules et qui font partie d'un ménage monoparental, et ce, de manière plus persistante dans le temps que pour les autres types de ménages (Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, 2008). Ces deux types de ménages sont également plus susceptibles de se trouver en situation d'insécurité alimentaire (Agence de la santé publique du Canada, 2022). Au Canada en 2020, parmi les personnes membres d'une famille monoparentale, 27,3% se trouvaient en situation d'IA modérée ou grave (Statistique Canada, 2023).

1.2.4 L'insécurité alimentaire dans le quartier

Considérant la défavorisation matérielle et sociale présente sur le territoire, en plus des caractéristiques du quartier liées aux autres indicateurs de vulnérabilité, Vanier représente un quartier où l'on retrouve une population particulièrement vulnérable à l'insécurité alimentaire. Selon les données provenant de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de Statistique Canada, en 2007-2008 le taux d'insécurité alimentaire dans le secteur Basse-Ville-Limoilou-Vanier est de 15,5% comparativement à 5,3% pour la région de la Capitale-Nationale et 6% pour la province de Québec (Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale, 2012).

Toutefois, il importe de considérer ces données avec prudence puisqu'elles ne tiennent pas compte de la proportion de ménages vivant de l'insécurité alimentaire marginale ni des enfants de moins de 12 ans, qui sont exclus de l'enquête (Caron & Plunkett-Latimer, 2022; Tarasuk et al., 2015, 2014, 2022). En raison de ces exclusions, les proportions de ménages vivant de l'insécurité alimentaire, tant dans le secteur de Basse-Ville-Limoilou-Vanier, dans la ville de Québec, qu'à l'échelle provinciale sont ainsi probablement sous-estimées (Tarasuk et al., 2014; Tarasuk et al., 2022).

Les différents éléments ayant été présentés dans ce portrait mettent en évidence l'importance de s'intéresser à la problématique de l'insécurité alimentaire dans le contexte local du quartier Vanier.

Chapitre 2 – État des connaissances

Ce second chapitre présente un aperçu de l'état actuel des connaissances concernant la problématique de l'insécurité alimentaire. Plus spécifiquement, un bref résumé de la littérature actuelle concernant les déterminants de la sécurité alimentaire, l'impact de l'environnement alimentaire local sur l'accessibilité aux aliments sains et les liens entre l'IA et la qualité de l'apport nutritionnel sera présenté. Ensuite, un survol des différents types d'interventions qui visent à agir sur la sécurité alimentaire sera présenté, puis les enjeux concernant l'adéquation entre les services offerts et les besoins des populations en situation d'IA seront mis en lumière. Au regard de ces éléments, la pertinence de ce projet d'intervention sera énoncée.

2.1 Les déterminants de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est influencée par une interrelation complexe de déterminants, c'est-à-dire des facteurs de risque ou de protection qui sont statistiquement associés à l'insécurité alimentaire et qui vont agir à la fois aux niveaux individuels, collectifs et structurels (Chénier et al., 2023; MSSS, 2008; Tarasuk et al., 2022). Les déterminants individuels réfèrent aux facteurs qui sont liés à des caractéristiques personnelles ou encore au parcours de vie des individus et des ménages et qui ont une incidence sur leur sécurité alimentaire (Chénier et al., 2023). Plus spécifiquement, les déterminants individuels liés à cette problématique sont : un faible revenu, un faible niveau de scolarité, la monoparentalité, l'appartenance à un ménage de grande taille, ne pas être propriétaire de son logement, l'appartenance à une communauté ethnique minoritaire, ainsi que le fait d'appartenir à une communauté autochtone et de vivre hors réserve (Chénier et al., 2023; MSSS, 2008; Tarasuk et al., 2022; Tarasuk & Mitchell, 2020). Par ailleurs, les connaissances et les habiletés liées à la nutrition, au budget, de même qu'à la gestion des aliments représentent également des déterminants individuels ayant une influence sur la sécurité alimentaire des populations (Chénier et al., 2023; MSSS, 2008). Des événements tels qu'une perte d'emploi, une séparation, la maladie ou encore une dépense imprévue représentent également des éléments qui peuvent accroître la vulnérabilité financière des personnes, et par conséquent la vulnérabilité à l'IA (Chénier et al., 2023). En outre, de nombreux déterminants collectifs intermédiaires et structurels de l'IA sont liés aux environnements physique, économique, politique et socioculturel dans lesquels évoluent les individus (Chénier et al., 2019; MSSS, 2008; Tarasuk & Mitchell, 2020). Parmi ces déterminants, on retrouve une variété de facteurs contextuels tels que l'accès physique et économique aux aliments sains, nutritifs et abordables, la qualité et l'innocuité des aliments, les caractéristiques de l'environnement alimentaire, communautaire et social, la culture alimentaire, l'aménagement du territoire, ainsi que le pouvoir d'achat (Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, 2008; Chénier et al., 2023; MSSS, 2008). Finalement, à l'échelle globale de la société, on retrouve également des déterminants structurels de nature économique et politique telle que les politiques publiques liées, entre autres, au système de production

agroalimentaire, au transport, au logement, à l'éducation, à l'emploi, ainsi qu'à l'urbanisme (MSSS, 2008). L'ensemble de ces déterminants interagissent de manière complexe, modulent l'environnement alimentaire et l'accessibilité aux aliments, et ultimement génèrent des inégalités sociales en matière d'alimentation (Gallani, 2020).

2.2 L'environnement alimentaire et l'accessibilité aux aliments sains

L'environnement alimentaire dans lequel évoluent les populations exerce ainsi une forte influence sur les comportements alimentaires adoptés par les individus, ainsi que sur l'accessibilité aux aliments (Caspi et al., 2012; Drisdelle et al., 2020; Freedman et al., 2013; Gallani, 2020; INSPQ, 2013; Pérez et al., 2017; Turner et al., 2021). La littérature démontre que l'environnement alimentaire local, qui est constitué des commerces offrant des produits alimentaires tels que les dépanneurs, épiceries, supermarchés et grandes surfaces, les restaurants, ainsi que les ressources alternatives d'approvisionnement et de distribution alimentaire, a un impact important sur l'accessibilité aux aliments sains et nutritifs (Caspi et al., 2012; Drisdelle et al., 2020; Freedman et al., 2013; Gallani, 2020; INSPQ, 2013; Pérez et al., 2017; Turner et al., 2021). En outre, cette accessibilité aux aliments est constituée de cinq dimensions qui la caractérisent, soit la disponibilité, l'accessibilité physique, l'accessibilité économique, l'acceptabilité et la commodité (Drisdelle et al., 2020; INSPQ, 2013; Pérez et al., 2017; Pérez Isaza, 2016; Turner et al., 2021).

L'ensemble des facteurs liés à l'environnement alimentaire et aux différentes dimensions de l'accessibilité aux aliments interagissent ainsi de manière complexe, influençant les choix alimentaires et la consommation d'aliments sains et nutritifs, et ultimement, la sécurité alimentaire des populations vulnérables. Plusieurs études rapportent que dans les quartiers où l'on retrouve une grande proportion de défavorisation, les populations rencontrent des barrières importantes face à l'accessibilité aux aliments sains et nutritifs tels que les fruits et légumes, ce qui contribuerait à exacerber les inégalités sociales alimentaires qui se creusent systématiquement selon le gradient social (Beaulac et al., 2009; Black et al., 2014; Darmon & Drewnowski, 2008; Drisdelle et al., 2020; Gallani, 2020; Haynes-Maslow et al., 2015; INSPQ, 2013; Markow et al., 2016; Pérez et al., 2017; Pérez Isaza, 2016; Tsang et al., 2011; Turner et al., 2021). Par exemple, les données démontrent que ces environnements sont généralement caractérisés par la présence de marais alimentaires, soit des secteurs défavorisés où l'accessibilité géographique à des aliments à faible valeur nutritive est particulièrement élevée (Minaker et al., 2016). L'environnement alimentaire du quartier Vanier reflète ces particularités, il peut ainsi être difficile de se procurer des aliments sains, nutritifs et abordables pour les populations vulnérables qui habitent certains secteurs du quartier. La prochaine section abordera donc les impacts de cette accessibilité inéquitable

aux aliments sains et nutritifs sur la qualité de l'alimentation et l'apport nutritionnel des individus en situation d'insécurité alimentaire.

2.3 L'insécurité alimentaire et la qualité de l'apport nutritionnel

Les données démontrent que 70% des Canadien.nes et 46% des Québécois.es ne consomment pas suffisamment de fruits et légumes, et des différences significatives subsistent entre les groupes socioéconomiques (Gouvernement du Québec, 2016; Santé Canada, 2017; Statistique Canada, 2019). En outre, tel qu'énoncé précédemment, l'exposition à un environnement alimentaire limité peut amplifier les facteurs de risque individuels et communautaires qui sont associés à une alimentation de moindre qualité (Turner et al., 2021). Par ailleurs, plusieurs études ont démontré des liens entre l'insécurité alimentaire et les déficiences nutritionnelles (Aiyer et al., 2019; Drisdelle et al., 2020; Hamelin et al., 2008; Hanson & Connor, 2014; Kirkpatrick et al., 2015; Kirkpatrick & Tarasuk, 2008; Leung et al., 2014; Litton & Beavers, 2021; L. Tremblay, 2008; Tutunchi et al., 2020). L'IA est notamment associée à un apport nutritionnel inadéquat et insuffisant, qui peut se traduire, entre autres, par la consommation d'une diète de moindre qualité nutritionnelle et la consommation d'un nombre réduit de portions de fruits et légumes. Des données récoltées durant la pandémie de COVID-19 démontrent d'ailleurs que cette tendance semble s'être accentuée durant cette période (Institut national de santé publique du Québec, 2021; Lamarche et al., 2021; Litton & Beavers, 2021). Au Québec, les ménages en situation d'IA marginale auraient ainsi rapporté une diminution de 14% de leur consommation de fruits et légumes, alors que les ménages se trouvant en situation d'IA modérée ou grave l'auraient diminué de 27% (INSPQ, 2021). Afin d'agir sur les différentes dimensions de la sécurité alimentaire des ménages et d'améliorer la consommation d'aliments sains et nutritifs tels que les fruits et légumes, de nombreuses interventions ont été développées, celles-ci seront abordées dans la prochaine section.

2.4 Les différents types d'interventions existantes en sécurité alimentaire

La littérature démontre que différents types d'interventions peuvent être mises en place pour favoriser la sécurité alimentaire des populations (Chénier, 2017; MSSS, 2008; Tremblay, 2008). L'impact de ces interventions sur la santé populationnelle varie en fonction du niveau d'actions visé par celles-ci, soit les individus, les communautés ou l'ensemble de la société (Chénier, 2017). La pyramide d'impact populationnel des interventions en sécurité alimentaire développée par Chénier en 2017 et se trouvant en Annexe 2 illustre ces différents types d'interventions, ainsi que les déterminants sur lesquels elles agissent. Au haut de cette pyramide se situent les interventions axées sur la modification des déterminants individuels qui ont un impact plus limité sur la santé des populations et l'insécurité alimentaire (Loopstra, 2018; Oronce et al., 2021; L. Tremblay, 2008). En contrepartie, selon cette

auteure, les actions qui visent à agir sur les déterminants collectifs illustrés au milieu et au bas de cette pyramide peuvent participer à la modification des environnements économique, physique, socioculturel et politique qui sont à l'origine des inégalités sociales en ce qui a trait à l'alimentation, ce qui permettrait de développer des réponses durables et efficaces face à l'insécurité alimentaire (Chénier, 2017; Loopstra, 2018; Oronce et al., 2021). Ces déterminants concernent entre autres l'accès économique et physique aux aliments, le système alimentaire sain, durable et équitable, ainsi que les conditions de vie dans lesquelles évoluent les populations (Chénier, 2017; Loopstra, 2018; Oronce et al., 2021). Le mouvement de Quartier Nourricier s'inscrit dans ce courant d'intervention.

Par ailleurs, d'autres auteurs dans la littérature ayant étudié la participation et les perceptions des individus et ménages par rapport aux interventions en sécurité alimentaire identifient deux types ou groupes d'interventions prédominants, soit les interventions dites plus traditionnelles, ainsi que celles dites alternatives (Gallani, 2020; Haynes-Maslow et al., 2015; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Pérez et al., 2017; Renaud & Royer, 2012; Roncarolo et al., 2016; L. Tremblay, 2008). Ainsi, les interventions dites traditionnelles visent généralement à aider les gens à répondre à leurs besoins urgents de nourriture et correspondent aux interventions axées sur les déterminants individuels selon la classification de Chénier (Roncarolo et al., 2016; L. Tremblay, 2008). En contrepartie, les interventions alternatives visent une assistance de première nécessité, en plus du développement de solutions à long terme axées sur l'amélioration de l'environnement alimentaire, le développement des communautés et la mobilisation citoyenne afin d'agir sur les déterminants collectifs de l'IA (Gallani, 2020; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Loopstra, 2018; Roncarolo et al., 2016; L. Tremblay, 2008). Ces études ont identifié une certaine déconnexion en ce qui a trait à la capacité des services offerts pour répondre aux multiples besoins des populations en situation d'insécurité alimentaire, notamment par rapport aux dimensions de l'accessibilité aux aliments sains et nutritifs. Les résultats d'études portant sur la participation et les perspectives de ménages en situation d'IA et d'informateurs clés œuvrant dans le domaine quant à cette adéquation seront explorés dans la section qui suit.

2.5 Adéquation entre les interventions et les besoins des populations

Malgré les innovations importantes en termes d'interventions en sécurité alimentaire ayant eu lieu au fil du temps, les résultats d'études menées par de nombreux auteur.es en contexte canadien et québécois démontrent une certaine inadéquation entre les services offerts via les différents types d'initiatives alimentaires et les besoins réels des individus et ménages en situation d'insécurité alimentaire, de même qu'une incapacité à enrayer l'IA plus largement (Gallani, 2020; Hamelin et al., 2008, 2010, 2011; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Loopstra & Tarasuk, 2013; Pérez et al., 2017; Roncarolo et al., 2016; Tsang et al., 2011). De nombreux facteurs peuvent expliquer cette inadéquation entre les interventions et les besoins des ménages, mais trois éléments qui apparaissent comme particulièrement importants sont les barrières à la participation aux différentes interventions, les barrières

à l'accessibilité aux aliments, ainsi que les perceptions divergentes entre les individus en situation d'insécurité alimentaire et les acteur.ices qui planifient et mettent en œuvre les interventions (Gallani, 2020; Hamelin et al., 2008, 2010, 2011; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Loopstra & Tarasuk, 2013; Pérez et al., 2017; Roncarolo et al., 2016; Tsang et al., 2011). D'une part, de nombreuses barrières liées à la participation aux différents types d'interventions ont été identifiées par les individus en situation d'IA. Notamment, les facteurs rapportés sont : le manque d'information sur les initiatives ou leur manque de visibilité, le manque d'accessibilité, le manque de temps et l'incompatibilité avec les disponibilités des ménages, l'absence de possibilité de choisir les aliments, les critères de participation, ainsi que le fait que les services offerts ne conviennent pas aux besoins, intérêts et mode de vie des ménages (Gallani, 2020; Hamelin et al., 2011; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Loopstra & Tarasuk, 2013; Roncarolo et al., 2016). D'autre part, plusieurs barrières à l'accessibilité aux aliments ont été rapportées par les ménages en situation d'insécurité alimentaire et ceux à faible revenu. Celles étant apparues comme étant plus importantes sont l'accessibilité économique et physique, dont les contraintes de mobilité, l'acceptabilité, la qualité, la variété, la disponibilité et l'innocuité des aliments, la commodité des services offerts, de même que le manque de connaissances par rapport aux initiatives (Drisdelle et al., 2020; Gallani, 2020; Hamelin et al., 2008; Haynes-Maslow et al., 2015; Loopstra & Tarasuk, 2013; Markow et al., 2016; Pérez et al., 2017; Roncarolo et al., 2016; L. Tremblay, 2008; Tsang et al., 2011). Finalement, les perceptions différentes des ménages en situation d'IA et des acteur.ices qui mettent en place les différents types d'interventions en sécurité alimentaire sur les deux types de barrières mentionnées précédemment pourraient représenter un frein au développement d'initiatives qui répondraient mieux aux objectifs et besoins des différentes parties prenantes (Hamelin et al., 2008, 2010; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Loopstra & Tarasuk, 2013). Les résultats de certaines études mettent notamment en évidence la pertinence et l'efficacité limitées de certains services alimentaires alternatifs pour répondre aux besoins alimentaires des ménages en situation d'IA, de même que la compréhension limitée des intervenants face aux réalités des personnes en situation d'IA (Hamelin et al., 2010; Loopstra & Tarasuk, 2013). Par exemple, les intervenants peuvent minimiser les compromis en termes de qualité des aliments auxquels les ménages en situation d'IA sont confrontés, ainsi que surestimer l'impact des interventions qui agissent sur les déterminants individuels de la SA (Hamelin et al., 2008, 2010). Également, il convient de souligner que l'insécurité alimentaire est une problématique complexe pour laquelle il faut développer des interventions aux multiples facettes propres aux différents contextes afin d'agir sur les disparités qu'on retrouve dans l'environnement alimentaire local, et ultimement d'améliorer l'accessibilité aux aliments sains et nutritifs (Drisdelle et al., 2020; Gallani, 2020; Hamelin et al., 2010, 2011; Loopstra & Tarasuk, 2013; Pérez et al., 2017; Roncarolo et al., 2016; L. Tremblay, 2008; Tsang et al., 2011).

2.6 Lacunes dans les connaissances

La revue de littérature effectuée a permis d'identifier certaines lacunes ou limites dans les connaissances actuelles par rapport aux interventions en sécurité alimentaire favorisant la consommation d'aliments sains et nutritifs. Notamment, les nombreuses barrières à la participation aux interventions et à l'accessibilité aux aliments devraient être davantage prises en compte afin d'identifier des pistes de solutions en adéquation avec les besoins des communautés locales (Drisdelle et al., 2020; Gallani, 2020; Hamelin et al., 2010; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Loopstra & Tarasuk, 2013; Pérez et al., 2017; Roncarolo et al., 2016; Tsang et al., 2011). Plusieurs auteurs ont également souligné le besoin de poursuivre la collecte de données en lien avec l'évolution de la pandémie afin de mieux cerner les besoins futurs en termes d'intervention (Litton & Beavers, 2021; Polsky & Gilmour, 2020). Finalement, aucune donnée spécifique sur la sécurité alimentaire des citoyen.nes du quartier Vanier n'est disponible, ce qui peut limiter la capacité des organisations offrant des services en sécurité alimentaire à planifier et mettre en œuvre des interventions qui soient alignées avec les besoins des ménages en situation d'IA.

2.7 Pertinence

L'ensemble des éléments énoncés précédemment font ressortir la pertinence de mener une étude qui servira à enrichir les données québécoises disponibles sur cette problématique, et plus spécifiquement des données portant sur le contexte local du quartier Vanier.

Dans la littérature, plusieurs éléments qui représentent des barrières à la sécurité alimentaire des populations sont identifiés, de même que de nombreux besoins qui demeurent insatisfaits en lien avec ce déterminant de la santé en raison de l'inadéquation qui peut être présente entre les besoins et les interventions (Gallani, 2020; Hamelin et al., 2008, 2010, 2011; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Loopstra & Tarasuk, 2013; Pérez et al., 2017; Roncarolo et al., 2016; Tsang et al., 2011). Cependant, puisqu'on possède peu de données spécifiques sur la situation et la perspective des citoyen.nes et des acteur.rices œuvrant en sécurité alimentaire sur le territoire, la compréhension des besoins non comblés en SA dans le quartier Vanier demeure incomplète. En explorant la perspective des citoyen.nes et des acteur.rices en sécurité alimentaire du quartier, ce projet d'intervention devrait ainsi permettre d'améliorer la compréhension face à cette problématique. Subséquemment, les résultats devraient permettre d'éclairer le développement d'interventions qui sont alignées avec les besoins des citoyen.nes afin d'améliorer l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs et abordables pour les ménages en situation de vulnérabilité. Cette recherche s'inscrit donc dans une perspective visant à réduire les inégalités sociales liées à l'alimentation.

2.8 Objectifs du projet de recherche

L'objectif général de ce projet d'intervention est de permettre une meilleure compréhension des perspectives des personnes en situation d'insécurité alimentaire et d'acteurs clés œuvrant dans des organisations qui offrent des services en sécurité alimentaire par rapport aux besoins non comblés et aux problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier, à Québec. Une meilleure compréhension des besoins et des problèmes d'accessibilité permettra ainsi d'éclairer le développement d'interventions qui soient adaptées aux réalités locales, complémentaires et coordonnées entre elles dans le contexte du Quartier Nourricier. Les données recueillies et l'analyse produite subséquentement permettront à La Ruche Vanier, ainsi qu'aux autres organisations partenaires du quartier œuvrant en sécurité alimentaire, de mieux orienter le développement de leurs actions futures, afin qu'elles soient alignées avec les besoins réels des citoyens, le contexte particulier au quartier et permettent d'améliorer l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs et abordables.

Plus spécifiquement, ce projet vise à :

1. Répertoire et décrire les services alimentaires traditionnels et alternatifs agissant sur la sécurité alimentaire offerts dans le quartier Vanier
2. Identifier les besoins non comblés et les problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier
3. Proposer des recommandations et des pistes d'actions pour répondre à ces besoins dans le cadre du développement du mouvement de Quartier Nourricier.

Chapitre 3 – Fondements conceptuels

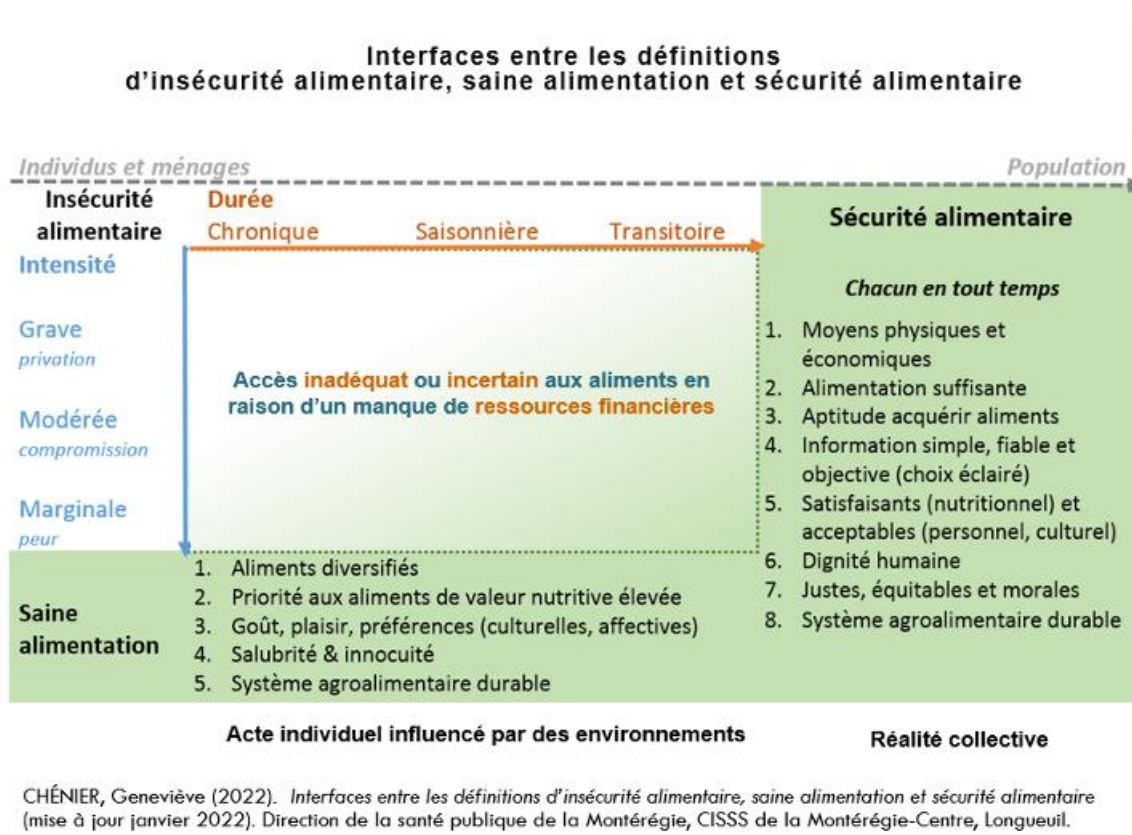
Dans cette section, le cadre conceptuel de Chénier et ses collaborateur.rices (2023) sur lequel reposent les fondements conceptuels de ce projet d'intervention sera présenté, ainsi que les raisons pour lesquelles il a été privilégié par rapport à d'autres cadres existants qui auraient également pu être pertinents. Par ailleurs, les concepts centraux à la compréhension de l'orientation dans laquelle s'inscrit ce projet d'intervention seront définis. Notamment, le concept de *sécurité alimentaire* sera abordé, ainsi que ce qui le distingue du concept d'*accessibilité aux aliments*. Les concepts de *saine alimentation*, de *quartier nourricier* et de *besoins* seront également précisés. Finalement, la typologie des interventions en sécurité alimentaire agissant sur les déterminants individuels et sur les déterminants collectifs issue des travaux de Chénier (2017) sera présentée.

3.1 Cadre conceptuel

La revue de la littérature a permis d'identifier divers cadres conceptuels ayant été développés par des auteur.es de différentes régions du monde afin d'illustrer la sécurité alimentaire, ses différentes dimensions, ainsi que ses déterminants, qui auraient pu être pertinents dans le contexte de la présente recherche (Freedman et al., 2013; Jones et al., 2013; Rychetnik et al., 2003). Notamment, le cadre conceptuel sur les déterminants de la sécurité alimentaire développé par Rychetnik et ses collaborateur.rices (2003) en contexte australien, qui met un accent particulier sur l'approvisionnement alimentaire et l'accès aux aliments. Une revue systématique de la littérature Cochrane portant sur les interventions pouvant être mises en œuvre afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans les communautés des pays industrialisés l'avait d'ailleurs retenu (Burns et al., 2010). Bien que les concepts d'approvisionnement alimentaire et d'accès aux aliments sur lesquels mettent l'accent ces auteur.es soient deux déterminants importants de la sécurité alimentaire, une gamme plus large de déterminants sera retenue dans le cadre de la présente recherche. Par ailleurs, un autre cadre conceptuel couramment utilisé est celui développé par Jones et al. (2013), illustrant la sécurité alimentaire selon la définition énoncée dans le cadre du *Sommet Mondial de l'Alimentation* en 1996, soit que « la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » (Food and Agriculture Organization of the United Nations, 1996). Jones et ses collaborateur.rices illustrent cette définition de la sécurité alimentaire au moyen d'une voie conceptuelle comprenant quatre dimensions, soit la disponibilité des aliments, l'accès, l'utilisation et la stabilité dans le temps (Jones et al., 2013). Cependant, bien que la définition de la sécurité alimentaire adoptée dans ce cadre conceptuel se rapproche de celle couramment utilisée au Québec et adoptée par le MSSS, elle omet certains éléments, tels que les dimensions plus larges de l'accessibilité aux aliments et le système agroalimentaire durable, qui sont des concepts importants à considérer dans le cadre de la présente étude.

Ainsi, bien que ces cadres puissent être utiles à la compréhension de la problématique, le cadre conceptuel ayant été retenu dans le contexte de la présente recherche est le *cadre de référence sur la sécurité alimentaire* développé par Chénier et ses collaborateurs (2023) qui contient un continuum illustrant la sécurité alimentaire présenté à la Figure 1, et ce, en raison du fait qu'il met en relation plusieurs des concepts liés aux objectifs de cette recherche. Plusieurs raisons justifient ce choix, notamment, le fait qu'il ait été développé en contexte québécois, qu'il met en relation les nombreuses dimensions de la sécurité alimentaire et de la saine alimentation qui sont pertinentes dans le cadre de ce projet d'intervention et finalement qui, via ces différentes dimensions, permet de prendre en considération les besoins des individus liés à l'accessibilité alimentaire dans l'environnement local. D'autre part, il intègre également l'ensemble des différentes visions qu'on retrouve dans la littérature sur les déterminants de la sécurité alimentaire dans une pyramide d'impact populationnel des interventions en sécurité alimentaire présentée dans la section précédente (Annexe 1), soit une perspective structurelle, une individuelle ainsi qu'une intermédiaire axée sur l'accès aux aliments. La typologie développée par les auteurs permettra également de classer les services agissant sur la sécurité alimentaire identifiés dans le cadre du premier objectif du projet.

Figure 1 : Continuum des principaux concepts liés à la sécurité alimentaire



Les concepts centraux à la problématique et aux objectifs du projet d'intervention seront définis dans la section suivante.

3.1.1 Sécurité alimentaire

Au fil du temps, le concept de la sécurité alimentaire a été défini de nombreuses manières. Au Québec, celle la plus couramment utilisée est la définition adoptée par le ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS), elle-même adaptée de celle de l'OMS. Le MSSS (2008) a d'ailleurs précisé cette définition en détaillant les différents éléments qui doivent être inclus dans le concept de la sécurité alimentaire, qui signifie que :

1. Chacun a, à tout moment, les moyens tant physiques qu'économiques d'accéder à une alimentation suffisante pour mener une vie active et saine.
2. L'aptitude de chacun à acquérir des aliments est garantie.
3. L'accès à une information simple, fiable et objective qui permet de faire des choix éclairés est assuré.
4. Les aliments proprement dits sont satisfaisants sur le plan nutritionnel et acceptables sur le plan personnel et culturel.
5. Les aliments sont obtenus d'une manière qui respecte la dignité humaine.
6. La consommation et la production d'aliments reposent sur des valeurs sociales à la fois justes, équitables et morales.
7. Les aliments sont produits et distribués d'une manière respectueuse d'un système agroalimentaire durable. » (MSSS, 2008, page 14)

Cette définition est d'ailleurs celle ayant été retenue par Chénier et al. (2023) dans leur cadre conceptuel et sera celle utilisée dans le cadre de la présente recherche. Conséquemment, ce concept réfère à une réalité collective qui s'inscrit dans une perspective d'équité et de justice sociale, vise l'accès à une saine alimentation pour tous et représente l'objectif populationnel de la saine alimentation (Chénier et al., 2023). Puisque des écarts subsistent en ce qui a trait aux opportunités d'accéder à des aliments sains et nutritifs, il importe de mieux comprendre les besoins non comblés en termes de sécurité alimentaire dans le quartier Vanier afin de pouvoir identifier des pistes d'interventions pouvant agir sur ses déterminants (Chénier et al., 2023).

3.1.2. Accessibilité aux aliments

Intimement lié au concept de sécurité alimentaire, le concept d'accessibilité aux aliments renvoie à des dimensions particulières de la SA agissant à titre de déterminants collectifs. Bien que Chénier et ses collaborateurs réfèrent à l'accès physique et économique aux aliments en tant que déterminant collectif intermédiaire de la SA dans leur cadre conceptuel, le concept d'accessibilité aux aliments tel que défini par Caspi et al. (2012) sera plutôt utilisé dans le cadre de la présente recherche. Tel qu'énoncé précédemment, l'environnement alimentaire local influence l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs et abordables et conséquemment, la capacité des personnes à se les procurer (Caspi et al., 2012; Chénier et al., 2023; Drisdelle et al., 2020; Gallani, 2020; INSPQ, 2013; Pérez et al., 2017; Turner et al., 2021). Pour certains individus, les barrières à l'accessibilité représentent un obstacle important à l'atteinte d'une alimentation saine, suffisante et

équilibrée (Chénier et al., 2023). Le concept d'accessibilité apparaît donc comme particulièrement pertinent lorsqu'on s'intéresse à la problématique de l'insécurité alimentaire.

Plusieurs auteur.es reprennent d'ailleurs la définition de Caspi et ses collaborateur.rices (2012), qui ont proposé une adaptation du modèle de l'accès aux soins de santé développé par Penchaky et Tomas en 1981, où les cinq dimensions de l'accessibilité alimentaire sont énoncées, soit la disponibilité, l'accessibilité physique, l'accessibilité économique, l'acceptabilité et la commodité (Drisdelle et al., 2020; INSPQ, 2013; Pérez et al., 2017; Pérez Isaza, 2016; Turner et al., 2021). La disponibilité fait référence au nombre et au type de commerces alimentaires et autres sources d'approvisionnement alimentaire présents dans un secteur donné (Caspi et al., 2012; INSPQ, 2013). La seconde dimension concerne l'accessibilité physique qui réfère à la relation entre la localisation des commerces et autres sources d'approvisionnement alimentaire et le lieu de résidences des consommateurs (Caspi et al., 2012; INSPQ, 2013). Cette relation est habituellement exprimée en fonction de la distance, mais également de caractéristiques telles que le moyen de transport, le temps de déplacement ainsi que le coût associé à celui-ci (Caspi et al., 2012; INSPQ, 2013; Pérez Isaza, 2016). La troisième dimension, l'accessibilité économique, fait référence à la relation entre le prix des aliments et le revenu disponible des consommateur.rices en lien avec cette catégorie de dépenses (Caspi et al., 2012; INSPQ, 2013; Pérez Isaza, 2016). Pour sa part, l'acceptabilité réfère à l'attitude des consommateur.rices par rapport aux diverses caractéristiques de leur environnement alimentaire et inclut également l'acceptabilité socioculturelle, soit l'adéquation entre les aliments disponibles et les valeurs, croyances, préférences et aptitudes culinaires des communautés (Caspi et al., 2012; INSPQ, 2013). Finalement, la commodité fait référence à l'adéquation entre les ressources alimentaires et les besoins des consommateur.rices et comprend notamment des facteurs tels que les heures d'ouvertures des commerces et les modalités de paiement acceptées (Caspi et al., 2012; INSPQ, 2013).

Afin d'identifier les besoins non comblés des citoyen.nes du quartier Vanier, puis de pouvoir identifier des pistes d'interventions efficaces et adaptées aux réalités locales, il importe de considérer l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs et abordables dans toutes ses dimensions.

3.1.3. Saine alimentation

L'action de s'alimenter sainement est un acte individuel, qui est toutefois influencé par les environnements physique, économique, politique et socioculturel dans lesquels évoluent les populations (Chénier et al., 2023). Selon la définition énoncée par le MSSS (2010) et reprise par Chénier et al. (2023), la saine alimentation correspond à une alimentation « constituée d'aliments diversifiés et donne priorité aux aliments de valeur nutritive élevée sur le plan de la fréquence et de la quantité ». Cette définition, en plus de considérer la valeur nutritive, accorde une importance aux valeurs gastronomique, culturelle ou affective qui sont associées aux aliments (MSSS, 2010).

Chénier et al. (2023) précisent toutefois qu'afin que la population s'alimente sainement, les conditions suivantes doivent être présentes :

- L'offre alimentaire disponible est composée d'une diversité d'aliments de bonne valeur nutritive;
- Les aliments sains sont offerts plus souvent et en plus grande quantité;
- Les aliments disponibles répondent aux préférences culturelles et aux goûts de la population, leur procurant ainsi du plaisir, de la satisfaction et un sentiment de bien-être;
- Les aliments disponibles sont produits, transformés, conservés et consommés dans le respect des principes d'hygiène, de salubrité et d'innocuité;
- Les aliments sont emballés de façon à permettre l'indication des allergènes;
- Les aliments disponibles sont issus d'un système agroalimentaire durable qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. (Chénier et al., 2023)

Dans une perspective de promotion de la santé et d'adoption de saines habitudes de vie, et considérant que la sécurité alimentaire constitue l'objectif populationnel de saine alimentation pour tous, il importe de tenir compte de cette dimension dans l'élaboration des interventions. Le projet de quartier nourricier a pour but de favoriser l'atteinte de cet objectif en rendant les aliments sains, nutritifs et abordables plus accessibles à la population.

3.1.4. Quartier nourricier

Le concept du quartier nourricier revêt une importance particulière dans le cadre du présent projet d'intervention qui vise, entre autres, à proposer des recommandations et des pistes d'actions pour répondre aux besoins des citoyen.nes du quartier Vanier dans le cadre du développement du mouvement de Quartier Nourricier porté par La Ruche Vanier.

Ce mouvement de quartier nourricier vise le développement d'un système alimentaire de proximité par et pour la communauté afin d'améliorer l'accès aux aliments frais, sains et nutritifs (La Ruche Vanier, 2021). Il s'agit d'une réponse structurante, plurielle et innovante misant sur plusieurs initiatives rassemblées sous le mouvement de Quartier Nourricier, qui vise ultimement à favoriser la sécurité alimentaire des résident.es du quartier Vanier, en plus d'agir sur plusieurs autres problématiques économiques, sociales et environnementales qui sont présentes sur le territoire. Ainsi, le Quartier Nourricier s'inscrit comme une intervention qui agit sur les déterminants collectifs intermédiaires selon la typologie de Chénier (2023), et ce, d'une part en tant que composante d'un système alimentaire sain, durable et équitable, et d'autre part comme moyen de favoriser l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs et abordables pour les communautés locales.

3.1.5. Besoins

Le concept de besoin n'est pas illustré dans le cadre conceptuel développé par Chénier et ses collaborateur.rices (2023). Cependant, afin de pouvoir identifier, puis mettre en œuvre des interventions pertinentes agissant sur les déterminants de la SA des communautés locales, il apparaît important de bien identifier les besoins non comblés

dans la population ciblée. Il apparaît ainsi pertinent de s'intéresser au concept de besoin. De nombreuses définitions du concept peuvent être identifiées dans la littérature, cependant une notion importante qui ressort le plus souvent est le concept d'écart mesurable qui existe entre la situation actuelle et la situation désirée (Institut national de santé publique du Québec, 2007). Ces besoins devraient être considérés en fonction du contexte dans lequel ils s'inscrivent. Également, une attention particulière devrait être portée à leur analyse, qui représente une étape cruciale afin d'orienter la prise de décisions dans le développement de pistes d'actions en sécurité alimentaire (Leclerc et al., 2020). Dans le cadre de ce projet d'intervention, les besoins liés à l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs et abordables et aux pistes de solutions pertinentes dans l'environnement alimentaire local seront étudiés plus en profondeur.

3.2. Typologie des interventions

Considérant les fondements conceptuels sur lesquels repose ce projet d'intervention, les interventions répertoriées dans le cadre de cette recherche seront classées selon la typologie rapportée par Chénier (2019) dans sa *pyramide d'impact populationnel des interventions en matière de sécurité alimentaire* qui sera présentée dans la section qui suit (voir Annexe 1). Tel qu'indiqué précédemment, l'auteure rapporte que les déterminants de la sécurité alimentaire peuvent se situer aux niveaux individuels ou collectifs (Chénier, 2019). L'impact des interventions au niveau de la santé populationnelle est ainsi influencé par le niveau d'action visé par celles-ci, soit à l'échelle de l'individu, d'une communauté ou encore de l'ensemble de la société (Chénier, 2019). Les interventions qui visent à agir sur les déterminants collectifs intermédiaires et structurels à l'échelle des communautés peuvent contribuer à la modification des environnements physique, politique, économique et socioculturel dans lesquels s'inscrivent les inégalités sociales liées à l'alimentation, contribuant ainsi durablement à diminuer l'insécurité alimentaire.

Les interventions considérées comme étant les plus prometteuses afin d'atteindre la sécurité alimentaire nécessitent la mise en place de politiques publiques à l'échelle locale, territoriale et nationale, ainsi que l'adoption d'interventions participatives qui favorisent le développement des communautés (Chénier et al., 2023). Ces différentes démarches doivent être axées sur la réduction de la pauvreté et l'appui au développement durable, en plus de s'inscrire « dans une approche écosystémique de l'alimentation locale » qui vise à rediriger le système alimentaire vers des objectifs de santé et d'équité pour tous (Chénier et al., 2023).

Les interventions qui seront retenues dans le cadre de la recension de services effectuée pour atteindre le premier objectif du projet suivent un continuum allant de l'aide alimentaire au développement d'un système alimentaire sain et durable (Chénier et al., 2023).

3.2.1. Interventions agissant sur les déterminants individuels

Les interventions qui visent à modifier les déterminants individuels ont un impact plus restreint sur la santé populationnelle, puisqu'elles requièrent de rejoindre des personnes de manière individuelle, puis de motiver leur engagement envers l'acquisition de nouvelles connaissances, compétences ou encore la modification de certaines de leurs pratiques ou comportements (Chénier, 2017). De plus, sans l'apport d'interventions complémentaires visant à rendre l'environnement et le contexte plus favorables à l'adoption et au maintien du changement souhaité à l'échelle des collectivités, les caractéristiques liées aux individus peuvent difficilement être modifiées (Chénier, 2017). Ce type d'interventions, quoiqu'utiles et pertinentes dans une optique d'éducation à la saine alimentation, ont une incidence limitée sur la réduction de l'IA à l'échelle des communautés. Les interventions agissant sur les déterminants individuels sont celles liées à l'aide et à la solidarité alimentaires, ainsi que celles qui visent à améliorer les connaissances et les habiletés des individus (Chénier, 2017).

Aide et solidarité alimentaires

Parmi ces interventions, on retrouve celles qui vont viser à accroître la qualité nutritionnelle des aliments qui sont offerts en contexte d'aide alimentaire. Notamment, en améliorant l'offre de fruits et légumes frais et de protéines dans les contextes d'aide alimentaire ou dans les distributions alimentaires qui sont effectuées auprès de populations en situation de vulnérabilité. On peut penser par exemple aux services tels que les paniers alimentaires, popotes roulantes, repas communautaires et soupes populaires (Chénier, 2023). Cette catégorie regroupe également les pratiques de solidarité alimentaire entre individus telles que le partage d'aliments issus de récoltes ou encore des aliments en libre-service dans des frigos-partages (Chénier, 2023).

Connaissances et habiletés

Les interventions qui visent à améliorer les connaissances et habiletés des individus regroupent les activités de développement des connaissances et des compétences culinaires telles que des ateliers culinaires, de jardinages ou sur la gestion et la conservation des aliments (Chénier, 2023). On retrouve également parmi ces interventions les activités de développement des connaissances et compétences de gestion budgétaire, de même que les cuisines collectives (Chénier, 2023).

3.2.2. Interventions agissant sur les déterminants collectifs intermédiaires et structurels

Dans la typologie de Chénier (2023), les déterminants collectifs font référence aux facteurs environnementaux de nature physique, économique, politique et socioculturelle qui sont présents au sein des collectivités, et plus largement de la société. Ces différents éléments ont un impact important sur les ressources et les opportunités qui

permettent aux individus et aux ménages d'accéder aux aliments sains et nutritifs en quantité suffisante (Chénier, 2023). Conséquemment, les interventions qui visent à agir sur ces déterminants ont un potentiel d'impact plus important sur la sécurité alimentaire de la population puisqu'elles favorisent l'accès à des ressources et opportunités qui facilitent les choix alimentaires sains, contribuent à la modification de l'environnement alimentaire local et conséquemment, améliorent l'équité face aux opportunités d'accéder à ces aliments (Chénier, 2023).

Selon la typologie de l'auteure, les déterminants collectifs intermédiaires concernent l'accès économique et physique aux aliments, ainsi que le système alimentaire sain, durable et équitable. Les déterminants collectifs structurels réfèrent quant à eux aux conditions de vie, soit le coût des biens et services essentiels, ainsi que le statut socioéconomique.

Accès économique et physique aux aliments

Plusieurs types d'interventions visent à accroître l'accessibilité économique et physique aux aliments sains et nutritifs. Parmi ces interventions on retrouve notamment, les services et pratiques telles que les épiceries économiques, les groupes d'achats d'aliments frais, de denrées périssables ou non périssables et de semences, l'agriculture de proximité, les marchés de proximité, l'approvisionnement à la ferme, l'accès aux lieux d'approvisionnement et la livraison d'achats effectués dans un commerce ou encore l'amélioration de la qualité et de la diversité de l'offre alimentaire de proximité (Chénier, 2023).

Système alimentaire sain, durable et équitable

L'ensemble des interventions qui visent à ce que le système alimentaire d'un territoire donné soit plus sain, durable et équitable s'inscrivent dans cette catégorie et impliquent un travail concerté de la part d'acteurs multisectoriels (Chénier, 2023). Ces différentes parties prenantes unissent ainsi leurs capacités afin de planifier et mettre en œuvre des interventions qui vont favoriser la transformation de l'ensemble des composantes du système alimentaire, soit : la production, transformation, distribution, consommation, gestion et valorisation des déchets (Chénier, 2023). Dans une perspective visant la sécurité alimentaire, ce type d'interventions visent l'atteinte d'une plus grande justice alimentaire en favorisant une accessibilité équitable aux opportunités permettant de faire des choix alimentaires sains, et ce, pour les différents groupes de la population (Chénier, 2023). Les interventions qui visent des éléments tels que les mesures d'employabilité au sein du système alimentaire, l'alimentation institutionnelle responsable de milieux défavorisés, les interventions globales et intégrées sur la sécurité alimentaire, le pouvoir d'agir des communautés sur la sécurité alimentaire, l'aménagement, ainsi que les politiques municipales favorables à la sécurité alimentaire font partie de cette catégorie.

Coût des biens et des services

Cette catégorie concerne, entre autres, les politiques publiques qui influencent les principaux postes budgétaires des ménages exerçant une influence sur la portion du budget des individus et des ménages qui est disponible pour combler leurs besoins liés à l'alimentation, soit le logement ainsi que le transport (Chénier, 2023). Les mesures influençant l'abordabilité du logement et du transport s'inscrivent dans ce type d'interventions.

Niveau socioéconomique

Enfin, le niveau socioéconomique des individus se définit selon leur niveau de scolarité, ainsi que leur niveau de revenu et le type d'emploi occupé (Chénier, 2023). Les mesures qui favorisent l'employabilité au sein d'initiatives en sécurité alimentaire et le revenu viable s'inscrivent parmi ces interventions.

Chapitre 4 – Méthodologie

Ce quatrième chapitre vise à présenter la méthodologie sur laquelle repose cette étude et les étapes ayant été réalisées afin de mener à bien ce projet d'intervention. D'abord, l'approche et le devis de recherche retenus seront présentés. Ensuite, la population à l'étude et la méthode d'échantillonnage utilisée sont énoncées, puis les stratégies de recrutement sont décrites. Finalement, le déroulement du recrutement, de la collecte des données, de l'analyse des résultats et les stratégies de diffusion des résultats sont présentés.

4.1 Approche et devis de recherche

Afin d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de ce projet d'intervention, une recherche appliquée exploratoire s'inscrivant dans le courant de recherche-action participative fut menée. Cette approche de recherche participative vise, entre autres, à favoriser la cocréation de savoirs en impliquant dans la démarche les personnes concernées par la problématique, soit les citoyen.nes et les partenaires du milieu dans le cas de ce projet d'intervention. Cette approche permet ainsi de mettre en relation différents types de compétences, d'expériences et d'expertises afin d'ultimement produire des connaissances qui pourront conduire à une transformation sociale (Camden & Poncet, 2014; Israel et al., 2010; Wallerstein & Duran, 2006). La stratégie de recherche utilisée repose sur une méthodologie mixte, soit un devis concomitant imbriqué comportant un volet qualitatif prédominant et un volet quantitatif (Fortin et Gagnon, 2008). En ce qui a trait à la méthodologie quantitative, des données secondaires furent récoltées à l'aide d'une recension de la littérature grise, puis analysées afin de brosser un portrait de la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. Par ailleurs, en ce qui concerne la méthodologie qualitative, les données furent collectées de deux façons. D'abord, à l'aide d'une recherche documentaire pour le premier objectif, notamment la documentation produite par les organismes communautaires fut analysée afin d'identifier les services offerts en sécurité alimentaire dans le quartier. Afin de compléter les informations récoltées dans le cadre de cette recherche documentaire, des échanges téléphoniques et par courriel avec des informateur.rices clés œuvrant dans les différentes organisations ont été réalisés. Pour atteindre les deux autres objectifs, une revue de la littérature, des groupes de discussion et des entrevues individuelles semi-dirigées ont été réalisés auprès d'acteur.rices clés d'organisations communautaires, d'entraide et scolaires offrant des services en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier et de citoyen.nes en situation d'insécurité alimentaire. Ces méthodes de collectes de données ont été choisies puisqu'elles permettaient de mieux comprendre les expériences vécues et les différentes perspectives des deux sous-groupes étudiés dans le cadre du présent projet. Les outils de collectes et les thèmes abordés lors de ces groupes de discussion et ces entrevues individuelles ont été adaptés aux deux sous-groupes étudiés et développés en fonction de la revue de littérature, des objectifs de l'étude ainsi que du cadre conceptuel utilisé. Au regard des contraintes de temps et de ressources, trois groupes de discussion ont été réalisés au total, dont

deux auprès de citoyennes du quartier et un auprès d'informateur.rices clés œuvrant dans les organisations scolaires, communautaires et d'entraide du quartier. Deux entrevues individuelles semi-dirigées ont également été effectuées auprès d'un citoyen et d'une informatrice clé qui n'ont pu être présents lors des groupes de discussion respectifs auxquels ils devaient participer.

4.2 Population à l'étude et échantillonnage

Dans le cadre de ce projet d'intervention, la population à l'étude est constituée de deux sous-groupes, soit des citoyen.nes du quartier, ainsi que des informateur.rices clés œuvrant en sécurité alimentaire dans sept organisations du quartier. D'abord, le recrutement des citoyen.nes avait pour objectif de cibler des personnes qui habitent le quartier Vanier dans les secteurs au Nord-de-la-voie-ferrée, au Sud-de-la-voie-ferrée ou De la Rive depuis au moins un an, sont âgés de plus de 18 ans et parlent français. En contrepartie, les personnes qui sont mineures, qui habitent le quartier depuis moins d'un an, ainsi que celles qui ne parlent pas français étaient exclues. Par ailleurs, le deuxième sous-groupe d'intérêt recruté dans le cadre de cette étude était formé d'informateur.rices clés œuvrant dans le réseau d'organisations communautaires, scolaires et d'entraide qui offrent des services en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier.

Pour le recrutement des citoyen.nes, un échantillonnage non probabiliste a été réalisé selon une méthode par réseaux, qui consiste à demander à des personnes ayant été recrutées initialement de suggérer d'autres personnes qui répondent aux critères de sélection (Fortin & Gagnon, 2016). Ainsi, le recrutement a été effectué par l'intermédiaire de partenaires clés œuvrant au sein d'organismes communautaires ou en tant qu'organismes communautaires pour le CIUSSS de la Capitale-Nationale. Ces organisateurs communautaires travaillaient directement auprès des responsables et des résidents des habitations à loyer modique de l'Habitation Place de la Rive et des logements sociaux du Domaine du Parc Savard. Le principe de diversification, qui permet d'illustrer la diversité des expériences se rapportant à une problématique (Fortin & Gagnon, 2016), soit l'insécurité alimentaire dans le cas de la présente étude, a été mis de l'avant afin de mieux comprendre l'ensemble des besoins non comblés et des problèmes d'accès aux aliments qui pourraient être présents dans le quartier Vanier. Ainsi, une attention particulière a été portée afin de tenter de recruter une variété de citoyen.nes en ce qui a trait aux caractéristiques telles que le sexe, l'âge, l'origine, le statut familial, le lieu de résidence, le statut socioéconomique, ainsi que la taille du ménage, de manière que l'échantillon recruté permette de recueillir les perceptions des divers groupes qui composent la population à l'étude.

4.3 Stratégies de recrutement

Le recrutement a été effectué à l'aide de différentes techniques afin de maximiser les chances de rejoindre des citoyen.nes des différents secteurs du quartier, ainsi que des personnes ayant des parcours et des expériences

diversifiés. Afin de cibler les secteurs prioritaires de recrutement dans le quartier, une cartographie des utilisateur.rices de l'épicerie communautaire et du dépannage alimentaire de La Ruche Vanier pour 2021 et 2022 a été réalisée. À partir de ces cartes, certains secteurs du quartier où une proportion possiblement plus élevée de personnes pouvant présenter des besoins non comblés en sécurité alimentaire et des problèmes d'accessibilité ont été identifiés, soit le secteur Claude Martin, le Domaine du Parc Savard, les Habitations Place de la Rive, ainsi que le secteur Monseigneur-Plessis. Une attention particulière a donc été portée pour recruter des citoyen.nes qui résidaient dans ces secteurs.

Par la suite, des organismes communautaires du quartier susceptibles d'être en contact avec les citoyen.nes ciblé.es ont été contactés afin d'agir à titre de partenaires et d'intermédiaire pour le recrutement, soit l'Armée du Salut, la Butineuse, la Fraternité Ste-Marie de Vanier, la Maison Zoé-Blais, la Ruche Vanier et Ressources Parents Vanier. Ainsi, une partie du recrutement a été effectué en collaboration avec des partenaires œuvrant au sein d'organismes du quartier, qui ont approché directement certains citoyen.nes utilisant leurs services pour les inviter à participer, puis en diffusant une affiche de recrutement sur leur page Facebook et dans les locaux de l'organisme (Annexe 3).

Par ailleurs, afin de recruter des citoyen.nes qui ne fréquentaient pas déjà des organismes communautaires du secteur, des organisateurs communautaires du CIUSSS de la Capitale-Nationale œuvrant en partenariat avec des organismes et services dans les logements sociaux des secteurs du Domaine du Parc Savard et des Habitations Place de la Rive ont été contactés et invités à participer au projet. À la suite de cette invitation, une organisatrice communautaire du CIUSSS-CN a agi à titre d'intermédiaire dans le recrutement en présentant l'étude à de potentiel.les participant.es.

4.4 Recrutement

Le processus de recrutement s'est déroulé en deux étapes, soit d'abord auprès des informateur.rices clés, puis auprès des citoyen.nes. Au total, 12 personnes de différentes organisations scolaires, communautaires et d'entraide furent initialement invitées à participer au groupe de discussion réalisé auprès des informateur.rices clés. Finalement, huit personnes représentant sept organisations scolaires, communautaires et d'entraide ont pu être présentes. Les organisations représentées étaient l'école Boudreau, l'école Sans-frontière, l'école secondaire Vanier, la Butineuse, la Maison Zoé-Blais et la Ruche Vanier. Sept de ces personnes ont participé au groupe de discussion et une entrevue individuelle semi-dirigée a également été réalisée auprès d'une participante n'ayant pu se présenter lors du groupe de discussion en raison d'un imprévu.

Par ailleurs, 21 citoyens avaient été recrutés dans le but d'effectuer trois groupes de discussion d'au moins six personnes., 18 d'entre eux avaient accepté de participer au projet à la suite d'une discussion téléphonique visant

à expliquer plus en détail les objectifs de l'étude, ainsi que les avantages et inconvénients liés à leur participation. Pour différentes raisons, plusieurs des citoyen.nes recrutés initialement n'ont pu participer aux groupes de discussion. Certains d'entre eux ont notamment dû répondre à un autre engagement, et l'un d'entre eux a dû s'absenter puisqu'il avait contracté la COVID-19. Ainsi, ce sont finalement neuf citoyen.nes au total qui ont participé à deux groupes de discussion et une entrevue individuelle à La Ruche Vanier. Le premier groupe de discussion était composé de cinq participant.es et a duré 1h40, alors que le deuxième groupe a été réalisé auprès de trois personnes et a duré 45 minutes.

4.6 Collecte de données

La collecte de données a été effectuée entre mai et octobre 2022. La revue de littérature s'est étendue tout au long du processus, puis trois groupes de discussion et deux entrevues individuelles semi-dirigées ont été réalisés auprès de 17 participant.es en septembre et octobre 2022. Par ailleurs, les guides de discussion ont été élaborés en fonction du cadre conceptuel de Chénier et ses collaborateur.rices (2023), bonifié par celui de Caspi et al., (2012), des objectifs de l'étude, ainsi que de la littérature ayant orientée l'étude. Ce processus d'élaboration s'est effectué de manière itérative afin de cibler les thèmes les plus pertinents à aborder et de faciliter la compréhension des participant.es.

4.7 Stratégie d'analyse des données

Le processus d'analyse des données récoltées fut effectué en trois phases. D'abord, l'ensemble des groupes de discussion et entrevues individuelles réalisés ont été enregistrés sur un support audio. Ensuite, l'ensemble des enregistrements ont été retranscrits intégralement sous forme de *verbatim*. Puis, l'analyse et l'interprétation des résultats ont été effectuées. La méthode d'analyse privilégiée fut l'analyse thématique où l'objectif est de faire émerger des thèmes communs qui ressortent parmi les données recueillies lors des différents groupes de discussion et des entrevues individuelles (Paillé et Mucchielli, 2008). Afin de codifier les *verbatim*, à la fois une approche déductive et une approche inductive furent utilisées. L'approche déductive découle des fondements conceptuels sur lesquels repose le projet d'intervention, alors que l'approche inductive visait à compléter l'analyse avec des thèmes émergents (Hsieh & Shannon, 2005). Ainsi, cette analyse des données et codification fut effectuée à l'aide du logiciel NVivo en fonction des thèmes abordés dans les guides d'entretiens et des objectifs du projet qui étaient articulés autour des différentes dimensions de la sécurité alimentaire et de l'accessibilité aux aliments tels que définit dans le cadre conceptuel retenu. Ces éléments furent ensuite mis en relation afin de proposer des recommandations et des pistes d'actions qui pourraient contribuer à améliorer l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables pour les communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire dans le quartier Vanier.

4.8 Diffusion des résultats

Les résultats du projet d'intervention seront diffusés dans une diversité de milieux tels que le séminaire d'intégration de l'Université et la Table de quartier Vanier, notamment auprès de personnes œuvrant à l'Université Laval, au sein de CPE, d'écoles et d'organismes du quartier, ainsi qu'au CIUSSS de la Capitale-Nationale afin d'augmenter le potentiel de retombées des résultats. Par ailleurs, ils seront également diffusés auprès des citoyen.nes du quartier ayant participé à la démarche, de l'ensemble des acteur.rices clés participant.es, ainsi qu'auprès d'autres acteur.rices provenant d'une diversité de milieux et œuvrant auprès des communautés locales dans le quartier Vanier. Ces éléments s'inscrivent dans une perspective qui vise à favoriser la prise en compte des résultats du projet d'intervention par les différents acteur.rices qui planifient et mettent en œuvre des interventions qui visent à agir sur la sécurité alimentaire sur le territoire.

4.9 Considérations éthiques

Différentes démarches ont été réalisées pour s'assurer du consentement libre et éclairé des participant.es tout au long de leur participation au projet d'intervention. Notamment, la démarche et les objectifs de l'étude ont été expliqués à l'ensemble des participant.es et ceux.celles-ci ont eu différentes opportunités afin de poser des questions sur le projet d'intervention et sur leur implication. De plus, bien que ce ne fut pas exigé dans le cadre de ce projet d'intervention, des formulaires de consentement (Annexes 4 et 5) ont été signés par l'ensemble des participant.es afin de mener cette étude selon les plus hauts standards d'éthique. Également, les participant.es pouvaient se retirer de l'étude à tout moment, sans conséquence et sans aucune justification requise. Puis, une compensation sous forme de carte-cadeau d'épicerie d'une valeur de 25\$ a également été offerte aux citoyen.nes pour dédommager le temps et les déplacements nécessaires à leur participation. En outre, la stricte confidentialité des données a été assurée à l'ensemble des participant.es tout au long du processus. À cette fin, plusieurs précautions furent prises durant le projet, notamment les enregistrements ont été conservés de manière protégée sur un ordinateur auquel seule l'étudiante-chercheuse avait accès, puis ils seront détruits après la publication des résultats. Également, des dispositions ont été prises afin de conserver l'anonymat des propos partagés lors des entretiens avec les participant.es. L'ensemble des verbatims ont ainsi été codifiés de manière à assurer qu'aucune donnée ne puisse être associée à des participant.es et les documents contenant des informations personnelles sur les participant.es ont été conservés de manière sécurisée. De plus, des prénoms fictifs ont été utilisés afin de rapporter les expériences partagées dans la section d'analyse des résultats. Ces différents éléments visaient à s'assurer que le projet d'intervention se déroule de manière conforme aux principes éthiques sur lesquels repose la pratique en recherche et en santé publique.

Chapitre 5 – Présentation et analyse des résultats

Ce chapitre vise à présenter l'analyse des résultats obtenus à la suite de la collecte de données effectuée dans le cadre du projet d'intervention. En premier lieu, un portrait des services alimentaires alternatifs et traditionnels offerts par les organisations communautaires, d'entraide et scolaires du quartier est brossé. Ensuite, le profil des participant.es, puis l'analyse de leurs trajectoires de recours aux sources d'approvisionnement alimentaire et des facteurs qui influencent le recours et le non-recours à celles-ci sont présentés. Par la suite, l'analyse des besoins non comblés en sécurité alimentaire des participant.es, ainsi que des problèmes d'accessibilité aux aliments au regard des dimensions énoncées dans le cadre conceptuel de Chénier et al. (2023) est présentée. Finalement, des propositions de recommandations et de pistes d'actions alignées avec les besoins des citoyen.nes en situation d'IA sont énoncées.

5. Portrait des services actuels

Afin de bien cerner les besoins non comblés actuellement en sécurité alimentaire et les enjeux d'accessibilité aux aliments dans le quartier Vanier, il convient de brosser un portrait du contexte actuel en ce qui a trait aux initiatives présentes sur le territoire. Le premier objectif du projet d'intervention visait ainsi à répertorier et décrire les services traditionnels et alternatifs offerts en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier, et ce autant par les organismes communautaires et d'entraide que les institutions publiques. Pour ce faire, une recherche documentaire et des échanges avec les responsables des différentes organisations concernées ont été effectués. Les informations recueillies lors des groupes de discussions ont également servi à compléter ce portrait. Les différents types de services présents sur le territoire sont ainsi répertoriés, puis décrits dans la section suivante en tenant compte de la typologie des interventions de Chénier (2017), c'est-à-dire selon les déterminants sur lesquels il est pertinent d'agir pour réduire l'IA.

5.1. Portrait des services offerts en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier

Tableau 2. Services offerts en SA par les organisations communautaires et d'entraide

Organismes	Services en sécurité alimentaire	
communautaires et d'entraide	Traditionnels – interviennent sur les déterminants individuels (aide alimentaire et connaissances et habiletés) (Roncarolo et al., 2016; L. Tremblay, 2008)	Alternatifs – interviennent sur les déterminants collectifs (accès économique et physique aux aliments et système alimentaire sain, durable et équitable) (Gallani, 2020; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Loopstra, 2018; Roncarolo et al., 2016; L. Tremblay, 2008)
L'Armée du Salut	<ul style="list-style-type: none"> - Aide alimentaire d'urgence - Paniers de Noël - Services d'urgence et d'aide aux sinistrés 	<ul style="list-style-type: none"> - Jardin communautaire
La Butineuse	<ul style="list-style-type: none"> - Cours de cuisines offerts aux jeunes qui fréquentent la Butineuse le midi - Ateliers de semis offerts aux jeunes qui fréquentent la Butineuse le midi - Collations (offertes aux jeunes qui fréquentent le Tou-Camp) - Boîtes à lunch au terrain de jeux (offertes aux jeunes qui fréquentent le Tou-Camp) 	<ul style="list-style-type: none"> - Repas du midi (4\$) – surveillance et repas : service offert pour les écoles Sans-Frontière et Notre-Dame-du-Canada - Repas sous-vides en format individuel et familial - Production de fruits, légumes et herbes pour transformer dans leur cuisine (sur le toit et avec un système hydroponique)
La Fraternité Ste-Marie de Vanier	<ul style="list-style-type: none"> - Popote roulante - Ateliers de cuisine - Repas communautaires 	
La Ruche Vanier	<ul style="list-style-type: none"> - Dépannage alimentaire d'urgence - Paniers de Noël - Cuisines créatives 	<ul style="list-style-type: none"> - Épicerie communautaire - Quartier Nourricier (QN) (5 points de jardins, 2 services alimentaires : cafétéria communautaire et café étudiant)
La Maison Zoé-Blais	<ul style="list-style-type: none"> - Comptoir de dépannage alimentaire - Paniers de Noël pour femmes inscrites 	
Jardins communautaires de La Rosée		<ul style="list-style-type: none"> - Jardins communautaires

Tableau 3. Services offerts en SA par les institutions publiques

Institutions publiques	Services en sécurité alimentaire	
	Traditionnels – interviennent sur les déterminants individuels (aide alimentaire et connaissances et habiletés) (Roncarolo et al., 2016; L. Tremblay, 2008)	Alternatifs – interviennent sur les déterminants collectifs (accès économique et physique aux aliments et système alimentaire sain, durable et équitable) (Gallani, 2020; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Loopstra, 2018; Roncarolo et al., 2016; L. Tremblay, 2008)
CIUSSS / CHSLD Christ-Roi		- Jardin de proximité - En collaboration avec le Quartier Nourricier de la Ruche Vanier
École Boudreau	<ul style="list-style-type: none"> - Ateliers de jardinage - Dîners gratuits certaines journées (mardi et mercredi) - Dépannage alimentaire (repas pour élèves dans le besoin) - Paniers de Noël – en collaboration avec St-Vincent-de-Paul - Dépannage alimentaire sous forme d'épicerie offert aux élèves dans le besoin - en collaboration avec St-Vincent-de-Paul et Pilier jeunesse 	<ul style="list-style-type: none"> - Café étudiant – En collaboration avec le Quartier Nourricier de la Ruche Vanier - Jardin aéroponique (en développement) – En collaboration avec le Quartier Nourricier de la Ruche Vanier
École Sans-Frontière	<ul style="list-style-type: none"> - Cantine pour tous - Les petits déjeuners - Collations 	- Jardin pédagogique – En collaboration avec le Quartier Nourricier de la Ruche Vanier
École Secondaire Vanier	<ul style="list-style-type: none"> - Dépannage alimentaire (repas pour élèves dans le besoin) - Les petits déjeuners - Dîners communs 	- Cafétéria communautaire <i>Comme chez nous</i> – En collaboration avec le Quartier Nourricier de la Ruche Vanier
École Notre-Dame-du-Canada	<ul style="list-style-type: none"> - Collations pour les enfants du service de garde 	- Jardin pédagogique – En collaboration avec le Quartier Nourricier de la Ruche Vanier

5.1.1 Description des services offerts en SA par les organisations communautaires et d'entraide

L'Armée du Salut

Parmi les volets de services offerts par l'organisme, on retrouve notamment les services communautaires et d'aide à la famille dont le premier objectif vise à répondre aux besoins de base des utilisateurs (Site Armée du Salut, 2023). Sur le territoire du quartier Vanier, les services offerts en sécurité alimentaire par l'organisme sont l'aide alimentaire d'urgence, la distribution de paniers de Noël, les services d'urgence et d'aide aux sinistrés, ainsi qu'un jardin communautaire (Armée du Salut, 2023).

- Aide alimentaire d'urgence : aide alimentaire pour les ménages à faible revenu qui peuvent y accéder une fois par mois, jusqu'à un maximum de six fois par année. L'organisme fait toutefois des exceptions dans certaines situations (ex. ménage de nouveaux immigrants), les ménages peuvent alors profiter du service une fois par mois durant toute l'année.
- Paniers de Noël (aide alimentaire) : distribution de paniers chaque année aux personnes seules et aux familles (sans limite de territoire), mais les gens ne doivent pas recevoir de panier d'ailleurs.
- Services d'urgence et d'aide aux sinistrés (aide alimentaire) : aide offerte aux victimes de catastrophes via une aide matérielle d'urgence, dont des paniers de nourriture.
- Jardin communautaire : bacs de jardinage où les citoyen.nes vivant à proximité peuvent cultiver des aliments

La Butineuse

L'organisme offre plusieurs services destinés aux enfants, aux familles défavorisées et aux personnes âgées résidant dans le quartier Vanier. Les objectifs de ces services sont de favoriser la découverte de produits alimentaires, d'offrir des repas équilibrés, de promouvoir la saine alimentation, de favoriser la sécurité alimentaire, d'aider au développement de compétences liées à l'alimentation et de favoriser le développement de l'autonomie des utilisateurs des services. Les services offerts en sécurité alimentaire par l'organisme sont : des repas du midi, des collations et des boîtes à lunch au camp de jour « le Tou-Camp », des repas sous vide en format individuel et familial, des cours de cuisine, des ateliers de semis et la production de fruits, légumes et herbes aromatiques cultivés sur place et utilisés dans la cuisine de l'organisme pour les différentes initiatives.

- Repas du midi : service offert au coût de 4\$ où les enfants qui fréquentent les écoles Notre-Dame-du-Canada et Sans-Frontière peuvent aller dîner.
- Collations et boîtes à lunch : service offert durant l'été aux jeunes de Vanier qui fréquentent le camp de jour « le Tou-Camp ».
- Repas sous vide en format individuel et familial : repas équilibré disponible pour achat sur place ou en livraison à un coût varié.
- Cours de cuisine : service offert aux jeunes qui fréquentent le service de repas du midi.
- Ateliers de semis : service offert aux jeunes qui fréquentent le service de repas du midi.
- Production de fruits, légumes et herbes : production de fruits, légumes et d'herbes sur le toit du bâtiment, ainsi qu'à l'intérieur avec un système hydroponique pour utilisation dans leurs différents services.

La Fraternité Sainte-Marie de Vanier

Les services offerts par l'organisme visent à aider et accompagner les personnes et les familles qui éprouvent des difficultés dans leur vécu au quotidien en développant des réseaux de solidarité (Fraternité de Vanier, 2017). Leurs initiatives s'adressent aux personnes âgées, en convalescence ou en perte d'autonomie qui demeurent encore à domicile à Vanier et Duberger et visent, entre autres, à favoriser la sécurité alimentaire, à promouvoir la saine alimentation, à développer les compétences alimentaires et à favoriser la participation sociale et la santé des membres de la communauté (Fraternité de Vanier, 2020). Trois services sont offerts en sécurité alimentaire, soit la popote roulante, les ateliers de cuisine, ainsi que les repas communautaires (Fraternité de Vanier, 2020).

- La popote roulante : service de livraison à domicile de repas chauds et emballés sous vide au coût de 5,50\$ à 6,50\$ par portion.
- Ateliers de cuisine : ateliers qui visent à faire découvrir aux aînés de nouvelles façons de manger sainement et simplement.
- Repas communautaires : repas organisés à diverses occasions durant l'année afin de briser l'isolement.

La Maison Zoé-Blais

Cet organisme est un centre de jour pour femmes monoparentales, à faible revenu ou immigrantes du quartier Vanier qui offre, entre autres, des ateliers et des activités visant le développement des compétences. En ce qui concerne les services en sécurité alimentaire, les femmes utilisatrices ont accès à un comptoir d'aide alimentaire et à des paniers de Noël pour une durée de deux ans lorsqu'elles participent aux ateliers et aux activités organisées par l'organisme d'entraide.

- Comptoir alimentaire : service d'aide alimentaire disponible une fois par semaine pour les femmes inscrites.
- Panier de Noël : paniers de nourriture offerts à Noël aux femmes inscrites et qui ne reçoivent pas d'autre panier d'une organisation différente.

Jardin communautaire La Rosée

Le jardin communautaire de La Rosée vise à briser l'isolement des individus et des familles du quartier au moyen d'une activité qui facilite l'accès à des réseaux sociaux de proximité et à favoriser la sécurité alimentaire, ainsi que l'autonomie des personnes, le partage des connaissances et la mixité sociale (Prévoist, 2016).

- Jardin communautaire : jardin formé d'un ensemble de parcelles individuelles que les citoyen.nes peuvent louer moyennant un coût annuel et qui font partie d'un espace commun géré de façon collective.

La Ruche Vanier

La mission de l'organisme consiste à favoriser l'amélioration de qualité de vie et le développement du pouvoir d'agir des citoyen.nes du quartier Vanier, et plus particulièrement des individus et des familles en situation de vulnérabilité (la Ruche Vanier, 2021). L'organisme met en œuvre plusieurs services alimentaires dont l'objectif général est de favoriser la sécurité alimentaire des résident.es du quartier tout en participant au développement

des communautés (La Ruche Vanier, 2020). À cet égard, de nombreuses initiatives sont portées par l'organisme, dont une épicerie communautaire, des jardins collectifs, des ateliers de planification de repas, de cuisine et de formation diverse, la distribution de paniers de Noël, le dépannage alimentaire d'urgence, des cuisines créatives ainsi que le développement d'un projet de quartier nourricier afin de produire, transformer et distribuer des aliments cultivés localement (La Ruche Vanier, 2020).

- L'épicerie communautaire – Le Petit Marché : service d'épicerie qui permet aux personnes et aux familles à faibles revenus qui deviennent membres de faire une épicerie à faible coût de manière hebdomadaire ou bimensuelle selon le statut de membre (La Ruche Vanier, 2021). L'accès à cette initiative est réservé aux personnes et aux familles membres, pour un faible coût d'adhésion annuel de 10 ou 20\$ en fonction du statut du membre (régulier ou de soir) (La Ruche Vanier, 2021). Les membres réguliers doivent cependant accomplir deux heures de bénévolat par mois pour avoir accès aux denrées qui sont disponibles au coût de 1\$ par visite (La Ruche Vanier, 2021). Une partie des denrées sont offertes gratuitement et proviennent de Moisson Québec, alors que l'autre section de l'épicerie offre des produits alimentaires et autres produits de base achetés dans de grandes surfaces puis revendus à une fraction du prix courant.
- Le dépannage alimentaire d'urgence : aide alimentaire d'urgence offerte à des ménages du quartier. Cette aide comprend des denrées alimentaires, ainsi que des plats cuisinés.
- Les paniers de Noël : distribution de denrées alimentaires pour la période des Fêtes dans le but de soutenir les familles avec de jeunes enfants, les couples et les personnes seules vivant de l'insécurité alimentaire (La Ruche Vanier, 2021).
- Les cuisines créatives : aliments transformés, puis distribués dans les dépannages alimentaires.
- Projet de quartier nourricier (QN) : projet dont l'objectif est de contribuer à la sécurité et à l'autonomie alimentaire des résident.es du quartier en développant un circuit alimentaire court qui contribue au développement « d'une communauté locale qui produit, transforme et distribue localement et solidairement des aliments frais, par et pour elle-même » (La Ruche Vanier, 2020). Cette initiative vise, entre autres, à consolider, à accroître et à concerter différentes infrastructures alimentaires telles que des serres, cuisines et marchés dans la communauté, ainsi qu'à favoriser l'éducation, la formation et la sensibilisation des citoyens du quartier en lien avec les enjeux alimentaires (La Ruche Vanier, 2020). Plusieurs initiatives ont été développées en lien avec ce projet de QN, dont cinq jardins et deux services alimentaires dans les écoles, soit une cafétéria communautaire à l'École secondaire Vanier et un café étudiant à l'École secondaire Boudreau. Ce projet est développé, entre autres, en collaboration avec différents partenaires du milieu institutionnel, dont les différentes écoles du quartier et le CIUSSS de la Capitale-Nationale.

5.1.2 Description des services offerts en SA par les institutions publiques

CIUSSS Capitale-Nationale - CHSLD Christ-Roi

Projet de jardin issu de la collaboration entre La Ruche Vanier et le CHSLD dans le but de favoriser la mixité sociale, la mobilisation citoyenne et l'ancrage du CHSLD dans la communauté (La Ruche Vanier, 2021). La Ruche Vanier s'occupe d'animer les activités de jardinage des bénévoles et les récoltes sont distribuées parmi les jardinier.ères bénévoles au courant de la saison.

- Jardin Lucette Plante : jardin de proximité en bacs surélevés où des ateliers de jardinages sont animés par La Ruche Vanier.

École Boudreau

Différents services visant à favoriser la sécurité alimentaire des élèves et leurs familles sont offerts dans cette école du secteur. Notamment, plusieurs services d'aide alimentaire et de développement des habiletés et des connaissances intervenant sur les déterminants individuels sont accessibles. Entre autres, des ateliers de jardinage sont organisés en collaboration avec La Ruche Vanier. Différents services alimentaires sont également offerts tels que des repas gratuits deux jours par semaine, un dépannage alimentaire sous forme de cartes-cadeaux ou d'épiceries pour les élèves dans le besoin, ainsi que des paniers de Noël. Des services intervenant sur les différents déterminants, de même que le développement d'un système alimentaire sain, durable et équitable sont également en développement à différents niveaux. On retrouve notamment un café étudiant qui fait partie du quartier nourricier et un jardin aéroponique.

- Ateliers de jardinage : ateliers visant à développer les habiletés et les connaissances développés en collaboration avec La Ruche Vanier dans le cadre du projet de QN.
- Repas gratuits certaines journées : collations, déjeuners et dîners offerts gratuitement aux élèves afin de combler des besoins et d'améliorer l'accessibilité aux aliments.
- Dépannages alimentaires : offerts en collaboration avec la St-Vincent-de-Paul et Pilier jeunesse des dépannages alimentaires sont offerts sous forme de cartes-cadeaux d'épicerie.
- Paniers de Noël : dons de nourriture et d'autres denrées de base offerts aux élèves et à leur famille en collaboration avec la Société St-Vincent-de-Paul.
- Café étudiant : café où les élèves peuvent travailler en échange d'une rémunération sous forme de carte-cadeau qui vise à développer les compétences professionnelles et favoriser l'insertion à l'emploi des jeunes. Le café a également pour objectif d'améliorer l'accessibilité économique et physique des aliments sains, nutritifs et abordables pour les élèves de l'école.
- Jardin aéroponique : projet issu du QN développé en collaboration avec La Ruche Vanier afin de produire des légumes et des herbes localement pour les transformer, puis distribuer via le café étudiant.

École Sans-Frontière

L'École Sans-Frontière comporte également différents services qui visent à améliorer la sécurité alimentaire des élèves qui fréquentent l'établissement. Ces services interviennent à la fois sur les déterminants individuels et collectifs intermédiaires de la sécurité alimentaire. Différents services alimentaires sont offerts, tels que la Cantine pour tous, les petits déjeuners et les collations nutritives. Par ailleurs un jardin pédagogique développé en collaboration avec La Ruche Vanier est également implanté sur le terrain de l'établissement et permet la tenue d'ateliers pédagogiques.

- La Cantine pour tous : programme en collaboration avec le Pignon Bleu où des repas sont offerts à tous contre une contribution volontaire.
- Les petits déjeuners : petits déjeuners nutritifs offerts à tous les élèves gratuitement chaque jour.
- Les Collations : Berlingots de lait et collations offertes aux élèves gratuitement chaque jour.
- Jardin pédagogique : projet d'agriculture urbaine développé en collaboration avec La Ruche Vanier dans le cadre du QN. Des ateliers pédagogiques de découverte de l'horticulture pour les élèves sont animés par l'organisme. Ce jardin est également ouvert à tous pour cultiver et récolter les aliments qui y sont présents. Durant les deux dernières années, une partie des récoltes a été remise aux familles de l'école, une autre partie a été transformée puis redistribuée dans les services alimentaires du QN, une partie a également été

distribuée dans les services d'aide alimentaire de La Ruche Vanier et finalement, une partie a été remise aux jardiniers bénévoles.

École secondaire Vanier

L'école secondaire Vanier a mis en place différents projets qui visent à répondre aux besoins des élèves liés à la sécurité alimentaire. Notamment, plusieurs services visant à agir sur les déterminants individuels ont été instaurés tels que des dépannages alimentaires, des petits déjeuners et des repas communs lors d'événements spéciaux. Un projet de cafétéria communautaire développé en collaboration avec La Ruche Vanier dans le cadre du QN intervient également sur les déterminants collectifs de la SA des élèves qui fréquentent l'établissement.

- Dépannage alimentaire : aide alimentaire offerte aux élèves dans le besoin ou en guise de récompense (pour les élèves qui vont aux récupérations par exemple), ils obtiennent alors un repas gratuit à la cafétéria de l'école.
- Les petits déjeuners : déjeuners nutritifs offerts à tous gratuitement tous les jours.
- Dîners communs : événements organisés à différents moments ponctuels de l'année pour souligner une fête particulière lors desquels un repas est offert gratuitement aux élèves.
- Cafétéria communautaire « Comme chez nous » : service de repas nutritifs à prix abordable (1\$ à 3\$) offert aux élèves. Les élèves ont également la possibilité d'y faire du bénévolat pour obtenir leur repas gratuitement. Service qui fait partie du QN et qui a été développé en collaboration avec La Ruche Vanier dont l'objectif est à la fois d'améliorer l'accessibilité physique et économique aux aliments, mais également de permettre le développement de compétences transférables au marché de l'emploi aux jeunes qui s'impliquent.

École Notre-Dame-du-Canada

L'École Notre-Dame-du-Canada comporte deux services qui visent à agir sur la sécurité alimentaire des élèves. D'abord, l'école offre des collations aux élèves qui fréquentent le service de garde, puis un jardin pédagogique est également développé en collaboration avec La Ruche Vanier dans le cadre du QN. Cette initiative vise à la fois le développement de compétences et une meilleure accessibilité aux aliments.

- Collations : collations nutritives offertes gratuitement aux élèves qui fréquentent le service de garde de l'établissement.
- Jardin pédagogique : projet d'agriculture urbaine développé en collaboration avec La Ruche Vanier dans le cadre du QN. Des ateliers pédagogiques de découverte de l'horticulture pour les élèves sont également animés par l'organisme.

5.2 Profils des participant.es

Tel qu'énoncé dans la section présentant la méthodologie, deux sous-groupes ont participé aux groupes de discussion et entrevues individuelles, soit les informateur.rices clés et les citoyen.nes qui avaient des enjeux en lien avec la sécurité alimentaire. Dans la section qui suit, les caractéristiques des participant.es de ces deux sous-groupes sont présentées.

5.2.1 Informateur.rices clés

Au total, huit personnes travaillant pour des organisations communautaires (n=4), d'entraide (n=1) et scolaires (n=3) offrant des services en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier ont participé à l'étude. Leurs caractéristiques sont présentées dans le tableau 3.

Tableau 4. Caractéristiques des informateur.rices clés

Représentants	Rôle	Type d'organisation	N = 8
1.	Directrice adjointe	Organisme communautaire	5
2.	Responsable des services alimentaires		
3.	Directrice	Organisme communautaire	
4.	Coordonnatrice	Organisation d'entraide	
5.	Travailleur de rue	Organisme communautaire	
6.	Directeur	Milieu institutionnel scolaire	3
7.	Directeur	Milieu institutionnel scolaire	
8.	Technicienne en travail social	Milieu institutionnel scolaire	

5.2.2 Citoyen.nes

Le tableau 4 présente quant à lui les caractéristiques sociodémographiques des citoyen.nes en situation d'insécurité alimentaire ayant participé aux groupes de discussion et à l'entrevue individuelle semi-dirigée. Un seul homme a participé, ainsi la majorité des participants étaient des femmes, âgés de 33 à 66 ans, dont un peu plus de la moitié habitaient le quartier Vanier depuis moins de 10 ans (n=5). Par ailleurs, près de 67% des participant.es étaient nés au Canada et plus de la moitié des participant.es (n=5) vivaient dans un ménage composé d'une seule personne, alors que 33% vivaient dans un ménage avec des enfants. En ce qui a trait au niveau de scolarité, 33% des participant.es (n=3) ne possédaient aucun diplôme, tandis que les autres participant.es avaient obtenu ou étaient en voie d'obtenir un diplôme variant des études secondaires au baccalauréat (n=6). En outre, la majorité des participant.es (n=6) ont déclaré l'allocation d'aide sociale ou de solidarité sociale à titre de revenu principal et près de 89% d'entre eux gagnaient moins de 20 000\$, soit un revenu inférieur au seuil de faible revenu (Agence de la santé publique du Canada, 2022).

Tableau 5. Caractéristiques des citoyen.nes en situation d'IA

Pseudonyme	Sexe	Âge	Nombre d'années de résidence dans le quartier	Pays de naissance	Composition des ménages	Plus haut niveau de scolarité complété	Principale source de revenu	Estimation du revenu total avant impôts et autres déductions
Josiane	F	40-49 ans	11-20 ans	Canada	Couple	Aucun diplôme	Solidarité sociale	Moins de 20 000\$
Juliana	F	30-39 ans	1-10 ans	Colombie	Monoparentale avec des enfants (< 14 ans)	Aux études	Prestations d'assurances-emploi	Moins de 20 000\$
Sophie	F	50-59 ans	11-20 ans	Canada	Personne seule	Certificat	Solidarité sociale	Moins de 20 000\$
Martine	F	60-69 ans	31 ans et +	Canada	Personne seule	Aucun diplôme	Solidarité sociale	Moins de 20 000\$
Andres	H	40-49 ans	1-10 ans	République Dominicaine	Personne seule	A.E.P (attestation d'études professionnelle)	Solidarité sociale	Moins de 20 000\$
Lucie	F	60-69 ans	1-10 ans	Canada	Personne seule	Diplôme d'études secondaires	Régimes de pensions, rentes, sécurité de vieillesse et autres prestations aux aînées	Moins de 20 000\$

Louise	F	60-69 ans	21-30 ans	Canada	Personne seule	Aucun diplôme	Solidarité sociale	Moins de 20 000\$
Hyacinthe	F	30-39 ans	1-10 ans	Canada	Famille avec des enfants (< 14 ans)	Certificat	Solidarité sociale	Moins de 20 000\$
Maria	F	40-49 ans	1-10 ans	Cameroun	Monoparentale avec des enfants (< 14 ans)	Baccalauréat	Salaire	Entre 40 000 et 49 999\$ (Changement récent de situation financière)

5.3 Trajectoires de recours aux sources d’approvisionnement alimentaire des citoyen.nes participant.es

Afin d’atteindre le deuxième objectif du projet, soit d’identifier les besoins non comblés et les problèmes d’accessibilité liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier, les propos des participant.es ayant été recueillis lors des groupes de discussion et des entrevues individuelles semi-dirigées, puis codifiés à l’aide du logiciel NVivo seront analysés dans les sections suivantes. Dans un premier temps, des éléments qui apparaissent pertinents afin de bien comprendre ces enjeux sont à la fois les trajectoires de recours aux services alimentaires traditionnels (SAT) et aux services alimentaires alternatifs (SAA) des participant.es, ainsi que les facteurs qui influencent le recours à ces différentes sources d’approvisionnement.

5.3.1 Recours aux services alimentaires alternatifs et aux services alimentaires traditionnels

Afin de pouvoir identifier les besoins non comblés et les problèmes d’accessibilité aux aliments qui subsistent en lien avec la SA pour les citoyen.nes du quartier, les participant.es ont été questionnés par rapport à leurs habitudes d’approvisionnement alimentaire et les ressources autant traditionnelles qu’alternatives qu’ils avaient l’habitude d’utiliser.

Huit participant.es sur les neuf rencontrés ont indiqué d’abord avoir recours à un SAA afin de se procurer les aliments qui y sont offerts, puis avoir ensuite recours aux SAT du quartier tels que les grandes surfaces et les épiceries afin de compléter leurs achats alimentaires. Tel que l’illustrent les propos de deux des participantes

rencontrées, souvent les SAA représentent la principale source d'approvisionnement alimentaire, alors que les SAT sont utilisés lorsque nécessaire et les achats y sont soigneusement planifiés.

Oui, généralement je prends d'abord à l'épicerie de La Ruche Vanier, et ensuite je complète au Maxi. Mais mon épicerie principale c'est ici. (Josiane)

Quand je vais faire l'épicerie, je vais en premier à la Maison Zoé-Blais, je prends la nourriture qu'ils me donnent là-bas, après ça je fais une liste minutieusement, qu'est-ce qui nous manque de plus important. (Juliana)

Une participante mentionne également avoir recours à une boucherie de quartier pour se procurer de la viande à un prix plus abordable que dans les épiceries traditionnelles.

Moi je viens ici, mais je complète avec l'épicerie. Puis à tous les mois, je me commande une boîte à la boucherie, une boîte économique qu'ils appellent. (Sophie)

Pour certain.es, l'utilisation des SAA est récurrente et se prolonge dans le temps. Le recours à ces services d'approvisionnement semble représenter une opportunité d'accéder à des aliments plus facilement et de combler ses besoins alimentaires.

Bien moi, ça fait 30 ans que je viens ici à La Ruche. (Martine)

Pour un autre participant, l'utilisation d'un SAA qui offre un dépannage alimentaire représente à la fois sa principale source d'approvisionnement alimentaire et une option de dernier recours, puisque sa situation financière ne lui permet pas d'acheter des aliments pour compléter les denrées offertes par le SAA et subvenir adéquatement à ses besoins.

Mais, en attendant que j'ai pas de sous pour acheter le supplémentaire, il faut que je regarde qu'est-ce que j'ai, avec l'approvisionnement de La Ruche. T'sais, j'ai pas le choix. (Andres)

La fréquence d'utilisation des SAA varie ainsi d'un.e participant.e à l'autre. Certain.es ont recours à ces services d'approvisionnement toutes les semaines, alors que d'autres les utilisent plutôt aux deux semaines, une fois par mois ou de manière ponctuelle. De même, la fréquentation des différentes sources d'approvisionnement alimentaire présentes dans le quartier variait d'une personne à l'autre. Toutefois, les participant.es ont mentionné utiliser ou avoir déjà utilisé la plupart des SAA offerts par des organisations communautaires et d'entraide présentes dans le quartier de manière ponctuelle ou récurrente, soit l'Armée du Salut, la Butineuse, la Maison Zoé-Blais et la Ruche Vanier. Les SAT fréquentés étaient quant à eux les épiceries et grandes surfaces telles que Maxi, Super C, Walmart, Iga et Escompte Fortin. Certain.es participant.es avaient également recours à des commerces de proximité comme la Fruiterie 440 et les dépanneurs pour s'alimenter.

5.3.2 Facteurs qui influencent le recours ou le non-recours aux SAA et aux SAT

Différents facteurs peuvent influencer le recours ou le non-recours aux SAA et aux SAT qui sont présents dans le quartier, ces éléments seront explorés plus en détail dans la section suivante.

Des éléments qui apparaissent comme étant particulièrement importants dans le choix de recourir ou non aux SAA présents sur le territoire et ayant été mentionnés le plus souvent sont **les critères d'éligibilité et de participation** qui sont mis en place par les organisations communautaires et d'entraide pour accéder aux services en sécurité alimentaire. Par exemple, certaines organisations permettent d'utiliser leurs services durant une période déterminée, c'est notamment le cas de la Maison Zoé-Blais tel que l'exprime une participante.

À Zoé-Blais, tu peux y aller seulement deux ans. (Lucie)

Une informatrice clé précise d'ailleurs qu'en plus de la limite de temps imposée pour l'utilisation du service, les femmes qui veulent y accéder doivent participer à des activités offertes par l'organisation pour être éligibles.

Au niveau de la sécurité alimentaire, l'objectif vu que c'est la socialisation, on exige que les femmes fréquentent la Maison... C'est-à-dire qu'ils offrent deux heures de faire des ateliers ensemble, soit couture, tricot ou tissage et ça leur donne accès une fois par semaine à la nourriture à une épicerie je dirais pas mal complète. (Brigitte, informatrice clé)

Pour d'autres SAA, les critères d'éligibilité sont plutôt centrés sur le revenu du ménage et divers facteurs tels que la disponibilité à s'impliquer dans l'organisation, c'est notamment le cas de la Ruche Vanier.

Ici aussi, c'est selon le revenu que tu peux être éligible. (Sophie)

Les critères d'éligibilité et de participation varient ainsi d'un SAA et d'une organisation à l'autre. Ces éléments influencent les participant.es dans leurs possibilités de recourir ou non aux services qui y sont offerts et sont parfois incompris par les personnes qui ont des besoins non comblés en SA. Un participant mentionne notamment que les critères d'éligibilité au service de dépannage alimentaire d'un organisme lui apparaissent comme illégitimes, puisqu'il considère que les services offerts dans les SAA et l'accessibilité aux aliments devraient être les mêmes pour tous.

Oui, mais c'est ça. Vous savez, ce truc de critères là, c'est un petit peu... Excusez-moi pour le mot là... Un petit peu farfelu là. T'sais, parce que, on est tous dans le besoin. Pourquoi toi tu as le droit d'avoir du lait et moi j'ai pas le droit d'avoir du lait? Pourquoi toi, il faut avoir le fromage, et moi je peux pas avoir de fromage? (Andres)

Les différentes restrictions qui s'appliquent en fonction du type de SAA utilisé influencent ainsi à la fois les opportunités d'accéder aux services, mais également l'accessibilité aux aliments pour les personnes qui présentent des besoins non comblés en SA.

Par ailleurs, les **expériences vécues par les participant.es** dans le passé lors de la fréquentation de certains SAA et l'**appréciation des relations** avec les personnes avec qui elles entrent en contact lors de l'utilisation

des SAA peuvent également influencer le recours ou le non-recours ultérieur aux services des différentes organisations, dépendamment si les expériences vécues étaient positives ou négatives. Les propos suivants recueillis auprès d'une participante reflètent une certaine incompréhension de la part d'une prestataire de services des enjeux vécus par les personnes qui ont des besoins non comblés en SA et qui doivent recourir à des SAA de manière prolongée dans le temps pour diverses raisons.

La dernière fois j'étais venue faire, demander un dépannage alimentaire, parce que tu ne peux pas à tous les mois-là, parce qu'ils disent qu'il faut que tu te prennes en main. (Louise)

Ainsi, bien que les critères d'éligibilités pour accéder au SAA dans cet organisme aient changé, la participante ne fréquente plus les SAA qui y sont offerts en raison de ses interactions précédentes. Les expériences passées négatives peuvent ainsi avoir une incidence sur le choix de recourir à un service, même lorsque des besoins en sécurité alimentaire demeurent non comblés.

Le témoignage de cette participante illustre également d'autres facteurs qui influencent le recours ou le non-recours aux SAA présents dans le quartier Vanier pour les personnes en situation d'IA, soit la **méconnaissance des critères d'éligibilité et de participation**, ainsi que le **manque d'informations disponibles** à propos de ceux-ci. Un autre échange entre des participantes d'un groupe de discussion met en lumière l'importance que peut avoir ce facteur d'influence dans leur trajectoire de recours aux SAA.

Louise : Oui, ça je le sais, mais je pensais que tu étais obligé d'acheter.

Josiane : Avant, quand c'était Nancy on était obligés.

Louise : Moi je viens plus depuis ce temps-là.

Josiane : Depuis que Nancy est partie, c'est plus obligatoire (rire).

L'interdiction d'utiliser simultanément différents SAA offerts est également un facteur qui influence le recours ou le non-recours aux services offerts par les organisations en sécurité alimentaire. Tel que l'illustrent les propos de cette participante, les personnes en situation d'IA doivent ainsi faire des choix quant aux services auxquels elles désirent avoir accès.

Si on reçoit de l'aide alimentaire dans une place, on n'a pas le droit d'aller chercher à l'autre. Si on va chercher ailleurs, on doit décider qu'on doit partir. (Louise)

De ce fait, en plus de répondre aux critères d'éligibilités et de participation des organisations, les personnes ayant des besoins non comblés en SA doivent également se conformer aux restrictions qui sont mises en place afin de limiter l'utilisation simultanée de différents SAA.

Un autre élément ayant été mentionné par différent.es participant.es est l'**accessibilité physique** aux organisations. Pour certains, le fait de rencontrer des enjeux dans leurs déplacements pour se rendre aux SAA représente une barrière à l'utilisation des services offerts en SA.

Finalement, un dernier élément ayant été mentionné lors des échanges avec les participant.es comme facteur d'influence sur leur choix de recourir ou non à des services offerts par les organisations en sécurité alimentaire dans le quartier est le fait de devoir composer avec des **facteurs personnels qui restreignent l'utilisation des SAA**. Une participante rapporte notamment qu'elle ne peut utiliser certains services en raison de contraintes de santé qui affectent sa disponibilité pour se rendre à l'organisation offrant un SAA lors des plages horaires proposées.

Parce que le soir, ma médication est tellement forte là, c'est justement parce que vers quatre heures, cinq heures maximum je vais me coucher parce que le médicament commence à augmenter de force.
(Louise)

D'autre part, deux facteurs qui influencent le recours ou le non-recours aux SAT présents dans le quartier ont été mentionnés par les participant.es de l'étude. Premièrement, **l'accessibilité économique** aux commerces a l'impact le plus important sur le choix ou la possibilité de recourir aux épiceries présentes sur le territoire tel que l'illustrent les propos de ces participantes.

Bien, moi ça fait longtemps que j'ai pas été à l'épicerie là. (Louise)

Moi je vais dans une épicerie quand je suis capable. Puis, je regarde les spéciaux, puis j'achète en très très petites portions, t'sais de la viande, de la vraie viande, moi je ris des fois là. De la vraie viande fraîche là, ça fait un tabarouette de bout que j'ai pas mangé ça (rire). (Lucie)

D'autres facteurs ayant une incidence sur le recours ou le non-recours aux SAT sont les **incitatifs offerts aux consommateurs en magasin**. Les participant.es mentionnent ainsi recourir aux SAT présents sur le territoire lorsqu'ils ont les moyens financiers pour le faire et selon les rabais ou promotions qui sont offerts par les détaillants alimentaires. Les propos rapportés par cette participante illustrent les habitudes d'approvisionnement alimentaire rapportées par la majorité des participant.es, soit sept des neuf personnes ayant participé à l'étude.

Oui, c'est de suivre aussi les circulaires. Moi, je regarde tous les circulaires, où est-ce qu'il y a le plus de spéciaux que je pourrais sauver. (Sophie)

Les propos partagés lors des groupes de discussion et de l'entrevue individuelle semi-dirigée menés auprès de citoyen.nes en situation d'IA démontrent ainsi qu'une large gamme de facteurs influencent leurs opportunités et leurs choix de recourir ou de ne pas recourir aux SAA de même qu'aux SAT qui sont disponibles dans le quartier Vanier, et ce, parfois indépendamment de leurs besoins en sécurité alimentaire.

Par ailleurs, il semble pertinent de noter que la pandémie de COVID-19 semble également avoir influencé le recours à certains SAA sur le territoire. Bien que les données ne soient pas disponibles pour l'ensemble des organisations présentes dans le quartier, les statistiques de La Ruche Vanier démontrent que l'organisme a connu d'importantes augmentations du nombre de dépannages alimentaires lors de certaines périodes, ce fut notamment le cas en 2020, puis en 2022 au moment où on observait de fortes tendances inflationnistes.

Puis, la première année de la pandémie, même chose, ça a fait un gros boum, ça s'est calmé l'année passée. Puis là, ça refait un gros boum, fait qu'on est vraiment comme dans les montagnes russes, pour ce qui est des dépannages [alimentaires]. (Olivia, informatrice clé)

Puisque des écarts subsistent dans le quartier en ce qui a trait aux opportunités d'accéder à des aliments sains, abordables et nutritifs malgré les SAA et les SAT présents sur le territoire, les besoins non comblés en termes de sécurité alimentaire ayant été énoncés par les participant.es seront analysés dans la section suivante.

5.4 Besoins non comblés liés à la sécurité alimentaire

Lors des groupes de discussions et de l'entrevue individuelle semi-dirigée menés auprès des citoyen.nes en situation d'IA, ainsi que ceux menés auprès des informateur.rices clés, les expériences et perspectives partagées ont mis en lumière divers besoins non comblés en sécurité alimentaire qui demeurent présents sur le territoire malgré les possibilités de recourir aux services alimentaires alternatifs et aux services alimentaires traditionnels disponibles dans le quartier. Ces besoins non comblés ont été analysés en fonction des éléments contenus dans la définition de la sécurité alimentaire adoptée dans le cadre de la présente étude (Chénier et al., 2023; MSSS, 2008). Les besoins non comblés liés à la SA énoncés par les participant.es ont ainsi été regroupés sous cinq dimensions centrales au concept de sécurité alimentaire, soit le fait d'avoir accès à une alimentation suffisante, de pouvoir acquérir les aliments d'une manière qui respecte la dignité humaine, d'avoir accès à une information simple, fiable et objective qui permet de prendre des décisions éclairées et finalement d'avoir accès à des aliments sains qui sont à la fois satisfaisants sur le plan nutritionnel, personnel et culturel (Chénier et al., 2023; MSSS, 2008).

5.4.1 Alimentation insuffisante

Parmi l'ensemble des besoins non comblés liés à la sécurité alimentaire ayant été nommés par les participant.es, celui qui a été mentionné le plus souvent est le fait de ne pas avoir les moyens d'accéder à une alimentation suffisante pour mener une vie saine et active. Ce besoin non comblé a été mentionné de manière systématique dans tous les groupes de discussion et entrevues individuelles menés auprès des participant.es, et ce, autant dans les entretiens avec les citoyen.nes en situation d'IA qu'avec les informateur.rices clés œuvrant dans les organisations qui offrent des services en SA. Pour certains, ce **manque de nourriture est global**, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas accès à suffisamment d'aliments de l'ensemble des groupes alimentaires, et ce, de manière récurrente. Ce besoin qui représente le fondement de la sécurité alimentaire apparaît comme le plus important chez les participant.es. Leurs témoignages démontrent que lorsque le revenu disponible pour l'alimentation est réduit, il est difficile, voire impossible de s'alimenter convenablement et de manière à répondre à tous ses besoins nutritionnels et préférences alimentaires. En outre, les propos rapportés démontrent aussi l'impact négatif que l'inflation a sur la capacité des ménages à se procurer suffisamment d'aliments.

Ni le lait, les produits laitiers, le fromage... Tout ce qui a, tout ce qui a de la protéine. T'sais de la protéine pas de viande, mais la protéine autre là. Le fromage, le lait, la crème, t'sais les choses qui sont importantes là. (Lucie)

Hum, moi j'ai du mal à trouver les moyens de bien manger pour pas trop cher. Parce que, on n'a pas beaucoup de revenus. Puis t'sais, vraiment bien manger là, tous les groupes alimentaires, mais pour pas trop cher c'est compliqué parce que tout augmente. (Hyacinthe)

Une participante rapporte que le revenu disponible du ménage ne permet pas de combler tous les besoins nutritionnels de la famille, ils sont ainsi parfois obligés de se priver de certains types d'aliments et de réduire les quantités qu'ils se procurent lors de leur approvisionnement alimentaire dans les SAT.

C'est un peu de tout justement, on achète pas mal ce qu'on peut, mais on aimerait plus. (Hyacinthe)

Le ménage doit alors choisir parmi les différents types d'aliments, lesquels ils peuvent se permettre d'acheter, notamment parmi des aliments qui sont essentiels à une alimentation saine et équilibrée. La participante relate que le ménage coupe d'abord dans les aliments qui visent à se faire plaisir, mais également dans des aliments qui sont nécessaires à une saine alimentation.

Hyacinthe : Surtout dans ce qu'on juge pas nécessaire, les gâteries, puis ces choses-là. Sinon, parfois faut couper dans d'autres choses plus importantes parce qu'on a besoin de sous.

Interviewer : Puis, dans ce temps-là vous coupez dans quoi?

Hyacinthe : Dans les légumes, la viande...

L'obligation de faire des choix parmi les aliments qu'ils désirent se procurer et renoncer à certains types d'aliments est une problématique récurrente pour les participant.es rencontré.es, cela dénote une privation plus importante.

Puis, des fois on doit couper d'un côté, pour aller accomplir les besoins de l'autre côté. Il faut s'arranger. (Juliana)

On aimerait ne pas être obligé de se priver, mais quand on n'a pas beaucoup d'argent, faut faire des choix, on n'a pas le choix. (Hyacinthe)

Quand le chèque il vient le mois, il faut que je... Je fais des... Magies pour pouvoir compléter qu'est-ce qui me manque, avec qu'est-ce qu'ils me donnent Vanier. (Andres)

Le fait d'être en situation d'IA amène ainsi les ménages à faire des compromis sur leur alimentation, ce qui a un impact sur leur apport nutritionnel.

En plus de devoir faire des choix parmi les aliments qu'ils peuvent se procurer lors de leur approvisionnement alimentaire, certains doivent réduire les portions consommées afin d'avoir suffisamment de nourriture jusqu'à leur prochain approvisionnement alimentaire. C'est notamment le cas d'un participant qui explique que la nourriture consommée est soigneusement mesurée.

Non, non. Parce que mon alimentation je le contrôle t'sais, je sais que j'ai... J'ai quoi, t'sais on va dire un kilo de riz. Bien j'essaye de m'approvisionner avec la moitié, je prends un petit peu, petit peu, petit peu. Je peux pas prendre tout en même temps. Je sais que ça vaut pas la peine parce que moi, moi là ça va prendre une semaine, une semaine et demi pour diluer la nourriture qu'ils me donnent Vanier, parce que c'est pas beaucoup. (Andres)

Pour d'autres participant.es, le **manque de nourriture est plutôt lié à certains groupes alimentaires ou certains aliments plus spécifiques**. Plusieurs participant.es rapportent par exemple ne pas avoir accès à suffisamment d'aliments frais tels que les produits laitiers, les fruits et légumes, la viande ou les œufs.

C'est ça qui nous manque nous autres. De la viande fraîche, des légumes frais... (Lucie)

On ne peut pas se permettre des bons légumes, des fruits. (Maria)

Le poisson c'est cher. Moi j'adore le poisson, mais j'en mange pas souvent. Le poisson, moi j'en mange pas souvent parce que c'est hors de prix là. (Hyacinthe).

Hum, moi je suis très carnivore. Puis parfois, quand les choses sont données, il y a pas de viande là-dedans t'sais. Il y a pas de viande, y'a pas d'œufs, y'a pas de lait, y'a pas de fromage. (Andres)

Plusieurs dénotent ainsi la **quantité limitée d'aliments frais qui sont offerts dans les SAA**, ce qui a un impact sur la qualité de l'alimentation des ménages. Le manque d'accessibilité aux différents groupes alimentaires se traduit ainsi par une **alimentation peu diversifiée**, alors que les personnes en situation d'IA sont contraintes de consommer de manière répétée un nombre restreint d'aliments.

Ces éléments démontrent des lacunes importantes au niveau des conditions matérielles dans lesquels évoluent les citoyen.nes et des services offerts pour répondre à ces besoins, qui semblent insuffisants afin d'offrir un niveau de vie qui favorise la santé de l'ensemble des membres de la communauté. Certain.es participant.es dénotent d'ailleurs **l'impact que leur situation d'IA peut avoir sur leur santé** physique et mentale.

Fait que ma santé est descendue pas mal, parce que j'ai pas mangé presque. (Louise)

Non, puis c'est ça mon moral, peu importe qu'est-ce qui m'arrive, autre que ma santé, j'ai de la misère à remonter, je suis portée à pleurer souvent comme je vous disais. J'ai pas de force. (Louise)

En outre, pour certain.es, le fait de vivre en situation d'IA est **perçu comme un combat de tous les jours**.

Parce que c'est un combat tout le temps, de tous les jours. (Louise)

C'est jamais facile avec la nourriture vous savez. (Andres)

Les informateur.rices clés ont également rapporté des expériences qui illustrent qu'une proportion de la population n'est pas en mesure d'accéder à suffisamment d'aliments pour permettre aux membres de leurs ménages de combler leurs besoins nutritionnels.

Donc, c'est sûr qu'au niveau de la sécurité alimentaire, bon bien on est directement touchés avec les enfants, la clientèle qu'on reçoit. Donc, c'est ça on est dans un milieu qui est quand même défavorisé, il

faut le nommer, et c'est sûr qu'on a des enfants qui arrivent et qui ne mangent pas. (Christian, informateur clé)

Parce qu'on a quand même beaucoup d'élèves, je te cacherais pas qui ne mangent pas avant de venir à l'école, soit pour des raisons financières ou aussi pour des raisons qu'ils ont pas le temps ou ils prennent pas le temps. Aussi des fois c'est ça, c'est vraiment tout dans l'organisation de leur vie, qu'ils partent pressés, ils arrivent à l'école ils ont pas mangé, ils se pognent deux barres-tendres sur le side dans la classe puis ils font leur journée avec ça. T'sais, ils ont pas de lunch pour le dîner. (Bianca, informatrice clé)

5.4.2 Dignité humaine

Un besoin primordial à combler afin d'atteindre la sécurité alimentaire est le fait de pouvoir obtenir des aliments pour soi et sa famille d'une manière qui respecte la dignité humaine. Les témoignages offerts par les participant.es indiquent que même si de nombreux besoins demeurent non comblés au niveau de la sécurité alimentaire, certaines personnes hésitent à demander de l'aide et à utiliser les SAA pour diverses raisons. Une participante rapporte notamment son **désir de conserver leur situation de pauvreté privée**.

Puis là, tu vas-tu aller crier sur le toit. T'sais, moi, personne alentour de chez nous où est-ce que j'habite sont au courant là de mes problèmes monétaires. (Louise)

Ce désir de conserver sa situation privée pourrait être lié à différents **sentiments négatifs qui sont associés au fait de vivre de l'insécurité alimentaire**. Certain.es participant.es mentionnent connaître des gens qui ne fréquentent pas les SAA par gêne ou avoir eux-mêmes éprouvé de la gêne reliée à leurs besoins et leur utilisation des SAA. Ces personnes mettent alors leurs besoins non comblés de côté en raison des sentiments négatifs qui sont associés au fait de recourir à des services d'aide alimentaire, par crainte d'être stigmatisées.

Moi je fais partie des plus vieilles ici là, mais il y en a des gens qui sont beaucoup plus vieux que moi et qui sont mal pris. Puis, je leur dit « allez à La Ruche », mais ils sont gênés. (Lucie)

Moi ça pris du temps à cause de ça, j'étais gênée. (Louise)

T'es mal à l'aise (Josiane)

Un autre participant rapporte que le fait de devoir utiliser des services de dépannage alimentaire a un impact négatif sur son estime personnelle.

Quand j'appelle ici là « Ah, s'il vous plaît, est-ce que je peux avoir dépannage », je me sens pas bien avec ça vous savez. Je me sens pas très très moi, vous savez. Parce qu'il faut qu'on s'aplatit pour avoir l'aide vous savez. Et c'est pas bon ça t'sais. (Andres)

Certains témoignages des informateur.rices clés illustrent la réticence que peuvent éprouver les personnes qui ont des besoins non comblés en SA à fréquenter les SAA ou à recourir aux services d'aide disponibles.

Parce que dans les jardins là, moi j'ai rencontré des gens-là qui veulent pas faire de demandes d'aide parce que mettons ils viennent de perdre leur emploi, fait que là ils se disent « bien je vais m'en retrouver

un autre t'sais, ça sert à rien que je fasse une demande ». Fait que j'ai des gens qui se nourrissent que des récoltes qu'ils prennent dans nos jardins là. (Olivia, informatrice clé)

Moi je pense qu'il y a des motifs qui fait que, par exemple culturellement parlant, c'est pas des gens qui vont avoir l'habitude d'aller chercher de l'aide. Ou même de démontrer qu'ils vivent des difficultés t'sais. Il y en a que pour eux, c'est super important de pas paraître vulnérable t'sais par rapport à ça. Puis, de pas montrer leurs difficultés. (Bianca, informatrice clé)

5.4.3 Aptitude à acquérir des aliments

Une autre dimension importante de la sécurité alimentaire concerne l'aptitude de chacun.ne à acquérir des aliments, et celle-ci doit être garantie. Parmi les personnes en situation d'IA rencontrées, plusieurs ont mentionné avoir de la **difficulté à se procurer des aliments à différents moments**.

Notamment, la fin du mois représente une période où les besoins non comblés liés à l'alimentation sont plus importants dans le quartier. Une participante en témoigne.

Les fins de mois, les fins de mois, c'est plus difficile. (Josiane)

Ce manque de nourriture à la fin du mois reflète le manque de revenu disponible pour s'alimenter. Un participant rapporte qu'il doit attendre de recevoir son chèque de prestation d'assurance emploi afin de pouvoir à nouveau se procurer des aliments.

Quand ça manque, il faut que j'attende le mois. Le mois, que ça vient, le chèque. Pour pouvoir acheter le supplémentaire. Mais, en attendant que j'ai pas de sous pour acheter le supplémentaire, il faut que je regarde qu'est ce que j'ai, avec l'approvisionnement de La Ruche. T'sais, j'ai pas le choix. (Andres)

Une autre participante indique que son aptitude à se procurer des aliments est compromise à la fois à la fin du mois et entre les dépannages alimentaires hebdomadaires, la quantité de nourriture offerte n'étant pas suffisante pour combler tous ses besoins alimentaires et ceux de ses trois enfants.

À la Maison Zoé-Blais, on va la chercher à chaque semaine. Alors, c'est juste les fins de semaine [qui sont plus difficiles]. (Juliana)

Une autre participante rapporte avoir quant à elle de la difficulté à se procurer de la nourriture l'été puisque le service de dépannage alimentaire qu'elle fréquente est fermé lors de la période estivale. Son aptitude à se procurer des aliments est alors fortement compromise puisqu'elle ne possède pas un revenu disponible suffisante pour s'alimenter convenablement.

D'autres participantes ont témoigné de **difficultés qui peuvent être plus spécifiques à certains groupes d'âge**. C'est notamment le cas des personnes âgées qui peuvent rencontrer de multiples barrières afin de pouvoir acquérir des aliments.

Surtout les personnes 60 ans et plus là, eh oui je peux comprendre que c'est pas rien que les personnes âgées qui ont des problèmes de santé là comme toi là. Mais, c'est vraiment plus difficile quand tu avances dans l'âge. Moi j'ai remarqué là. (Louise)

Mais y'a pas, y'a rien pour nous, y'a rien. (Lucie)

Une autre participante témoigne quant à elle de l'importance d'offrir également des services plus spécifiques aux jeunes adultes, qui peuvent également éprouver de la difficulté à acquérir des aliments et présenter des besoins non comblés à ce niveau.

Moi si je peux me permettre, oui les personnes âgées c'est problématique, mais pas juste les personnes âgées. Les jeunes adultes. Je vais prendre l'exemple, j'ai ma plus jeune qui en ce moment est en invalidité temporaire. Elle n'a pas de services parce qu'elle a 35 ans et moins. Puis, à certains services d'aide qu'elle va, ils aident les 30 ans et plus. Mais pas en bas. C'est comme si la vingtaine là, ils sont un peu oubliés avec les choses, dans les aides alimentaires ou quoi que ce soit. (Josiane)

Finalement, une participante témoigne de ses difficultés à acquérir des aliments pour répondre à l'ensemble de ses besoins puisqu'elle n'a plus accès au SAA qu'elle fréquentait, étant donné qu'elle a atteint la limite de temps durant laquelle elle pouvait être éligible au service d'aide.

Puis là moi c'est fini là, Zoé-Blais, ça fait que là il a fallu que je me démerde solide, excusez le mot, pour trouver quelque chose à quelque part pour manger là. (Lucie)

Ce témoignage illustre les difficultés auxquelles font face les ménages en situation d'IA qui, pour diverses raisons, ne peuvent accéder aux services d'aide disponibles sur le territoire, leur capacité à s'alimenter est alors fortement compromise.

5.4.4 Accès à l'information

Afin de permettre l'atteinte de la sécurité alimentaire, l'accès à une information simple, fiable et objective doit également être assuré pour permettre aux individus de faire des choix éclairés quant à leur alimentation. En lien avec cette dimension de la SA, un autre élément qui influence la capacité des personnes en situation d'IA vivant dans le quartier à combler leurs besoins nutritionnels est le **manque d'accessibilité aux informations** sur les SAA et SAT disponibles, de même que la façon d'y accéder. Ces informations ne circulent pas nécessairement dans les canaux utilisés par les gens qui présentent des besoins non comblés en SA. Il semble nécessaire d'avoir une connaissance préalable des services offerts afin de naviguer aisément dans l'offre d'approvisionnement alimentaire présente sur le territoire.

Mais, ça c'est un problème je trouve, je pense. Comme là, Zoé-Blais, une chance que je connaissais La Ruche. Mais, quand ils ferment l'été, ils devraient arriver et dire « bien là, ok, on ferme, mais on peut vous donner tel endroit, tel endroit, tel endroit, que vous pouvez aller ». (Lucie)

La méconnaissance des services et le manque d'accès à l'information sur ceux-ci contribuent ainsi au fait que certaines personnes qui présentent des besoins non comblés en SA n'ont pas recours à des SAA et SAT

disponibles sur le territoire. Toutefois, bien que le manque d'accessibilité à l'information représente un enjeu présent sur le territoire, il a été peu mentionné par les participant.es.

5.4.5 Saine alimentation

Finalement, des besoins liés à la saine alimentation, c'est-à-dire le fait d'accéder à des aliments qui sont satisfaisants sur le plan nutritionnel et acceptables sur le plan personnel et culturel demeurent non comblés. Les expériences rapportées par les participant.es démontrent qu'il est très difficile, voire impossible d'adopter une saine alimentation lorsque l'on se trouve en situation d'insécurité alimentaire, c'est particulièrement plus complexe pour ceux qui se trouvent en situation d'IA modérée ou grave. Les individus doivent alors se contenter de se nourrir avec des aliments qui ne correspondent pas nécessairement à leurs préférences personnelles et culturelles, tout en faisant des compromis sur le plan nutritionnel.

Parce que, j'ai un besoin, il faut que j'achète ce que tu me donnes parce que c'est ça. Je peux pas reprocher parce que je suis dans le besoin. Qu'est-ce qu'on fait quand on est dans le besoin? On prend qu'est-ce qu'on donne. On n'a pas le choix. (Andres)

Puis moi, j'adore le boudin. C'est tellement bon pour la santé. Mais, je vais te dire une affaire, deux petits ronds de même (montre avec ses mains) là, c'est 12\$. C'est ça, moi, quand je disais tantôt c'est ça qu'il manque. C'est tout ça, le foie, ce qu'on a de besoin en fin de compte, pour avoir une santé. (Lucie)

Bien que ces besoins non comblés liés aux différentes dimensions de la sécurité alimentaire éclairent les enjeux vécus par les personnes en situation d'IA qui vivent dans le quartier Vanier, il convient de s'intéresser plus spécifiquement aux éléments qui influencent les différentes dimensions de l'accessibilité aux aliments dans l'environnement alimentaire local du territoire et à leur impact sur la capacité des ménages à combler leurs besoins en SA.

5.5 Dimensions de l'accessibilité de l'environnement alimentaire local

Les témoignages recueillis lors des groupes de discussion et des entrevues individuelles menés auprès des participant.es ont permis d'identifier différents éléments qui influencent l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs et abordables dans l'environnement alimentaire du quartier Vanier, et par conséquent la capacité des individus à se les procurer. Ces facteurs peuvent d'une part représenter des barrières à l'accessibilité ou, par ailleurs, peuvent être des facteurs facilitant l'accessibilité aux aliments pour les personnes présentant des besoins non comblés en SA. Ces barrières et ces facteurs facilitants mis en lumière par les témoignages des participant.es ont ainsi été regroupés, puis analysés en fonction des cinq dimensions de l'accessibilité alimentaire énoncées précédemment, soit l'accessibilité économique, l'accessibilité physique, la commodité, l'acceptabilité et la disponibilité (Drisdelle et al., 2020; INSPQ, 2013; Pérez et al., 2017; Pérez Isaza, 2016; Turner et al., 2021).

Ces dimensions sont présentées selon leur ordre d'importance en ce qui a trait aux propos rapportés par les participant.es à l'étude.

5.5.1 L'accessibilité économique

La dimension de l'accessibilité sur laquelle les participant.es ont mis le plus d'emphase, et ce, autant dans les groupes de discussion et entrevues individuelles menés auprès des citoyen.nes en situation d'IA que des informateur.rices clés, est l'accessibilité économique aux aliments. Cette dimension apparaît comme étant celle dont l'influence est la plus importante aux yeux des participant.es en ce qui a trait à leur capacité à se procurer des aliments pour combler leurs besoins en SA. Ainsi, différents éléments qui représentent des **barrières** à l'accessibilité économique aux aliments ont été identifiés.

Notamment, l'élément qui ressort comme ayant le plus grand impact sur la capacité des participant.es en situation d'IA à se procurer des aliments est l'absence d'un revenu suffisant pour pouvoir combler tous les besoins de bases de leur ménage. Subséquemment, le **revenu disponible pour acheter des aliments est insuffisant** afin de leur permettre de combler l'ensemble de leurs besoins alimentaires. Une participante rapporte qu'après avoir payé ses dépenses essentielles comme le logement, il lui reste un budget extrêmement limité pour couvrir ses dépenses liées à l'alimentation et la santé, il lui est alors très difficile, voire impossible de combler ses besoins en SA.

Moi là, quand j'ai mon argent qui rentre là, je fais mon budget. Puis, mettons que c'est pour les deux semaines, bien pour le mois-là, j'ai à peu près 60\$ pour le mois [pour la nourriture] mais ça comprend aussi certains médicaments qu'il faut que je paye. (Louise)

Bien que plusieurs SAA et SAT soient présents dans le quartier, l'accessibilité aux aliments est compromise en raison du prix des aliments qui surpassent la capacité de payer des ménages tel que l'illustrent les propos de ces participantes.

Oui, c'est sûr, parce que tout est tellement cher. (Sophie)

Une question c'est avoir accès, autre question c'est que ça soit moins cher. Parce que, avoir accès oui. Il y a le Maxi, il y a le 440, il y a le Super C, il y a Métro et le IGA. Mais, la question c'est, c'est cher. (Lucie)

Plusieurs participant.es ont également mentionné que **l'augmentation importante du prix des aliments** en raison de l'inflation élevée dans les différents secteurs économiques a entraîné **des conséquences négatives sur la capacité de leur ménage à se nourrir** et à répondre à l'ensemble de leurs besoins, et ce, autant sur le plan nutritionnel qu'au niveau des préférences alimentaires. Certain.es rapportent que ces augmentations ont eu un impact important sur la capacité de leur ménage à se procurer des aliments, ils ont ainsi dû diminuer les quantités de nourriture achetées et se priver de certains aliments. Ces témoignages révèlent l'incapacité des

personnes en situation d'IA à faire face à l'augmentation du prix des aliments et l'incidence que cela peut avoir sur leur apport nutritionnel, et ultimement sur leur santé.

Bien, on en achète moins, on se passe d'affaires qu'on a de besoin quelque fois, [on choisit] qu'est-ce qui est le plus nécessaire. (Sophie)

Ok, bien ça paraît (rire). C'est certain que ça a augmenté. Parce que même les gens qui travaillent et tout ça, moi j'ai des amis, ils le disent. Puis, nous autres, on n'a pas de sous, fait que on peut pas [suivre l'augmentation des prix]. (Lucie)

Bien, on s'entend que l'économie a changé beaucoup. Les prix aussi ont augmenté beaucoup. Puis, il y a une partie sur le prix de la nourriture, autant que sur l'essence, autant que pour tout. La vie coûte très chère. (Josiane)

En outre, les participant.es en situation d'IA ont témoigné de leur incapacité à se procurer des aliments pour le plaisir en raison des contraintes économiques avec lesquelles ils doivent composer pour se nourrir.

Ce que je trouve difficile aussi c'est qu'on peut pas se gâter. (Lucie)

J'attends toujours les spéciaux, oui. Je préfère me priver et attendre, au lieu de dépenser beaucoup d'argent. (Sophie)

Par ailleurs, les propos rapportés par les participant.es démontrent l'impact qu'a l'accès à un logement subventionné sur la capacité des ménages à se nourrir. Pour les ménages, **l'absence de logement subventionné** signifie qu'une proportion plus importante de leur revenu est allouée au logement et en contrepartie, le budget disponible pour l'alimentation est réduit de manière importante.

C'est pas évident quand tu as pas de logement subventionné. (Josiane)

T'sais, ceux qui n'ont pas de logement subventionné comme moi là t'sais. Moi là, je suis convaincue que j'en ai moins que toi, toi, toi, toi. Mais moi là, j'ai vraiment moins d'argent, puis ils ne me donnent pas plus pour mon allocation logement là. (Louise)

Ces témoignages démontrent les liens étroits qui existent entre les enjeux d'accès aux logements abordables et l'insécurité alimentaire, qui renvoient tous deux à une privation matérielle plus importante.

Finalement, un dernier facteur ayant été nommé comme une barrière à l'accessibilité économique aux aliments est le fait d'avoir un **budget alimentaire diminué en raison de problèmes de santé**. Les individus qui font face à des dépenses imprévues liées à leur situation de santé doivent souvent compromettre leur alimentation, en raison d'un revenu disponible insuffisant pour faire face à ces différentes dépenses essentielles.

T'sais je vois plus clair de mon œil gauche, j'attends l'opération ça fait, sept, huit, neuf mois-là déjà. Fait que là, l'affaire qu'il faut que je mette dans mon œil, t'sais les gouttes là, les petites bouteilles, ça coûte 17\$ avec les taxes. C'est 17\$ qui s'enlève de mon budget ça là. (Louise)

En contrepartie, certains **facteurs facilitant l'accessibilité économique aux aliments** ont également été soulignés par les témoignages des participant.es. Notamment, les expériences rapportées démontrent que **l'accès à un logement subventionné** a un impact positif sur la capacité des ménages à se nourrir.

Bien, moi je suis chanceuse, j'ai un logement à prix modique. Ça m'aide beaucoup pour le reste là. Je me prive pas beaucoup, mais je fais attention quand même là t'sais je cours les spéciaux. Mais, non j'ai pas trop de difficulté avec ça moi. (Nadia)

Oui, ça aide un peu, on se prive moins qu'avant. (Juliana)

En outre, **l'utilisation des SAA** apparaît comme un autre élément ayant un impact positif en ce qui a trait à l'accessibilité économique aux aliments pour les participant.es. La présence des SAA offerts dans le quartier par les différentes organisations communautaires, d'entraide et scolaires améliorent considérablement la capacité des ménages en situation d'IA à accéder à des aliments à plus bas prix et en plus grande quantité.

Pis l'autre côté, c'est des aliments qu'ils achètent au magasin, mais ils les vendent beaucoup moins cher que le magasin. (Sophie)

Mais, avec La Ruche, avec le Petit Marché là, on a tout, on a la viande, on a comme pour faire mon bouilli, ça m'a rien coûté là. J'ai pris la viande d'ici, j'ai pris les légumes d'ici. Ça m'a rien coûté. (Nadia)

Ici on peut acheter des trucs, comme une douzaine d'œufs c'est 2\$, comme vous dites là, une grosse boîte de riz c'est 3\$. On paye 40% du montant de l'article, fait que. Ça fait pas cher là, six rouleaux, six gros rouleaux de papier de toilette, c'est 2,30\$. Un 2 litres de lait, c'est 2,30\$. (Nadia)

Par ailleurs, les témoignages des informateur.rices clés démontrent que les barrières à l'accessibilité économique aux aliments auxquelles font face les citoyen.nes en situation d'IA illustrent plus largement les trajectoires de pauvreté et de défavorisation matérielle dans lesquelles ils évoluent, ainsi que la complexité des enjeux qui sont étroitement liés aux trajectoires d'IA. Les propos rapportés mettent en évidence la vulnérabilité des ménages avec des enfants, qui sont particulièrement affectés par l'augmentation des coûts dans les différentes sphères de dépenses. Ces éléments ont une incidence marquée sur leur capacité à combler les besoins alimentaires de leur ménage.

Puis, moi au secondaire, je le remarque chez mes plus vieux, parce qu'on a des gros problèmes de réussite scolaire présentement. Pourquoi? Parce que mes élèves qui sont plus vieux travaillent de plus en plus. Parce que, ils ont besoin d'argent pour pouvoir se nourrir, puis ils ont besoin d'argent pour pouvoir s'habiller, puis se loger, puis venir soutenir peut-être un père ou une mère absent ou un père ou une mère qui ne travaille pas pour x,y,z raisons. Fait que ça, nous on le remarque énormément. Mais c'est tous des effets dominos. Fait que, oui, est-ce que l'augmentation des coûts, du coût de la vie ça l'a un effet... Oui, ça a un effet, c'est important. Puis, les élèves nous, chez nous, ils vont travailler de plus en plus jeunes. (Éric, informateur clé)

Je pense qu'il y a aussi l'augmentation dans tout, mais en août, septembre, c'est dur pour plusieurs parents avec la rentrée scolaire, les frais scolaires. T'sais juste les habillements, tout ça. C'est des gros, gros mois-là. Oui, les habits d'hiver qui s'en vient à grands pas. Fait que, c'est des gros mois pour

plusieurs familles, fait qu'actuellement, j'ai beaucoup de familles qui sont arrivées dans le quartier en juillet que là, ils connaissent maintenant la ressource, parce qu'ils ont cherché, parce que y'arrivent pas genre à payer et tout ce que ça prend pour les enfants et la nourriture. (Nathalie, informatrice clé)

D'autre part, certains témoignages partagés par les informateur.rices clés illustrent une différente facette de l'impact de l'augmentation du prix des aliments, soit l'**incidence** que cela peut avoir **sur l'offre de services en sécurité alimentaire**. Une participante rapporte que leur organisation a pu maintenir l'accessibilité économique à leurs SAA grâce à un financement plus important de leurs bailleurs de fonds, permettant ainsi de continuer à répondre aux besoins présents sur le territoire afin que les citoyen.nes qui ont recours à leurs services ne soient pas affectés par l'augmentation du coût des aliments.

En lien avec ça, nous cette année on a décidé de ne pas modifier nos prix, puis d'absorber l'inflation dans le fond. On a décidé que même si les aliments coûtaient plus chers, ça allait rester le même prix. Même chose à l'épicerie, on a un volet où les gens ont 60% de rabais, mais ces prix-là c'est sur des prix d'il y a deux ans. Fait qu'on n'a pas modifié là, on absorbe toute l'inflation fait qu'on est chanceux parce qu'on a reçu des sous pour absorber cette inflation-là t'sais, mais si on n'avait pas reçu ces sous là il aurait fallu charger plus cher. (Olivia, informatrice clé)

Toutefois, certaines organisations ont été obligées de réviser les services offerts ou d'augmenter leurs prix afin de pouvoir les maintenir en place tel que l'illustrent les propos rapportés par cette autre participante.

Oui, c'est ça, malheureusement moi j'ai pas pu. Quand je suis arrivée en poste en fait ça faisait très longtemps qu'il y avait eu aucune augmentation. Puis, on a analysé assez rapidement, puis c'était la pérennité du service qui était en jeu. Donc pour s'assurer de poursuivre le service, on n'a pas eu le choix à contrecœur d'augmenter légèrement [le prix de] nos services. (Nadia, informatrice clé)

Ces situations dénotent la précarité sur laquelle reposent les SAA présents sur le territoire et répondant aux besoins en SA.

5.5.2 L'accessibilité physique

La seconde dimension qui apparaît comme étant la plus importante pour les participant.es est l'accessibilité physique aux aliments. Les expériences partagées par les participant.es ont permis d'identifier différentes **barrières à l'accessibilité physique aux aliments** qui sont présentes dans le quartier.

La barrière la plus significative à l'accessibilité physique aux aliments ayant été énoncée par les citoyen.nes à trait aux **déplacements difficiles**. Particulièrement lorsque les personnes se déplacent **à pied** ou ne possèdent **pas de voiture** et doivent parcourir de longues distances avec leurs sacs d'aliments qui sont lourds à porter.

C'est pas évident quand t'as pas d'auto là. Bien là, regarde, moi j'ai déjà partie avec, t'sais les paniers là, que tu fermes. Puis, m'en aller, puis perdre une roue, puis arriver chez moi là. Bien oui, je suis arrivée chez nous en pleurant là. (Lucie)

Certain.nes choisissent de ne pas utiliser des SAA disponibles dans le quartier en raison des contraintes de transports, puisqu'aucun accompagnement n'est disponible, il est très difficile de ramener l'ensemble des denrées offertes au domicile. Les contraintes d'accessibilité physique influencent ainsi largement la capacité des ménages à acquérir des aliments et à utiliser les SAA présents dans le quartier.

L'Armée du Salut ce qui arrive, moi en tout cas j'y ai été une fois ou deux, ils donnent beaucoup de choses, puis c'est vraiment difficile à trainer. Y'a pas de service, fait qu'ils te donnent tellement de choses. Mais c'est ça, fait que c'est trop. (Josiane)

Non, c'est que vu qu'il y a beaucoup de stock, quelqu'un qui est à pied peut même pas amener ça. (Sophie)

Bien nous, on n'a pas de voiture. Donc déjà, on voyage principalement à pied. Parce que, pour trois sacs d'épicerie à pied c'est compliqué là (rire). C'est lourd, fait que dans le fond je vais à l'épicerie pour les deux, trois choses principales, ça j'ai pas de problème. Mais pour la grosse épicerie, bien là il faut que je m'arrange autrement. (Hyacinthe)

Ces déplacements sont d'autant plus difficiles **en hiver**, alors que les intempéries représentent une barrière supplémentaire à laquelle doivent faire face les ménages qui ne possèdent pas de voiture.

Ça c'est vraiment compliqué. Le chariot, c'est tout le temps bloqué dans les bancs de neige. Eille, la roue est restée là (rire). Tu cherches la roue rendue chez vous. (Lucie)

L'hiver, tu cherches des lifts ou tu cherches des amis qui y vont (rire). (Josiane)

Non, moi l'hiver, c'est pas moi qui le fait, je pourrais pas le faire. (Sophie)

Parce que quand on est à pied l'hiver c'est pas toujours facile avec les trottoirs glacés, puis parfois pas déneigés comme vous dites. Puis, il y a la température, la neige des fois. (Hyacinthe)

Les problèmes de santé ont également un impact sur la capacité des individus à accéder aux aliments.

Plusieurs participantes témoignent des difficultés liées à leur état de santé.

Mais je ne suis pas toujours en forme pour le faire là. Ça dépend. Ça dépend de comment je feel là, de si je suis capable de me déplacer ou pas. À vrai dire, tu le fais sur tes meilleurs jours. (Sophie)

Bien moi oui, j'ai de la difficulté quand je vais chercher des aliments, parce qu'à cause de mon dos, mon trapèze, tout ça, la maladie. Je ne suis pas capable de soulever longtemps. (Josiane)

Le STAQ, moi c'est ça, pas là, mais dans un avenir rapproché, bien mettons dans un avenir tout court, je ne pourrai pas conduire mon auto. T'sais avec ma neuropathie, il y a des fois où que j'ai été longtemps, avant que mon traitement soit efficace, je ne pouvais pas conduire, je ne pouvais pas marcher. Qu'est-ce que je fais? (Louise)

De plus, plusieurs témoignages démontrent que **le coût associé au transport** représente une barrière importante à l'accessibilité aux aliments pour de nombreux.euses participant.es. Les ménages qui ne possèdent pas de voiture doivent déboursier des montants qui peuvent être importants dans leur budget alimentaire pour

se déplacer à l'aide de transport en commun ou d'un taxi, puisqu'il n'est pas possible de parcourir de longues distances à pied avec leurs denrées alimentaires.

Ah puis une autre affaire aussi, regarde comme nous, moi en tout cas, je n'ai pas de voiture, donc je prends l'autobus qui est 3,50\$ venir, 3,50\$ retour! Ça fait 7\$, par semaine. Qui fait 28\$ au bout du mois. T'sais c'est tout ça, c'est pas dans ton budget ça là. (Lucie)

C'est pas ça, c'est pas parce que y'a pas de transport, simplement que quand on a les sacs, on a pas le choix de prendre le taxi. Parce que, c'est plus facile de pouvoir avoir ça rapidement à la maison qu'en autobus. En plus, y'a pas d'autobus dans le coin. (...) Alors pour prendre le taxi, pour venir ici, il faut avoir le 7 pièces. (Andres)

Par ailleurs, le coût élevé de l'essence représente également une barrière à l'accessibilité physique aux aliments, même lorsque les ménages possèdent une voiture.

Fait que t'sais, je peux pas prendre l'auto. Il ne marche pas à l'eau là l'auto. (Louise)

Moi j'ai mon auto, mais comme je vous disais, il faut que je mette de l'essence. (Juliana)

Également, les témoignages rapportés par les participant.es démontrent que **la distance à parcourir** constitue une autre barrière à l'accessibilité physique aux aliments présente dans le quartier. Puisque certains secteurs sont dépourvus de sources d'approvisionnement alimentaire, les individus en situation d'IA doivent parcourir de longues distances afin d'avoir accès à des aliments nutritifs et abordables.

C'est un petit peu lourd et le trajet c'est environ quoi, deux kilomètres d'ici? De ça à chez moi. Et ce n'est pas évident t'sais. (Andres)

Les informateur.rices clés témoignent également des impacts de l'absence de moyens de transport à prix abordable et de l'absence de SAA et SAT dans certains secteurs du quartier. Ces éléments restreignent les opportunités d'approvisionnement en aliments sains, nutritifs et abordables des ménages en situation d'IA.

Y'a des gens qui viennent pas chercher de la nourriture, parce que physiquement ils peuvent pas. T'sais ils vont pas se présenter à leur rendez-vous parce qu'ils pouvait pas, ils ont pas trouvé de lift. C'est un choix difficile. Mais il y a aussi le problème, c'est que quand les gens viennent en dépannage alimentaire, y'ont pas nécessairement l'argent pour prendre le transport adapté ou prendre l'autobus, fait que majoritairement, y'ont même pas 1\$ là fait qu'ils sont à pied. Fait que retourner avec leurs sacs. (Nathalie, informatrice clé)

Bien, moi là y'a un enjeu qui me préoccupe dans le quartier, c'est-à-dire que les épiceries sont très loin, dans le quartier Vanier là. On dit que c'est un désert alimentaire, parce que les gens doivent faire plus d'un kilomètre aller-retour pour aller se nourrir, parce que t'sais les épiceries sont vraiment en périphérie, fait que souvent les gens que j'ai rencontrés, ils se nourrissent dans les dépanneurs. (Olivia, informatrice clé)

En contrepartie, certains SAA contribuent à améliorer l'accessibilité physique aux aliments en desservant certains secteurs du quartier à l'aide de livraison de repas sous-vides ou en offrant un service de

raccompagne. Les besoins en lien avec cette dimension de l'accessibilité demeurent toutefois bien présents sur le territoire.

T'sais, dans les services de l'épicerie communautaire là j'ai mis sur pied, un bénévole qui raccompagne les gens à un coût de 3\$. C'est moins cher que le taxi, moins cher que l'autobus. Puis, il te ramène directement à ta porte. Fait que ça, pour ce qui est de l'épicerie communautaire ça va. (Nathalie, informatrice clé).

5.5.3 La commodité

Une autre dimension de l'accessibilité ayant été analysée lors des échanges avec les participant.es concerne la commodité des SAA et SAT actuellement présents sur le territoire.

Les expériences vécues par les participant.es démontrent que certaines **inadéquations entre les ressources et les besoins** des personnes en situation d'IA demeurent présentes dans le quartier Vanier malgré l'offre actuelle de SAA et de SAT, ce qui représente une barrière à l'accessibilité aux aliments nutritifs et abordables. Notamment, les horaires des organisations peuvent influencer le recours des ménages aux SAA.

Moi, j'ai arrêté d'aller à l'Armée du Salut à cause des horaires. (Louise)

Des fois ça m'adonne pas de venir, fait que je suis comme pognée pour sauter ma place là. Bien, c'est ça, des fois j'ai un rendez-vous, des fois, j'ai autre chose. (Sophie)

Le témoignage d'un autre participant reflète la persistance de certaines **inadéquations entre les besoins des ménages en situation d'IA et les critères d'éligibilité ou de participation** des ressources disponibles.

Parce que moi, c'est vraiment que quand tu viens, quand tu viens prendre ta nourriture, c'est toujours fermé t'sais. La caisse est toujours fermée. Quand tu viens, tu fais ton dépannage, il faut que la caisse soit ouverte pour pouvoir acquérir qu'est-ce que tu voulais t'sais. J'ai moins accès [puisque je ne suis pas membre]. Alors, c'est quoi la différence entre membre et pas membre t'sais. Alors, on est tous là à crever de faim là, t'sais. Celui-là qui est membre, il vient chaque semaine, celui-là qui vient chaque semaine-là son frigo, il est bourré de nourriture là. Parce que, je connais des membres, j'ai déjà vu que c'est pas le même traitement que les gens qui viennent au mois t'sais. C'est pas les mêmes critères, c'est un petit peu sélectif. (Andres)

Les propos d'une informatrice clé illustrent également cet enjeu.

Puis, la problématique que j'ai c'est qu'avec les Québécoises, elles veulent pas faire des ateliers. Fait que là, je les réfères à La Ruche. Je leur dis : « Bien là, moi je peux pas t'offrir de services si tu participes pas t'sais. Tout ce que ça t'exige, c'est deux heures là de venir faire un atelier ». (Bianca, informatrice clé)

D'autres propos rapportés par cette participante soulignent également les **inadéquations entre les ressources et les besoins** des citoyen.nes en situation d'IA qui persistent dans le quartier, notamment puisque certains citoyen.nes présentent des besoins spécifiques à leur situation.

Nous notre problématique c'est les irréguliers. Pour fréquenter la Maison Zoé-Blais, habituellement ça prend, être du quartier ou des environs, fréquenter la Maison, vouloir s'inscrire sauf que les irréguliers, la majorité no habla français (rire). Alors, la grosse problématique que j'ai, c'est que mon atelier de conversation, parce que faut faire des ateliers pour avoir accès à la nourriture. Alors pour leur donner accès à la nourriture, on a créé un atelier qui s'appelle la conversation française. Mais, je peux pas en mettre 52 dans mon local, je suis limitée à ma quantité. Ça déborde. (Bianca, informatrice clé)

D'autre part, les propos des participant.es ont également démontré que certains facteurs favorisent l'**adéquation entre les ressources disponibles sur le territoire et les besoins** des ménages en situation d'IA.

Bien, moi personnellement, je préfère venir ici à La Ruche. À La Ruche je trouve que quand tu as un problème, tu leur parle du problème, puis ils essayent d'arranger de quoi pour que ça fonctionne là. Ils sont ouverts. (Josiane)

À la Maison Zoé-Blais, des fois quand qu'on peut pas, quand on dit « bien madame je suis à l'école, puis je peux pas ». La madame dit : « Okay, bien je vais faire tes sacs » et puis, à quatre heures je vais aller chercher mes sacs. (Juliana)

Les organisations qui font preuve de flexibilité et d'innovation afin de pouvoir mieux répondre aux besoins des citoyen.nes en situation d'IA qui utilisent leurs services sont particulièrement appréciées. Ces éléments représentent des facteurs qui contribuent à améliorer la commodité des sources d'approvisionnement alimentaire dans le quartier et ultimement, à offrir une meilleure accessibilité aux aliments pour la communauté.

5.5.4 L'acceptabilité

La quatrième dimension de l'accessibilité aux aliments ayant été traitée lors des échanges avec les participant.es est l'acceptabilité.

De manière générale, les participant.es ont rapporté leur **appréciation des services disponibles**, notamment ceux de : la Ruche Vanier, la Maison Zoé-Blais, la St-Vincent-de-Paul, l'École Boudreau et l'École secondaire Vanier. Selon les participant.es, leur présence sur le territoire favorise l'accessibilité aux aliments pour les ménages en situation d'IA.

La Ruche, pour nous, c'est merveilleux là. (Sophie)

Merci Dieu, j'ai l'aide alimentaire de la Maison Zoé-Blais (Juliana)

De plus, les expériences rapportées par les citoyen.nes en situation d'IA démontrent une certaine **adéquation entre les aliments disponibles dans les SAA et SAT et les préférences personnelles** liées à différents aspects de l'acceptabilité. Environ la moitié des participant.es ont mentionné ne pas avoir nécessairement de problèmes d'accessibilité aux aliments en lien avec cette dimension en raison d'une certaine flexibilité dont font preuve les organisations offrant des services en SA.

Quand on veut un produit, bien elle va faire les commissions à tous les lundis. Ça fait que, si on l'a pas, la semaine d'après c'est sûr qu'on va l'avoir là. (Nadia)

Et, il y a une chose que j'ai aimé, c'est qu'ils demandent si tu manges du porc ou si tu manges pas de porc. Ça c'est bon. Ça j'ai aimé ça. Moi je mange tout, mais les gens qui mangent pas tout, ça c'est bien, qu'ils ont un petit peu de problèmes avec le lactose, avec œufs. Et les gens qui sont un petit peu plus au soya, ça c'est bien. (Andres)

Toutefois, certains des témoignages rapportés démontrent que des **inadéquations entre les aliments offerts et les préférences personnelles** subsistent.

Ouin, y'a beaucoup de viande, comme elle disait, de viande chevaline, c'est pas tout le monde qui en veut. Pis t'sais c'est toutes des viandes, mais, c'est toutes des viandes qu'on n'a pas l'habitude là. (Lucie)

Alors, on a pas le choix de prendre qu'est-ce qu'on a, qu'est-ce qu'on nous donne. Et qu'est-ce qu'on fait avec ça? On improvise avec ça pour faire des choses nouvelles avec ça. Même si on ne peut pas avoir qu'est-ce qu'on voudrait. (Juliana)

Certaines participantes ont également rapporté que parfois les aliments donnés dans les services d'approvisionnement alimentaire **ne convenaient pas nécessairement à leurs aptitudes culinaires**. Ainsi, il leur est parfois difficile de transformer les aliments qu'ils reçoivent afin de combler leurs besoins alimentaires lorsque ces aliments sont méconnus ou ne correspondent pas aux préférences personnelles des individus.

Les expériences partagées lors des échanges avec les participant.es démontrent que les personnes en situation d'IA **désirent choisir des aliments qui correspondent à leurs préférences personnelles** et à celles de leur ménage.

Puis, vu, comme un exemple, exemple la viande. Bon, cette semaine, on a le droit de prendre quatre morceaux de viande. Mais, ils vont essayer de prendre quatre morceaux qu'ils connaissent, qu'ils sont surs d'aimer. (Josiane)

On a des choix, puis on a des quantités. Fait que, on n'essaye pas le nouvel aliment, il faut choisir celui-là qu'on connaît déjà (rire). (Lucie)

Mais, quand c'est les gens qui choisissent pour toi, c'est. On n'a pas le choix là alors. C'est comme, c'est donné, c'est donné. C'est pas bon parce que, quand on a faim, c'est pas parce qu'on a faim qu'on va manger tout ce qu'on donne. Parce que, ça marche pas comme ça t'sais (Andres)

Ainsi, l'acceptabilité des aliments offerts en contexte d'aide alimentaire revêt aussi son importance pour les ménages en situation d'IA, qui soulignent que le simple fait d'avoir accès à des aliments n'est pas suffisant si ces aliments ne correspondent pas à leurs préférences et aptitudes culinaires.

5.5.5 La disponibilité

Finalement, la dernière dimension de l'accessibilité ayant été explorée avec les participant.es lors de l'étude concerne la disponibilité des aliments, qui fait référence au nombre et au type de commerces alimentaires et autres sources d'approvisionnement alimentaire présents dans un secteur donné (Caspi et al., 2012; INSPQ,

2013). Cette dimension renvoie également à la **variété et à la qualité des aliments offerts** dans les SAA et SAT disponibles sur le territoire. Certaines barrières subsistent en lien avec cette dimension de l'accessibilité.

D'abord, les participant.es ont rapporté ne pas pouvoir accéder à certains types d'aliments dans les SAA et les SAT des organisations communautaires et d'entraide. Certain.es participant.es ont également souligné que la qualité des aliments qui y sont offerts qui est parfois moindre.

Je dis pas que ce n'est pas bon, mais je dis que ce serait le fun, de temps en temps, d'avoir de la viande fraîche, ou des fruits frais là. (Lucie)

Il y a des fruits qui, ici, n'existent pas. Il y a des légumes aussi, qu'ici on ne retrouve pas. (Juliana)

La principale source d'approvisionnement de ces services d'aide alimentaire est Moisson Québec, ce qui représente une barrière à la disponibilité d'une plus grande variété d'aliments frais. De plus, la disponibilité des produits n'est pas constante dans la plupart des SAA et des SAT qui offrent des aliments abordables. Cet élément représente ainsi une barrière à l'accessibilité pour les ménages en situation d'IA qui ne peuvent pas toujours se procurer les produits recherchés à prix abordable.

De plus, considérant les quantités limitées d'aliments disponibles dans les services d'aide alimentaire, la plupart des SAA et SAT offerts par des organisations communautaires et d'entraide alternent les horaires de distribution des aliments chaque semaine afin que l'offre de produits disponibles soit plus équitable pour tous.

Ils font un groupe de personnes de A, un groupe de personnes de B. Le groupe de A, il va par exemple cette semaine le mercredi. Et le groupe B, ils vont aller jeudi et la semaine prochaine on alterne. Pour que, les autres personnes du groupe B aient aussi la chance d'avoir des bonnes choses le mercredi. (Juliana)

Par ailleurs, dans les organisations offrant des services d'aide alimentaire s'approvisionnant uniquement auprès de Moisson Québec, les personnes qui fréquentent les services n'ont pas accès à certains produits essentiels. C'est notamment le cas des produits ménagers tel que l'illustre le témoignage d'une participante.

Mais, t'sais, on parle de la nourriture, moi je sais bien là, que j'attends de faire mon lavage parce que j'ai pas de savon. Ça peut attendre, mais j'ai pas de savon pour laver mon linge. La je fais ma vaisselle avec du shampoing. Mais que je laisse pas trop tremper parce que ça va goûter le savon. Ça on n'a pas ça, c'est rare qu'on a ça. (Louise)

Ces différents éléments, ainsi que l'absence de sources d'approvisionnement alimentaires offrant des aliments sains, nutritifs et abordables dans certains secteurs du quartier démontrent que des barrières à la disponibilité demeurent présentes sur le territoire.

5.6 Enjeux liés à la planification, la mise en œuvre et la pérennité des services en SA

Les expériences rapportées par les informateur.rices clés ont également permis d'identifier différents enjeux liés à la planification, la mise en œuvre et la pérennisation des services en sécurité alimentaire offerts par les organisations communautaires, d'entraide et scolaires du quartier. Lorsque pris en compte dans une perspective plus large, ces éléments peuvent ultimement représenter des barrières à l'accessibilité aux aliments pour les personnes en situation d'IA.

Le premier élément ayant été identifié comme problématique dans la prestation de services en SA est le **manque de ressources humaines**, et ce, autant dans les organisations publiques que communautaires et d'entraide. Cet enjeu a un impact considérable sur les interventions, qui sont limitées dans leur portée en raison du nombre d'employé.es restreint. Il est alors très difficile pour les organisations d'offrir un ensemble de services pouvant combler les différents besoins de la population du quartier. Trois informatrices clés témoignent de l'impact de cette problématique.

On a aussi un jardin sur le toit, qui n'a pas vu le jour cette année parce qu'il n'y avait plus de direction pendant un certain temps, mais qui reprendra. (Nadia, informatrice clé)

On a une pénurie de main-d'œuvre, tout le monde manque de personnel. (Bianca, informatrice clé)

On manque de personnel, t'sais là moi il me manque deux employés, il faut que je fasse trois postes en ce moment-là. T'sais, les écoles sont débordées, même chose. Fait que ça repose sur vraiment pas beaucoup de gens. (Olivia, informatrice clé)

En raison du manque de ressources humaines, l'accessibilité à plusieurs SAA et SAT repose sur la disponibilité et l'implication de bénévoles, ce qui entraîne une précarité des services. Deux témoignages d'informatrices clés œuvrant au sein d'organismes communautaires illustrent cette difficulté avec laquelle ils doivent composer afin de répondre aux besoins des citoyens en situation d'IA.

T'sais, dans les services de l'épicerie communautaire là j'ai mis sur pied, un bénévole qui raccompagne les gens à un coût de 3\$. Puis, il te ramène directement à ta porte. Fait que ça, pour ce qui est de l'épicerie communautaire ça va, mais tous les gens qui viennent en dépannage, je ne peux pas offrir ce service-là parce qu'on n'a pas de... J'ai un bénévole qui fait les transports, fait que c'est le même bénévole à chaque semaine qui fait les jeudis et les vendredis. Par chance, il est fiable, puis il est là, mais si un jour il n'est pas là. (Nathalie, informatrice clé)

Mais là, encore là, faut trouver des bénévoles qui vont le faire, puis on est un peu à la merci de ça. Je ne peux pas dire : « Ah bien aujourd'hui, je n'ai pas de bénévole, fait que je vais laisser les enfants s'en venir tout seul ». (Nadia, informatrice clé)

En plus du manque de ressources humaines, les organisations communautaires et d'entraide doivent également composer avec des **ressources matérielles insuffisantes**, ce qui se reflète, entre autres, par des enjeux

d'approvisionnement. Les organisations sont ainsi limitées dans leurs interventions, notamment en raison du financement insuffisant et de la quantité limitée de nourriture offerte par Moisson Québec. Il leur est ainsi impossible de combler l'ensemble des besoins présents sur le territoire. Conséquemment, certains citoyen.nes se voient refuser l'accès à leurs services.

T'sais on n'a pas assez de nourriture de Moisson, puis on ne peut pas l'acheter à l'épicerie, est trop chère. Fait qu'on aide moins de familles. Puis, si on n'avait pas les jardins, on serait pas capable d'offrir des légumes aux gens. (Olivia, informatrice clé)

Le vendredi après-midi-là, je n'aurais pas de légumes à donner tant. C'est, la récolte qu'ils ont fait vendredi matin, ça nous a permis de donner des légumes à t'sais une vingtaine de personnes là pour le dépannage du vendredi. (Nathalie, informatrice clé)

Les enjeux ayant été nommés précédemment contribuent à l'**impossibilité** pour les organisations **de répondre à l'ensemble des besoins en sécurité alimentaire**. Le manque de ressources humaines et matérielles a ainsi un impact important sur la prestation de services et la capacité des organisations à combler les besoins en SA.

On a trouvé de bonnes solutions pour combler, t'sais répondre aux besoins. Mais, c'est ça t'sais, après ça on n'a pu la capacité physique quasiment d'y répondre. (Éric, informateur clé)

Puis, c'est ce que j'ai remarqué beaucoup pendant la pandémie que oui, il y avait beaucoup de demandes. J'étais toujours avec l'Armée du Salut, puis des fois ils ne voulaient même pas en prendre parce qu'ils étaient débordés là. Fait que c'est ça, il y a des services, mais c'était débordé. (Sergio, informateur clé)

L'épicerie, mais t'sais on a un nombre de places limitées, on pourrait en prendre plus mais on n'a pas assez de denrées non plus. (Nadia, informatrice clé)

Par ailleurs, les échanges avec les informateur.rices clés ont permis de faire ressortir **des enjeux plus spécifiquement liés à l'immigration**. Les témoignages ont mis en lumière le fait que les ménages ayant immigré récemment pour diverses raisons peuvent présenter des besoins d'une part plus nombreux, et d'autre part, différents de ceux des autres groupes qui composent la communauté du quartier Vanier. Les enjeux liés à la capacité d'accueil des immigrant.es et les longs processus auxquels font face les ménages lors de leur migration compliquent souvent la prestation de services d'aide, et ce, autant au niveau des organisations communautaires, d'entraide que scolaires. Les propos rapportés par ces informateurs clés illustrent ainsi la complexité des enjeux interreliés à la problématique de l'insécurité alimentaire dans le quartier Vanier.

Oui, il y a une reprise d'immigration, écoute, moi, depuis six semaines, à chaque semaine j'accueille des nouveaux élèves qu'on envoie au guichet d'accueil, puis bon le processus est vraiment long après ça avant de les assoir dans une classe. Mais, après ça, une fois que nous on les a installés dans une classe, bien là, il faut les soutenir ces familles-là, il faut les accompagner pour répondre à l'ensemble de leurs besoins. (Éric, informateur clé)

Nous autres on en a beaucoup là [de jeunes immigrants]. Puis là moi, ce que j'ai vécu cet automne, que je n'avais pas vu dans les dernières années, c'est que de plus en plus de, je vais appeler des adolescents

qui arrivent, c'est moins des jeunes de 12-13 ans là, c'est plus, j'en ai beaucoup-là qui ont 14, 15, 16 ans qui sont complètement allophones qui proviennent de systèmes scolaires organisés là, y'a pas eu de coupures nécessairement, mais qui ont des grands besoins. Vous comprenez là, globalement, les parents parlent peu français, puis là c'est eux autres, s'organiser dans le système, pour avoir un emploi. Ils ont souvent un logement, mais c'est précaire, comme vous avez dit là c'est pour une courte période, c'est pour régulariser ou assurer une survie, à moyen long terme de ça, faut qu'ils soient accompagnés. Fait que, y'a beaucoup d'anxiété, beaucoup de stress, beaucoup de tout ce que vous voulez là (Éric, informateur clé)

Bien, nous on en a moins [de réfugiés]. Moi je trouve qu'à Vanier le visage de l'immigration a quand même changé là t'sais nous, en tout cas de mon côté-là. Dans le bassin d'alimentation de Sans-Frontière on a moins d'immigrants, réfugiés et tout ça qui arrivent là et tout ça. Est-ce qu'on a beaucoup d'élèves qui sont immigrants, ça oui on en reçoit là. Puis je vous dirais que c'est des élèves qui ont souvent été scolarisés quand même. Mais, il reste quand même que ces enfants-là, ils ne parlent pas français souvent, là ils ont, y'a un service de francisation puis tout ça et ça amène quand même certaines difficultés à l'occasion, mais ça amène un changement au niveau du visage là, puis au niveau du travail qu'on fait avec ces enfants-là aussi. (Christian, informateur clé)

Ces propos illustrent la diversité des trajectoires de privation dans lesquelles peuvent s'inscrire les besoins non comblés et les problèmes d'accessibilité en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. En raison de la complexité des situations et des besoins qui vont largement au-delà de la sécurité alimentaire, les intervenant.es des différents milieux et organisations peuvent avoir de la **difficulté à identifier les personnes qui présentent des besoins non comblés** dans certains cas, puis également à déterminer ensuite plus spécifiquement quels sont leurs besoins. C'est notamment le cas dans les écoles, où les élèves ne vont pas nécessairement demander de l'aide ou faire part de leurs besoins.

Puis, moi des besoins que je trouve qu'on en a mais des fois ce n'est pas facile de bien cerner qui sont les élèves qui ont vraiment des besoins. T'sais, des fois les parents il y a une question de fierté, puis, on n'est pas nécessairement la première personne qu'ils vont venir voir. Puis, nous on travaille avec des enfants, au secondaire avec les adolescents des fois c'est un petit peu plus facile d'aller chercher l'info. Puis, t'sais les enfants qui ont des problématiques alimentaires, de toutes autres sortes de défis, finissent à moment donné par être bien capable de cacher leurs problématiques. Je pense qu'on est bon pour le déterminer, mais des fois c'est pas facile. (Christian, informateur clé)

Finalement, la précarité dans laquelle se retrouvent les organisations en raison d'un manque d'une part de ressources humaines, d'autre part de ressources matérielles contribue **aux enjeux liés à la pérennisation des services en sécurité alimentaire** dans le quartier Vanier. Deux témoignages partagés par des informateur.rices clés mettent en lumière cette précarité.

Sauf que là, ça grossit à vitesse grand V là, c'est vraiment rendu gros les petits déjeuners. Fait que, c'est ça là on est tout dans ce souci-là de coordination parce que, faut pas que ça repose sur une ou deux personnes parce que nous, on peut être appelés à quitter puis à être mis dans un autre milieu là à n'importe quel moment. Faudrait pas que ce service-là il tombe, parce que ça répond vraiment à un gros, gros besoin. (Éric, informateur clé)

On a à peu près la même population à Vanier qu'à St-Sauveur, sauf qu'à Vanier, contrairement à St-Sauveur, on est presque tous assis ici autour de la table pour combler l'insécurité alimentaire. T'sais, il ne manque pas beaucoup de joueurs ici là aujourd'hui. Tandis que, à St-Sauveur, ils sont des centaines d'organismes. Fait que t'sais, si notre secteur l'insécurité augmente, bien c'est sur juste notre petite gang que ça repose, le fardeau là, on peut pas se le partager à beaucoup. On est le secteur qui a plus besoin. Fait qu'à notre petite gang, c'est vraiment pas beaucoup pour prendre soin de tout ce monde-là. (Olivia, informatrice clé)

Les propos recueillis lors de ce projet d'intervention illustrent la complexité des enjeux auxquels doivent faire face les organisations offrant des services en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. Cela met également en lumière la nécessité de développer des interventions innovantes en misant sur l'expertise des différentes parties prenantes et de travailler en concertation afin d'offrir des services qui, ultimement, répondent mieux aux besoins des citoyen.nes.

5.7 Recommandations des participants

Le troisième objectif du projet d'intervention visait à proposer des recommandations et des pistes d'actions pour répondre aux besoins non comblés et aux problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. Ainsi, lors des groupes de discussion et des entrevues individuelles semi-dirigées, les participant.es ont été invité.es à émettre des recommandations afin d'améliorer l'offre de services en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier de manière à mieux répondre aux besoins des citoyen.nes en situation d'IA. Subséquemment, les recommandations ont été analysées en fonction des différents besoins non comblés en SA, des dimensions de l'accessibilité aux aliments, ainsi que des enjeux énoncés par les informateur.rices clés. Les recommandations effectuées par les participant.es visaient souvent à améliorer plusieurs dimensions de l'accessibilité aux aliments, ce qui illustre l'interdépendance des différents besoins non comblés en SA.

La dimension de l'accessibilité aux aliments pour laquelle les recommandations étaient les plus nombreuses est **l'accessibilité physique**. Ainsi, différentes pistes de solutions ont été discutées avec les participant.es. Les éléments qui sont ressortis de manière plus importante pour cette dimension de l'accessibilité aux aliments sont la création d'**une épicerie ou un marché mobile** et l'amélioration de **l'offre de services alimentaires dans les secteurs actuellement non desservis** tels que le Nord-de-la-Voie-Ferrée et le secteur près du Boulevard Père-Lelièvre. Ces recommandations visaient ainsi à améliorer à la fois l'accessibilité physique aux aliments, l'accessibilité économique via l'offre d'aliments abordables et la disponibilité d'aliments essentiels à une saine alimentation tels que les fruits, légumes et autres aliments de base comme le pain, les œufs, le fromage et le lait par exemple. Une participante mentionne notamment son plus grand souhait en lien avec l'accessibilité aux aliments :

Que ce soit plus proche, puis que ce soit moins cher. (Hyacinthe)

D'autres recommandations concernaient l'instauration de la **gratuité du transport en commun** et l'offre d'une déclinaison de **services de transport**, soit un service de raccompagnement, de covoiturage ou de livraison. Une participante suggère notamment que le transport en commun devrait être gratuit pour certains groupes vulnérables, dont les personnes en situation de pauvreté.

Bien, peut-être, donner l'autobus gratuit pour les gens qui n'ont pas de sous, ça serait déjà beaucoup. Mais avec preuve, t'sais. (Lucie)

Dans leurs propositions, les participant.es attribuaient également une grande importance à l'**accessibilité économique** aux aliments. Notamment, les recommandations effectuées par les participant.es en situation d'IA concernaient l'**amélioration de l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables**. L'une des pistes d'interventions énoncées était notamment l'offre de **boîtes de fruits et légumes** à bas prix ou avec un système de tarification sociale. Les participant.es ont également souligné l'importance de pouvoir choisir les aliments qui s'y trouvent et d'avoir la possibilité d'adapter le format de la boîte en fonction de leurs besoins et moyens financiers.

Bien, moi j'aime l'idée des boîtes de fruits et légumes, parce que ça existe déjà ce service-là et c'est dispendieux. Fait que, quelque chose d'abordable là. Quelque chose à prix modique. (Sophie)

T'sais, tu le choisis ton affaire là. Ce n'est pas personne qui te force à le prendre. (Louise)

Bien, les boîtes de fruits et légumes j'aime bien. Surtout t'sais, tu choisis le format que tu veux, mais aussi de créer ta boîte. Parce que, c'est bien beau mettre des boîtes, mais s'il y en a la moitié que tu manges pas ou que tu peux pas, parce qu'il y a des allergies, des intolérances, puis toutes sortes de raisons que tu peux pas manger les produits là. (Josiane)

Dans une perspective plus large, certain.es participant.es ont mentionné que l'instauration d'un système de **bons alimentaires pour les épiceries** en complémentarité de prestations gouvernementales et de programmes tels que l'aide sociale et la solidarité sociale pourraient améliorer l'accessibilité aux aliments.

Ils devraient plutôt donner des bons là, plutôt que l'aide sociale. Parce qu'il y en a plusieurs qui consomment là-dessus. Avec des bons d'achat, t'es sûr qu'ils le prennent pour la nourriture. (Louise)

Finalement, une participante a également proposé la possibilité de **développer des partenariats avec des producteurs** à l'échelle régionale afin d'améliorer l'accès physique et économique aux aliments tels que les protéines animales, ainsi que contribuer à la revalorisation des surplus et des invendables des entreprises.

Une participante a également suggéré d'offrir **davantage de cuisines collectives**, qui d'une part améliorent l'accès aux aliments et d'autre part, permettent aux participant.es de briser l'isolement et de développer un réseau social.

Ça pourrait être d'offrir plus de services de, t'sais comme des popotes communautaires là si tu veux. De se faire de la popote en groupe, tout le monde se partage un peu la nourriture, au lieu que tout le monde

parte avec ses affaires. Puis, en même temps pour ces personnes-là, des fois ça leur permet t'sais de connaître d'autres personnes, puis de créer des liens, tout ça. (Lucie)

Concernant la **disponibilité** des aliments, les pistes d'interventions recommandées par les citoyen.nes visaient, entre autres, à **augmenter le nombre de jardins dans le quartier**, ainsi qu'à **améliorer l'accès aux aliments frais pour tous**. Les participant.es souhaitaient que davantage d'interventions qui visent à améliorer la variété et la qualité des produits alimentaires disponibles dans le quartier soient mises en place.

Ça serait intéressant d'aller cultiver. (Hyacinthe)

Alors le jardin c'est quelque qui est bon aussi pour interagir avec les gens. (Andres)

En ce qui a trait à l'**acceptabilité**, les pistes de solutions proposées étaient axées sur l'**amélioration des connaissances culinaires** et par rapport aux aliments. Des participantes ont notamment suggéré de proposer des idées de recettes et de faire goûter les aliments qui sont méconnus, afin que les personnes qui fréquentent les services puissent se familiariser avec ceux-ci et diversifier la variété d'aliments consommés.

Les recettes, ça serait super, ça! (Josiane)

Ça serait peut-être de faire goûter [les aliments méconnus]. (Lucie)

Par ailleurs, les participant.es ont souligné qu'il serait souhaitable que les services visant à améliorer la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier offrent **une plus grande diversité d'aliments** afin d'améliorer l'adéquation entre les préférences personnelles des citoyen.nes en situation d'IA et les aliments offerts dans les sources d'approvisionnement alimentaire.

En termes de **commodité**, les participant.es ont suggéré qu'une amélioration pourrait être d'**offrir davantage de services flexibles et modulables** selon les besoins et les préférences personnelles.

Certains ont également mentionné qu'une plus grande **flexibilité dans les critères de participation et d'éligibilité** favoriserait l'accessibilité aux services et aux aliments pour un plus grand nombre de personnes présentant des besoins non comblés en SA.

Oui, c'est ça, changer les critères. Ils donnent accessibilité à tout le monde égaux t'sais. (Andres)

Par ailleurs, il a aussi été souligné qu'il serait pertinent de **proposer des services alternatifs lorsque les services ne sont pas disponibles**, par exemple si un service ferme ses portes pour une période déterminée ou si la capacité maximale du service a été atteinte afin que les personnes présentant des besoins non comblés en SA puissent tout de même obtenir de l'aide.

Proposer des alternatives, ça devrait être automatique ça t'sais. (Lucie)

D'**autres recommandations** visant à améliorer différents aspects de la sécurité alimentaire ont également été énoncées par les participant.es. Notamment, certain.es participant.es ont souligné l'importance de **rendre l'information sur les services plus accessible**, et ce, via des moyens de communication utilisés par les

différents groupes qui composent la population de Vanier et qui y sont adaptés, notamment en ce qui a trait aux enjeux liés à la littératie. Le témoignage de cette participante reflète ce besoin.

C'est qu'il faut qu'il y aille quelque chose fonctionnel. Moi, j'arrive chez nous, je suis mal pris, t'appelles, tu l'as le numéro, que ce soit indiqué telle affaire, oui, vous pouvez avoir du manger telle journée, telle heure. Parce que t'sais, c'est pas tout le monde qui le sait. C'est ça, je trouve qu'il y a un manque de publicité. (Lucie)

Certain.es ont également réitéré la nécessité d'**offrir des services à tous sans distinction** afin de répondre à une plus large gamme de besoins non comblés en SA, de même que des **services plus spécifiques à certains groupes** de la population tels que les personnes âgées et les immigrant.es qui peuvent présenter des besoins particuliers.

Moi je trouve l'aide, il devrait même pas avoir d'âge. Pas d'âge. Que tu sois une personne âgée, jeune adulte là, dans le milieu, le besoin, y est là, y est là. Y'a pas d'âge. Si la personne a besoin d'être accompagnée, que la personne aille 70 ans ou 30 ans, le besoin est là. (Josiane)

Par ailleurs, des informateur.rices clés ont réitéré l'importance d'**améliorer les conditions socioéconomiques** des groupes les plus vulnérables de la population afin de réduire les inégalités sociales, et ultimement, les inégalités sociales en matière d'alimentation. Notamment, deux informateur.rices clés soulignent l'importance d'agir au niveau des déterminants structurels de la SA afin de réduire les inégalités sociales de santé et d'améliorer le bien-être et la santé des populations vulnérables.

Je pense aussi que ça passe par améliorer les conditions dans les autres sphères, si les gens ils paient, leur logement c'est trop cher, c'est logique que ça va retomber sur eux autres. (Sergio, informateur clé)

T'sais, y'a déjà un écart entre la population qui est très vulnérable, puis ceux-là qui le sont, t'sais les personnes riches ici t'sais, puis j'ai l'impression que ça, ça fait juste empirer l'écart qui a en ce moment entre ces personnes-là. Mais là, tout ce qu'on fait actuellement, ça fait juste générer encore plus ça là. Fait qu'en tout cas, pour moi, y'a vraiment quelque chose qui est nécessaire de faire à ce niveau-là. (Bianca, informatrice clé)

Puis, également, une informatrice clé a souligné qu'il pourrait être pertinent d'offrir un **meilleur accès à des ressources qui visent à renforcer les compétences en littératie financière** de la population, et plus particulièrement des jeunes, dans une perspective de développement du pouvoir d'agir des communautés.

Je te dirais que de notre côté, bien t'sais je trouve qu'on en fait quand même beaucoup, je trouve que peut-être au niveau préventif on pourrait en faire plus. T'sais, quand je te parlais justement de comment faire un budget, t'sais comme s'organiser dans la vie en général, si mon loyer me coûte ça, bien qu'est-ce que je peux me permettre de dépenser pour qu'il m'en reste quand même un peu de côté. T'sais, tout ça je trouve que ça manque. (Bianca, informatrice clé)

En terminant, les informateur.rices clés ont effectué différentes **recommandations** en réponse **aux enjeux reliés à la planification, la mise en œuvre et la pérennisation des services en sécurité alimentaire** dans le quartier. Parmi les éléments ayant été soulevés, celui qui est apparu comme le plus important pour les

différentes parties prenantes est l'**amélioration de la coordination et de la collaboration** entre les différents types de services et partenaires œuvrant en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. Pour les participant.es, une plus grande coordination pourrait potentiellement mener à une mise en commun des ressources et pallier certains enjeux auxquels doivent faire face les organisations afin de répondre aux besoins en SA de manière plus concertée.

Bien c'est ça t'sais je pense qu'un des désavantages qu'on soit peu nombreux c'est que ça repose sur nos épaules, mais un des avantages c'est que la coordination de ça, de s'envoyer de la nourriture pour rien perdre, etc. est plus facile. (Olivia, informatrice clé)

Je me dis, c'est sur que mutualiser les services. T'sais, moi j'ai un camion que j'utilise une demi-journée par semaine, est-ce qu'il y aurait moyen de se partager ça? C'est sur qu'il y a des choses que j'aimerais si ça pouvait être fait en collaboration avec les autres organismes. (Nadia, informatrice clé)

Plusieurs informateur.rices clés ont également insisté sur la nécessité de **poursuivre le développement de projets innovants** tel que le mouvement de Quartier Nourricier. Ils soulignent l'importance de miser sur le déploiement d'interventions alignées avec les besoins de la population et qui contribuent au développement des communautés présentes sur le territoire.

Mais l'histoire du quartier nourricier, c'est penser en dehors de la boîte ça, c'est quelque chose de nouveau, on veut comme se donner une structure de quartier pour pouvoir se soutenir, elle est peut-être là la voie, je pense qu'il faut investir là-dedans. Parce que si on essaie de refaire, de reproduire les modèles qui existaient avant, on va se bruler, ça ne fonctionne pas. Faut vraiment être créatif, puis faut vraiment oser penser différemment. (Éric, informateur clé)

Je pense aussi, il y a des projets, c'est de mettre en place ça, que ce soit vraiment la communauté qui le mette en place aussi. C'est une construction collective. (Sergio, informateur clé)

En outre, les participant.es ont également rappelé l'importance d'**assurer la pérennité des services en sécurité alimentaire** dans le quartier Vanier par la mise en place d'interventions structurantes. Ces éléments mettent en évidence la nécessité d'accorder davantage de ressources, notamment financières, aux organisations qui luttent afin d'améliorer la sécurité alimentaire de la population de manière qu'elles puissent mettre en place des solutions permanentes et structurantes qui vont pouvoir contribuer à la promotion de la santé des collectivités dans une perspective durable.

Bien, c'est sûr que ça va être de s'assurer de la pérennité de ces ressources-là. Bon, parce qu'on a parlé de programmes, les programmes, ils ont une durée de vie. Il faut s'assurer que ça puisse aussi survivre là, parce que moi je crois pas qu'on va réussir à corriger ça à 100%, puis que la pauvreté, ça va disparaître là. Non, on s'en va pas vers ça là. (Christian, informateur clé)

Puis, je pense pas qu'on va pouvoir solutionner l'ensemble de ces problèmes-là, à long terme. Fait que, c'est pour ça qu'il faut vraiment comme réfléchir, puis mettre en place des structures ou mettre en place une façon qu'on va finir par s'en sortir, mais après ça on va pouvoir assurer une pérennité dans ces services-là. (Éric, informateur clé)

L'ensemble des recommandations émises à la fois par les personnes en situation d'IA et les informateur.rices clés mettent en lumière la complexité des enjeux liés aux trajectoires d'insécurité alimentaire dans le quartier Vanier. Les contributions de la présente étude afin d'éclairer d'une part les besoins non comblés et les problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier et d'autre part, les recommandations et pistes d'interventions pertinentes aux besoins des communautés locales seront présentées dans la section suivante.

Chapitre 6 – Discussion

Ce projet d'intervention visait d'abord à répertorier et à décrire les services traditionnels et alternatifs agissant sur la sécurité alimentaire actuellement offerts dans le quartier Vanier. Ensuite, le deuxième objectif visait à mieux comprendre les perspectives des personnes en situation d'insécurité alimentaire et des informateur.rices clés œuvrant dans des organisations qui offrent des services en sécurité alimentaire par rapport aux besoins non comblés et aux problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. Enfin, le dernier objectif consistait à proposer des recommandations et des pistes d'actions pour répondre aux besoins et aux problèmes d'accessibilité toujours présents sur le territoire, notamment dans le cadre du développement du mouvement de Quartier Nourricier. Ainsi, le chapitre suivant servira d'abord à poser un regard critique sur la démarche de recherche expérimentée, de même que sur la contribution des résultats au regard de l'état actuel des connaissances afin de positionner l'étude dans le champ de la santé publique. Des pistes d'intervention et de recherche seront également proposées en lien avec les résultats. Par la suite, un retour sur le cadre conceptuel utilisé dans le cadre du projet d'intervention sera effectué, puis les forces et les limites de la démarche méthodologique seront discutées. Finalement, une réflexion sur les implications de mon rôle d'étudiante-chercheuse et d'intervenante en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier conclura cette discussion.

6.1 Contribution de la présente étude et signification des résultats

Cette section vise à souligner la contribution aux connaissances de la présente étude selon les objectifs poursuivis et au regard de la littérature existante sur les thèmes traités.

6.1.1 Répertorier et décrire les services agissant sur la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier

Les résultats liés au premier objectif ont permis de brosser un portrait de la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. D'une part, en mettant en lumière les caractéristiques du territoire et de la population qui ont une incidence sur les trajectoires d'IA des citoyen.nes. D'autre part, en classifiant les différents services qui visent à agir sur la sécurité alimentaire offerts dans le quartier Vanier, et ce autant par les organismes communautaires et d'entraide que les institutions publiques. Cela a notamment permis de mettre en lumière la contribution des institutions scolaires face à la problématique de l'IA et leur importance en tant que partie prenante dans le déploiement d'interventions visant à agir sur la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. Ainsi, les résultats de l'étude permettent d'enrichir les données disponibles sur la problématique de l'insécurité alimentaire dans le contexte local du quartier Vanier. Les échanges avec les participant.es ont également permis de décrire les trajectoires de recours des ménages en situation d'IA aux différentes sources d'approvisionnement présentes

dans l'environnement alimentaire local, puis d'identifier différents facteurs qui influencent le recours ou le non-recours aux SAA et aux SAT présents sur le territoire.

Ainsi, dans un premier temps, les résultats illustrent les trajectoires de recours des participant.es. La majorité des ménages ont rapporté d'abord avoir recours aux SAA, qui représentent leur principale source d'approvisionnement alimentaire. Puis, ils ont indiqué avoir ensuite recours aux SAT tels que les grandes surfaces pour compléter leurs achats alimentaires lorsque nécessaire, et ceux-ci y sont soigneusement planifiés. Ces résultats reflètent ceux observés dans le cadre d'autres recherches menées en contexte québécois (Gallani, 2020; Hamelin et al., 2002).

Par ailleurs, tel que rapporté dans d'autres études, les résultats démontrent que les critères d'éligibilité et de participation mis en place par les organisations qui offrent des SAA et SAT influencent les possibilités pour les ménages en situation d'IA de recourir ou non aux services présents sur le territoire (Gallani, 2020; Tremblay & Clouston, 2006). Également, le manque d'informations par rapport à ces services et la méconnaissance des critères d'admissibilité ont été identifiés comme des barrières à l'utilisation des services en SA par les participant.es, ce qui rejoint les résultats d'autres études (Gallani, 2020; Loopstra & Tarasuk, 2013; Markow et al., 2016; Roncarolo et al., 2015). En outre, l'analyse des propos recueillis lors des entretiens avec les participant.es a permis de mettre en lumière d'autres éléments qui influencent le recours aux services en SA. Notamment, les expériences rapportées illustrent l'incidence que peuvent avoir les facteurs personnels qui restreignent l'utilisation des services tels que les problèmes de santé sur la capacité des ménages à s'approvisionner en aliments. De plus, les expériences vécues par les personnes en situation d'IA et l'appréciation des relations avec le personnel des ressources en SA ont également un impact sur le recours aux ressources disponibles. Finalement, les résultats soulignent des facteurs liés aux dimensions économique et physique de l'accessibilité aux SAA et aux SAT qui ont également une incidence importante sur le recours des participant.es à ces ressources.

Les propos partagés lors des entretiens menés auprès de citoyen.es en situation d'IA démontrent ainsi qu'une large gamme de facteurs influencent leurs opportunités et leurs choix de recourir aux SAA de même qu'aux SAT qui sont disponibles dans le quartier Vanier, et ce, parfois indépendamment de leurs besoins en sécurité alimentaire. Ces différents éléments, lorsque pris en compte avec les besoins non comblés et les problèmes d'accessibilité liés à la SA, permettent ainsi une meilleure compréhension de l'environnement alimentaire du quartier Vanier et de son influence sur les trajectoires d'IA des citoyen.nes.

6.1.2 Identifier les besoins non comblés et les problèmes d'accessibilités liés à la sécurité alimentaire

Le second objectif du projet d'intervention visait à identifier les besoins non comblés et les problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire des citoyen.nes en situation d'IA du quartier Vanier. Les données recueillies lors des groupes de discussion et des entrevues individuelles menés auprès de citoyen.nes en situation d'IA et d'informateur.rices clés ont permis l'atteinte de cet objectif. Ainsi, l'analyse des propos rapportés lors des entretiens contribue à une meilleure compréhension des enjeux rencontrés par les ménages en situation d'IA. Les résultats ont notamment permis de mettre en lumière les différentes contraintes relatives aux dimensions de la sécurité alimentaire et de l'accessibilité aux aliments qui interagissent de manière complexe dans l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables pour les ménages en situation d'IA, et d'identifier celles ayant l'impact le plus important dans le contexte local du quartier Vanier.

Plus spécifiquement, les résultats mettent en évidence différents besoins non comblés liés aux dimensions de la sécurité alimentaire qui sont présents au sein de la population du quartier Vanier, soit l'impossibilité d'accéder à une alimentation suffisante, l'incapacité de se procurer des aliments d'une façon qui respecte la dignité humaine, ainsi que l'aptitude compromise des ménages à acquérir des aliments.

Tel que rapporté dans d'autres études (Gallani, 2020; Hamelin et al., 2002, 2010, 2011; Kirkpatrick et al., 2015), les ménages en situation d'IA n'ont pas les moyens d'accéder à une alimentation suffisante pour combler leurs besoins nutritionnels. Cela se reflète par un manque global de nourriture et une quantité limitée d'aliments frais consommés en raison des contraintes économiques sévères. Par ailleurs, les résultats ont mis en lumière différents sentiments négatifs qui peuvent être ressentis par les personnes en situation d'IA lorsque leur capacité à s'alimenter d'une manière qui respecte la dignité humaine est compromise. En outre, les besoins non comblés en SA des participant.es se reflétaient dans leur aptitude à acquérir des aliments, qui était fortement compromise notamment en raison de diverses barrières liées à l'accessibilité. Les résultats démontrent également des besoins non comblés chez les ménages en situation d'IA rencontrés en lien avec l'accès à l'information et la saine alimentation. La situation de privation dans laquelle se retrouvent les ménages en situation d'IA les obligeait notamment à faire des compromis sur leur alimentation, et ce, autant sur le plan nutritionnel que des préférences personnelles, ce qui reflète les résultats d'autres recherches (Gallani, 2020; Hamelin et al., 2011; Tremblay & Clouston, 2006; Tsang et al., 2011). Ces éléments démontrent l'importance de poursuivre le développement d'initiatives qui favorisent le pouvoir d'agir des individus en situation d'IA, de manière à leur permettre d'acquérir dignement suffisamment d'aliments pour se nourrir.

Les résultats de l'étude ont également permis d'identifier différentes barrières à l'accessibilité aux aliments qui influencent la capacité des ménages en situation d'IA du quartier Vanier à acquérir suffisamment d'aliments pour combler leurs besoins. Comme rapporté par d'autres auteur.es, les dimensions de l'accessibilité qui

apparaissent comme les plus importantes pour les ménages en situation d'IA sont l'accessibilité économique et physique aux aliments (Caspi et al., 2012; Drisdelle et al., 2020; Kasparzak et al., 2021; Markow et al., 2016; Pérez et al., 2017; Renaud & Royer, 2012).

Ainsi, ces résultats réitèrent d'une part l'importance des facteurs économiques liés à la pauvreté dans l'accessibilité aux aliments. D'autre part, ils permettent d'acquérir une compréhension plus spécifique des barrières à l'accessibilité économique rencontrées par les ménages en situation d'IA dans le contexte du quartier Vanier. L'analyse des propos rapportés par les participant.es a permis de mettre en évidence la manière dont l'accessibilité économique aux aliments est compromise en raison du revenu insuffisant des ménages pour couvrir l'ensemble de leurs dépenses essentielles, ce qui reflète les données rapportées dans la littérature (Chénier et al., 2023; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Tarasuk et al., 2022). Par ailleurs, les résultats démontrent que le coût élevé des aliments a un impact négatif sur la capacité des ménages à combler leurs besoins alimentaires. Les expériences rapportées par les participant.es mettent en lumière le fait que l'alimentation demeure une dépense compressible dans laquelle les ménages vont faire des sacrifices afin de pouvoir combler leurs autres besoins de base tels que le logement, le transport et les soins de santé. L'impact de la pauvreté sur la capacité des individus à se nourrir convenablement, et particulièrement dans le contexte actuel où les différentes sphères de dépenses connaissent une inflation importante, apparaît ainsi de manière encore plus marquée. Les nombreuses barrières à l'accessibilité économique aux aliments obligent ainsi les ménages à faire des choix par rapport à leur alimentation, qui se traduisent par des compromis importants sur la quantité et la qualité d'aliments consommés.

Les résultats de l'étude ont également permis d'identifier différentes barrières à l'accessibilité physique rencontrées par les ménages en situation d'IA pour se procurer des aliments nutritifs et abordables. Les propos recueillis démontrent que les obstacles les plus importants à l'accès physique aux aliments sont les déplacements difficiles, qui représentent une barrière particulièrement importante pour les ménages qui ne possèdent pas de voiture et doivent se déplacer à pied ou à l'aide de transports en commun. Leurs possibilités en matière de sources d'approvisionnement alimentaire sont alors beaucoup plus limitées que celles des ménages qui possèdent un véhicule. Ces résultats sont alignés avec ceux recueillis dans d'autres études (Caspi et al., 2012; Drisdelle et al., 2020; Gallani, 2020; Markow et al., 2016; Pérez et al., 2017). Les résultats mettent en évidence le fait que ces déplacements sont particulièrement difficiles en hiver, alors que les ménages doivent faire face aux intempéries qui représentent une barrière supplémentaire dans le contexte local du quartier Vanier. Les expériences partagées lors des entretiens illustrent également l'incidence des problèmes de santé sur la mobilité des personnes en situation d'IA, ainsi que les contraintes qui découlent des coûts élevés associés au transport et des distances importantes à parcourir pour acquérir des aliments sains, nutritifs et abordables dans le quartier Vanier. De plus, les participant.es ont souligné l'absence de SAA et de SAT dans certains secteurs du quartier, ce qui représente une barrière importante à l'accès aux aliments pour les ménages en

situation d'IA. Ces résultats mettent en évidence l'importance de la considération des barrières à l'accessibilité physique aux aliments dans le déploiement d'interventions en SA.

Par ailleurs, les résultats ont également souligné l'influence de différentes barrières liées aux dimensions de la commodité, de l'acceptabilité, ainsi que de la disponibilité des aliments. Notamment, le projet d'intervention a permis d'identifier différents obstacles à la commodité des services en sécurité alimentaire, où une certaine inadéquation entre les ressources, les critères d'admissibilité aux services et les besoins des personnes en situation d'IA demeure. Ces résultats font écho à ceux énoncés dans des études portant sur les expériences vécues par des ménages en situation d'IA en Amérique du Nord (Hamelin et al., 2010; Haynes-Maslow et al., 2015; Kasparzak et al., 2021; Loopstra & Tarasuk, 2015). Dans le contexte local du quartier Vanier, les résultats soulignent l'importance de considérer les besoins spécifiques de certains groupes de la population dans le déploiement des initiatives, notamment des personnes âgées, des personnes qui présentent des problèmes de santé, ainsi que des personnes immigrantes. En ce qui a trait à la dimension de l'acceptabilité, les résultats mettent en lumière certains facteurs qui représentent des obstacles à la SA des ménages du quartier Vanier, soit une certaine inadéquation entre les aliments proposés dans les services et les préférences personnelles. Les ménages présentaient un désir de choisir d'une part des aliments qui correspondent à leurs aptitudes culinaires, et d'autre part à leurs préférences personnelles. Ces éléments renforcent les résultats obtenus dans d'autres études (Haynes-Maslow et al., 2015; Loopstra & Tarasuk, 2013; Pérez et al., 2017; Roncarolo et al., 2016). Finalement, les résultats de l'étude ont permis de souligner l'importance de la disponibilité d'une variété d'aliments abordables et de qualité dans les SAA et les SAT fréquentés par les ménages en situation d'IA pour combler leurs besoins alimentaires.

Au regard de ces éléments, les données produites démontrent l'importance de la prise en compte des barrières à l'accessibilité et des besoins non comblés en SA des citoyen.nes en situation d'IA dans la planification et la mise en œuvre des interventions afin de développer des solutions qui soient alignées avec les différents besoins des communautés locales.

6.1.3 Proposer des recommandations et de pistes d'actions pour répondre aux enjeux liés à l'IA

Le troisième objectif du projet d'intervention visait à proposer des recommandations et des pistes d'actions pour répondre aux besoins non comblés et aux problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. Ainsi, dans la section suivante, différentes recommandations seront effectuées au regard des résultats de l'étude et dans la perspective du développement du mouvement de Quartier Nourricier qui vise à consolider une communauté locale qui produit, transforme et distribue localement et solidairement des aliments sains, nutritifs et abordables, par et pour elle-même. Différentes pistes d'interventions proposées par les citoyen.nes et les informateur.rices clés ayant participé à cette étude seront ainsi présentées. Ces recommandations de

pistes d'actions seront bonifiées au regard de l'état actuel des connaissances par rapport à ce champ d'intervention en santé publique. Par ailleurs, des principes clés sur lesquels devraient s'appuyer les interventions en sécurité alimentaire afin de contribuer à la réduction des inégalités sociales de santé seront soulignés. Par ces différents éléments, les résultats de l'étude contribuent ainsi à la mise en lumière de pistes de solutions pouvant améliorer l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs et abordables pour les ménages en situation d'IA dans le contexte local du quartier Vanier.

Recommandations et pistes d'actions

Dans un premier temps, il convient de souligner certains éléments qui permettent de mieux cerner les facteurs à considérer dans l'amélioration des SAA et SAT présents sur le territoire et le développement de futures initiatives en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. Notamment, les données démontrent que les trajectoires d'IA des citoyen.nes du quartier Vanier sont fortement diversifiées. Ainsi, ces résultats mettent en lumière l'importance de développer une gamme d'interventions adaptées aux besoins des différentes communautés vulnérables à l'IA dans le quartier Vanier puisqu'elles peuvent présenter des besoins qui leur sont spécifiques. Par ailleurs, la complexité des interrelations entre les différents besoins non comblés et les problèmes d'accessibilité liés à la SA mettent en évidence la nécessité de développer des interventions qui agissent sur plusieurs dimensions et types de barrières simultanément.

Considérant ces éléments et dans la perspective du développement du Quartier Nourricier, les résultats ont permis d'identifier différentes pistes de solutions agissant sur les déterminants de la SA via le déploiement d'un système alimentaire sain, durable et équitable qui contribue à améliorer l'accès aux aliments nutritifs et abordables dans le quartier Vanier pour les populations vulnérables. Notamment, les propos rapportés par les participant.es et la littérature ont permis d'identifier différents types d'interventions qui peuvent contribuer à améliorer à la fois l'accessibilité économique et physique, de même que la commodité, l'acceptabilité et la disponibilité des aliments sains, nutritifs et abordables à différents degrés. Ces recommandations et pistes d'actions sont résumées dans le tableau 6, où l'on distingue les propositions des citoyen.nes en situation d'IA, de celles des informateur.rices clés, ainsi que de celles de la littérature.

Tableau 6. Recommandations et pistes d'actions pour améliorer l'accessibilité aux aliments

Recommandations et pistes d'actions	Citoyen.nes	Informateur.rices clés	Littérature
Accessibilité économique			
Créer une épicerie ou un marché mobile	✓	✓	✓
Offrir des boîtes de fruits et légumes abordables	✓		✓
Offrir des bons d'achat alimentaires pour les SAT	✓		✓
Instaurer la tarification sociale dans les SAA	✓		✓
Offrir des cuisines collectives	✓		✓
Créer un café communautaire			✓
Créer une épicerie solidaire		✓	✓
Créer des groupes d'achats collectifs	✓		✓
Créer un marché public		✓	✓
Développer des partenariats avec des producteurs à l'échelle régionale	✓		✓
Accessibilité physique			
Créer une épicerie ou un marché mobile	✓	✓	✓
Améliorer l'offre alimentaire dans les commerces de proximité	✓		✓
Améliorer l'offre de services alimentaires dans les secteurs non desservis	✓	✓	✓
Instaurer le transport en commun gratuit	✓		✓
Offrir des services de transports pour les SAA (raccourcement, covoiturage ou livraison)	✓	✓	✓
Acceptabilité			
Offrir des outils et services pour améliorer les connaissances culinaires (ex. proposer des recettes, faire goûter les aliments méconnus)	✓	✓	✓

Diversifier l'offre alimentaire dans les SAA	✓		✓
Commodité			
Offrir des services flexibles et modulables selon les besoins et préférences personnelles	✓		✓
Instaurer des critères de participation et d'éligibilité plus flexibles	✓		✓
Proposer des services alternatifs lorsque les SAA ne sont pas disponibles	✓		
Intégrer les services dans des lieux fréquentés par les ménages	✓		✓
Disponibilité			
Accroître la production d'aliments locaux	✓	✓	✓
Augmenter le nombre de jardins	✓	✓	✓
Créer des poulaillers urbains			✓
Créer des serres collectives			✓
Adopter des politiques publiques qui favorisent le développement d'environnements favorables à la santé et de systèmes alimentaires sains, durables et équitables		✓	✓
Autres recommandations			
Rendre l'information sur les SAA plus accessible	✓		✓
Offrir des services à tous sans distinction	✓		
Offrir des services spécifiques à certains groupes de la population	✓		✓
Améliorer les conditions socioéconomiques des groupes les plus vulnérables	✓	✓	✓
Améliorer l'accès aux ressources qui visent à renforcer les compétences en littératie financière		✓	

Améliorer la coordination et la collaboration entre les organisations qui offrent des services en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier		✓	
Poursuivre le développement de projets innovants		✓	
Assurer la pérennité des services en sécurité alimentaire par la mise en place d'interventions structurantes		✓	

Plusieurs canaux de distribution des aliments pouvant agir sur différentes dimensions de l'accessibilité ont notamment été suggérés par les participant.es, soit : la création d'une épicerie ou d'un marché mobile, la distribution de boîtes de fruits et légumes abordables, de même que l'amélioration de l'offre alimentaire dans les commerces de proximité tels que les dépanneurs. Plusieurs études se sont penchées sur ces différentes interventions qui ont le potentiel d'améliorer de multiples dimensions de l'accessibilité, elles soulignent l'importance de tenir compte des contraintes auxquels font face les ménages en situation d'IA dans leur déploiement afin qu'elles rejoignent réellement les ménages en situation de vulnérabilité (Drisdelle et al., 2020; Haynes-Maslow et al., 2015; Kasparzak et al., 2021; Loopstra & Tarasuk, 2013; Renaud & Royer, 2012; Roncarolo et al., 2015, 2016; Tsang et al., 2011). Par ailleurs, un projet pilote visant à améliorer l'offre alimentaire dans les commerces de proximité mené dans la région de la Capitale-Nationale a mis en évidence différentes barrières qui peuvent ressortir lors de la mise en œuvre d'une telle intervention (Lepage, 2017). Les résultats de ce projet ont démontré l'importance de miser sur les conditions de nature stratégiques et opérationnelles ayant été identifiées afin de favoriser la réussite de ce type d'intervention (Lepage, 2017). Les résultats ont également permis d'identifier d'autres interventions potentielles qui visent à agir, entre autres, sur l'accessibilité physique telles que l'instauration de la gratuité du transport en commun pour les populations vulnérables et l'offre d'une diversité de services de transports ou de livraison. D'autre part, la littérature met également en lumière d'autres initiatives qui pourraient être pertinentes à explorer dans le contexte du quartier, soit : un café communautaire, une épicerie solidaire, des groupes d'achats collectifs, ainsi qu'un marché public (Chénier, 2019; Chénier et al., 2023; Horning et al., 2021; Renaud & Royer, 2012; Siegner et al., 2018).

Des interventions qui visent à améliorer l'accessibilité économique ont également été recommandées par les ménages en situation d'IA. Notamment, les participants.e ont suggéré l'instauration de bons d'achat alimentaires pour les ménages vulnérables, ce qui rejoint les résultats de plusieurs études (Bartlett et al., 2015; Engel & Ruder, 2020; Ferdinand et al., 2017; Gillies et al., 2021), dont une recherche mise en œuvre au Québec qui avait démontré l'acceptabilité sociale de cette intervention (Blouin et al., 2019). Les résultats illustrent également le potentiel de la tarification sociale pour les marchés mobiles ou publics, ainsi que pour les boîtes de fruits et

légumes. De plus, les participant.es ont démontré un intérêt pour la mise sur pied de groupes d'achats qui pourraient être développés dans le cadre de potentiels partenariats avec des producteurs à l'échelle régionale afin de favoriser l'accessibilité physique et économique à une plus grande variété d'aliments, dont les produits frais tels que le lait, les œufs, le fromage, le pain et la viande. Par ailleurs, certain.nes participant.es ont proposé de mettre en place davantage de cuisines collectives afin de favoriser l'accès économique aux aliments, la participation citoyenne et la création de liens sociaux.

Finalement, des interventions visant à améliorer les dimensions de l'acceptabilité, de la commodité et de la disponibilité ont été recommandées. Notamment, concernant l'acceptabilité, les participant.es ont suggéré d'une part d'offrir des services permettant d'améliorer les connaissances culinaires et celles liées aux aliments. Les outils, les services et le matériel éducatif qui visent à intervenir sur ces déterminants devraient prendre en considération la diversité culturelle et le niveau de littératie des populations qui sont vulnérables à l'IA dans le quartier Vanier. D'autre part, les participant.es ont recommandé d'améliorer l'offre alimentaire dans les SAA et les SAT du quartier en proposant une plus grande diversité d'aliments qui correspondent davantage aux préférences personnelles. En ce qui a trait à la commodité, les participant.es ont suggéré d'offrir davantage de services qui sont modulables selon les besoins des communautés et de flexibilité concernant les critères d'éligibilité et de participation à certains services. Par exemple, en favorisant des services où les individus peuvent choisir leurs aliments, ainsi qu'en intégrant des services dans des lieux que les ménages en situation d'IA fréquentent dans leurs activités quotidiennes (écoles, parcs, camps de jours, etc.) afin de réduire les barrières aux différentes dimensions de l'accessibilité aux aliments. De plus, les participant.es ont souligné la nécessité d'offrir des services d'aide alimentaire à tous sans distinction afin de répondre aux besoins non comblés en SA d'un plus grand nombre de ménages vulnérables à l'IA. En terminant, des recommandations concernant l'amélioration de la disponibilité des aliments ont également été émises. Ces pistes d'interventions visaient notamment à poursuivre le développement de solutions qui visent à accroître la production d'aliments locaux. Différentes interventions peuvent être développées en ce sens, notamment, via le déploiement d'initiatives telles que des jardins (de maisons, communautaires, collectifs, partagés, sur les toits), des poulaillers urbains ou encore des serres collectives (Chénier et al., 2023; Haynes-Maslow et al., 2015; Renaud & Royer, 2012). Afin de favoriser la planification et la mise en œuvre de ces canaux de production, il importe de soutenir l'adoption de politiques aux différents paliers gouvernementaux afin que l'aménagement du territoire en milieux urbains s'inscrive dans des objectifs qui sont alignés avec le développement d'environnements favorables à la santé et de systèmes alimentaires sains, durables et équitables (Siegener et al., 2018; Sonnino, 2019; Steenkamp et al., 2021). Ces politiques devraient viser à faciliter la coordination entre les différentes parties prenantes et les divers secteurs qui sont appelés à intervenir dans le développement de systèmes alimentaires locaux (Siegener et al., 2018; Sonnino, 2019; Vieira et al., 2018). Ces éléments pourraient contribuer à améliorer la justice alimentaire via une plus grande participation des communautés, favorisant ainsi l'inclusion

sociale et la collaboration des individus à l'échelle locale (Siegener et al., 2018; Sonnino, 2019; Vieira et al., 2018).

Principes clés d'intervention

La littérature démontre que les interventions en sécurité alimentaire doivent toutefois être développées avec un souci particulier pour les besoins des populations les plus vulnérables afin de ne pas contribuer à l'exacerbation des inégalités sociales liées à l'alimentation (Drisdelle et al., 2020; Loopstra & Tarasuk, 2013; Roncarolo et al., 2015, 2016). Ainsi, il est nécessaire de porter une attention particulière à la manière dont les interventions sont déployées, aux personnes ciblées par celles-ci et à celles qui y participent réellement afin de minimiser les risques d'augmenter les inégalités sociales de santé. Dans cette perspective, il est important de tenir compte des contraintes auxquelles font face les populations vulnérables dans l'offre de SAA et de s'assurer qu'elles profitent aux populations visées, de manière à ne pas contribuer à creuser les écarts sur le gradient social et de santé (Drisdelle et al., 2020; Loopstra & Tarasuk, 2013; Roncarolo et al., 2015, 2016).

De ce fait, différents principes qui visent à la réduction des inégalités sociales de santé devraient être pris en compte lors de la planification, de la mise en œuvre et de l'évaluation des interventions en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. Notamment, trois principes reconnus devraient guider l'action par rapport à cette problématique, soit la concertation d'une diversité d'acteur.rices, la participation citoyenne, ainsi que le renforcement du pouvoir d'agir des individus et des communautés (Hyppolite, 2012). Pour parvenir à développer des interventions coordonnées, complémentaires et innovantes qui répondent à la diversité de besoins en SA présents au sein de la population, il sera nécessaire de poursuivre le déploiement de processus cocreatifs qui intègrent différents types de connaissances, de compétences, d'expériences et d'expertises (Blouin et al., 2019; Hyppolite, 2012; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009). Ainsi, afin de renforcer le système alimentaire local, il serait préférable de favoriser le développement d'initiatives qui reposent sur la mise en commun des forces, des connaissances et des moyens d'agir de différentes parties prenantes présentes sur le territoire (Beauvais, 2020; Hyppolite, 2012; Siegener et al., 2018). Notamment, la mobilisation des différents organismes communautaires, entreprises et institutions publiques devrait être consolidée afin de favoriser ces opportunités qui permettent d'associer les savoirs et les ressources dans une perspective d'amélioration de l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs, abordables et durables (Beauvais, 2020). Ainsi, il serait intéressant de poursuivre la création de partenariats innovants avec des acteur.rices qui agissent traditionnellement en dehors des services en sécurité alimentaire, mais qui possèdent des ressources qui peuvent contribuer à agir positivement sur la SA des communautés en améliorant l'accès aux aliments sains. De plus, dans une perspective qui vise à accroître la portée des initiatives en SA et à mieux répondre aux besoins des citoyen.nes, la participation citoyenne, et plus particulièrement celle des communautés vulnérables à l'IA, devrait être favorisée, et ce, autant dans l'élaboration, la mise en œuvre que l'évaluation des interventions (Blouin et al., 2019; Hyppolite, 2012;

Kirkpatrick & Tarasuk, 2009). Par ailleurs, afin de développer des interventions qui répondent mieux aux besoins des individus en situation d'IA, l'implication des citoyens dans les différentes étapes du système alimentaire du quartier, de la production à la distribution, dans une optique qui vise à renforcer le pouvoir d'agir, l'autonomie alimentaire et l'inclusion sociale des communautés devrait être favorisée (Beauvais, 2020; Siegner et al., 2018). Notamment, le renforcement de l'autonomie, du pouvoir d'agir et des compétences des individus et des communautés passe par un niveau de participation élevé (Hyppolite, 2012). Finalement, l'application de ces trois principes devrait permettre le développement de solutions collectives et innovantes qui sont davantage adaptées aux particularités du quartier, et ce, dans une perspective qui vise à diminuer l'impact des enjeux rencontrés par les organisations qui œuvrent en sécurité alimentaire (Beauvais, 2020; Galarneau, 2020).

Impact limité des interventions à l'échelle des communautés

Par ailleurs, il convient de rappeler les impacts limités que peuvent avoir les interventions mises en œuvre à l'échelle locale sur la situation des ménages en situation d'IA sans l'adoption concomitante de politiques publiques qui visent à améliorer les conditions socioéconomiques des populations et à réduire les iniquités présentes au sein des communautés (Chénier et al., 2021; Tarasuk et al., 2022). Ainsi, les recommandations et les pistes d'actions proposées dans cette section visent à agir sur les déterminants individuels et les déterminants collectifs intermédiaires de la sécurité alimentaire des communautés. Toutefois, considérant que les conditions sociales et économiques qui génèrent et maintiennent l'insécurité alimentaire des ménages sont profondément ancrées, il importe de rappeler la nécessité de développer des réponses gouvernementales à l'échelle fédérale, provinciale et municipale visant à agir sur les causes de l'IA, soit les déterminants collectifs structurels (Chénier et al., 2021; Tarasuk et al., 2022). Les pistes d'interventions visant à agir sur ces déterminants seront notamment discutées dans la section suivante.

6.2 Pistes d'intervention et de recherche

Les résultats du projet d'intervention permettent d'éclairer différentes perspectives en santé publique, et ce, tant sur le plan de l'intervention que sur celui de la recherche. La section suivante présente ainsi les perspectives qui pourraient être explorées dans chacun de ces domaines.

6.2.1 Pistes d'intervention

Il importe de rappeler que bien qu'au Canada, les interventions à l'échelle des communautés telles que les SAA et SAT offerts par les organisations communautaires, d'entraide et scolaires du quartier représentent la principale réponse à l'IA, les données de différentes études démontrent que seulement 20 à 30% des ménages en situation d'IA utilisent ces ressources (Hamelin et al., 2011; Kirkpatrick & Tarasuk, 2009; Loopstra & Tarasuk, 2015; Pérez et al., 2017). Cet élément, couplé à l'augmentation de la prévalence et de la sévérité de l'IA au

Canada, au Québec et dans la région de la Capitale-Nationale met en évidence la nécessité d'intervenir plus largement sur cette problématique (Institut national de santé publique du Québec, 2023; Tarasuk et al., 2022). Les données démontrent qu'afin de diminuer l'insécurité alimentaire et d'améliorer l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs et abordables, il est nécessaire d'adopter une approche multidimensionnelle (Chénier et al., 2023; MSSS, 2022; Tarasuk et al., 2022). Cette approche devrait intégrer d'une part des interventions agissant à l'échelle des communautés, et d'autre part des interventions agissant au niveau des politiques publiques afin d'intervenir à la fois sur les besoins immédiats des ménages et sur les solutions à long terme qui visent à améliorer la santé des populations (Chénier et al., 2023; Tarasuk et al., 2022). Ces réponses gouvernementales à l'échelle municipale, provinciale et fédérale devraient être fondées sur les données probantes. Les résultats de plusieurs études ont notamment mis en lumière l'impact positif des politiques publiques qui visent à augmenter les ressources financières des ménages à faible revenu (Brown & Tarasuk, 2019; Ionescu-Iltu et al., 2015; Li et al., 2016; Loopstra et al., 2015; McIntyre et al., 2016; Men, et al., 2021; Tarasuk et al., 2019, 2022). Ces politiques devraient permettre d'assurer un revenu viable à l'ensemble de la population afin de garantir un pouvoir d'achat suffisant pour couvrir l'ensemble des dépenses liées aux besoins essentiels, et ce, sans compromettre la capacité des individus à s'alimenter sainement et en quantité suffisante (Chénier et al., 2023; Tarasuk et al., 2022). Il importe également de souligner la nécessité de mettre en place des mesures à l'échelle locale, provinciale et fédérale afin d'assurer la pérennité des services qui répondent aux besoins importants en SA actuellement présents sur le territoire.

Toutefois, il est pertinent de rappeler que les acteur.rices des communautés des différents secteurs d'activité disposent également de leviers pertinents pour agir sur le pouvoir d'achat et les conditions de vie qui influencent la capacité des ménages à s'alimenter sainement (Chénier et al., 2021). Notamment, en participant activement aux débats publics sur les politiques qui favorisent l'équité et la mise en place de revenus viables, en produisant des données probantes, en favorisant un développement économique inclusif et qui vise à créer des emplois de qualité à l'échelle locale et territoriale, ainsi qu'en contribuant à rendre l'accès à l'habitation et au transport plus abordables (Chénier et al., 2021). Finalement, afin d'assurer un accès aux aliments sains pour l'ensemble des communautés, ces interventions devraient être coordonnées avec des actions qui agissent sur le système alimentaire dans une perspective qui vise l'équité, la durabilité, la proximité et la santé des collectivités (Chénier et al., 2021).

6.2.2 Pistes de recherche

À la lumière des connaissances actuelles, davantage d'études sont nécessaires afin d'approfondir la compréhension de cette problématique et l'influence des différentes dimensions de l'accessibilité aux aliments sains, nutritifs et abordables sur la sécurité alimentaire des communautés défavorisées.

Il serait notamment pertinent de mener des études qualitatives avec un plus grand nombre de participants, incluant des citoyen.nes en situation d'IA qui ne fréquentent pas couramment les services offerts en sécurité alimentaire afin d'étoffer les connaissances concernant les différents types de besoins présents sur le territoire. Également, de futures recherches devraient porter une attention particulière à certains groupes vulnérables tels que les personnes âgées et les immigrant.es, afin d'identifier l'impact de ces particularités sur les trajectoires d'IA dans le contexte spécifique du quartier Vanier. Cela permettrait de mieux circonscrire les pistes d'interventions pouvant répondre au plus grand nombre de besoins particuliers présents chez ces populations. Finalement, d'autres études seront nécessaires afin de mieux comprendre la portée et les effets des initiatives alimentaires alternatives qui visent à favoriser l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables pour les populations les plus vulnérables, de même que les facteurs qui favorisent leur implication et leur utilisation des SAA.

Par ailleurs, dans le contexte local du quartier Vanier, il serait intéressant de poursuivre les recherches concernant les voies de distribution afin d'identifier celles permettant de contourner le plus grand nombre de barrières à l'accessibilité aux aliments, et ce, en tenant compte des enjeux et des besoins des communautés présentes sur le territoire. De plus, il pourrait être pertinent de mener des études visant à identifier plus spécifiquement des pistes de solutions afin de renforcer la collaboration, les partenariats et la concertation entre les différentes parties prenantes concernées par les enjeux liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier. Il importe aussi de souligner l'importance d'inclure les personnes résidant sur les territoires concernés dans les recherches portant sur l'environnement alimentaire et l'accessibilité aux aliments via l'adoption de méthodologies participatives, de manière à assurer des résultats plus significatifs.

Finalement, dans une perspective plus globale, il serait pertinent de mener des recherches portant sur les enjeux liés à la planification, la mise en œuvre et la pérennisation des interventions en SA dans des contextes où les ressources humaines et matérielles sont limitées et où plusieurs secteurs d'activités doivent travailler conjointement. Il pourrait également être intéressant de se pencher sur les enjeux liés à la gouvernance de nouveaux systèmes alimentaires sains, durables et équitables et aux pistes de solutions pertinentes pour intervenir sur ces enjeux afin d'ultimement améliorer l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables pour l'ensemble de la population. Finalement, les données d'une récente étude démontrent l'importance de considérer les iniquités raciales qui apparaissent comme un facteur déterminant de vulnérabilité à l'IA au Canada (Dhunna & Tarasuk, 2021). Les futures recherches et politiques publiques portant sur l'IA devraient ainsi s'intéresser au rôle du racisme à l'échelle systémique et institutionnelle par rapport à cette problématique (Dhunna & Tarasuk, 2021).

6.3 Retour sur le cadre conceptuel

Il convient d'effectuer un bref retour réflexif sur l'utilisation du cadre conceptuel sur la sécurité alimentaire de Chénier et ses collaborateurs (2022). Notamment, les différentes dimensions de la sécurité alimentaire qui y sont énoncées sont alignées avec celles mises en lumière dans le cadre de l'étude, et elles ont permis d'illustrer les différents besoins non comblés liés à la SA des citoyen.nes participant.es. Une autre force du cadre conceptuel utilisé est qu'il permet de considérer l'ensemble des sources d'approvisionnement alimentaire présentes dans l'environnement alimentaire local et de brosser un portrait plus juste des trajectoires d'approvisionnement des citoyen.nes en situation d'IA du quartier. Par ailleurs, la bonification du concept d'accessibilité aux aliments tel que défini par Caspi et al. (2012) a permis de mettre en lumière une diversité de problèmes liés à l'accessibilité présents dans l'environnement alimentaire local et influençant la capacité des individus à s'alimenter sainement et en quantité suffisante dans le quartier Vanier. Il fut ainsi pertinent d'élargir le concept d'accessibilité aux aliments à des dimensions qui vont au-delà de l'accès physique et économique aux aliments. Ces éléments ont permis de mettre en évidence la complexité des enjeux liés à la sécurité alimentaire rencontrés par les communautés du quartier et de mieux comprendre les éléments sur lesquels il est pertinent d'agir afin d'améliorer l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables.

6.4 Forces et limites du projet d'intervention

Le projet d'intervention comportait différentes forces et limites qu'il convient de souligner. Notamment, parmi les principales forces de l'étude, notons le fait que les résultats rassemblent à la fois les perspectives des ménages en situation d'IA et celles des acteur.rices clés qui œuvrent en sécurité alimentaire dans le quartier, ce qui permet d'enrichir les données québécoises et canadiennes disponibles sur le sujet. Un second aspect qui constitue une force est la réalisation du projet selon les principes de recherche-action participative, en réunissant les milieux universitaire, institutionnel et communautaire afin d'enrichir les données et d'augmenter le potentiel de retombée des résultats dans une perspective de développement d'interventions. Puis, la méthodologie mixte ayant été utilisée représente aussi un aspect qui contribue à enrichir les connaissances puisque le volet quantitatif a permis de brosser un portrait plus précis de la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier et le volet qualitatif a permis de mieux comprendre l'interaction complexe entre les différentes dimensions de la sécurité alimentaire et de l'accessibilité aux aliments. L'intégration des différentes perspectives des citoyen.nes en situation d'IA et des acteur.rices clés du quartier permet également d'assurer une meilleure compréhension des enjeux rencontrés par les communautés locales. Finalement, le projet permet de combler le manque de données sur les besoins non comblés et sur les problèmes d'accessibilité aux aliments sains et abordables en contexte québécois et selon la perspective de communautés défavorisées vulnérables à l'IA.

Par ailleurs, le projet comportait également certaines limites. Notamment, le petit nombre de citoyen.nes ayant participé puisqu'il y a eu plusieurs pertes de suivi pour différentes raisons (imprévu, maladie, changement au niveau de la situation financière du ménage, etc.). De plus, un petit nombre d'acteur.rices œuvrant au sein d'organisations communautaires et scolaires du quartier n'ont pu participer à l'étude en raison du manque de ressources humaines disponibles. Ces éléments contribuent à limiter la portée des résultats. Également, il convient de souligner que la stratégie de recrutement et la méthode d'échantillonnage peuvent entraîner un biais de sélection. De plus, les citoyen.nes recrutés fréquentaient tous des services en sécurité alimentaire, ainsi l'échantillon n'est pas nécessairement représentatif de l'ensemble des personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire qui présentent des besoins non comblés et des problèmes d'accessibilités liés aux aliments dans le quartier. Dans le cadre de la collecte de données qualitatives, il importe également de tenir compte du possible biais de désirabilité sociale qui peut se refléter dans le discours des participant.es, ce qui peut teinter les propos partagés. Finalement, les résultats devraient être considérés comme exploratoires puisque la saturation des données n'a pas pu être atteinte. Ainsi, les perspectives énoncées dans les groupes de discussion et les entrevues individuelles ne peuvent être généralisées à l'ensemble de la population et des acteur.rices œuvrant en sécurité alimentaire sur le territoire. L'analyse produite découle des propos ayant été recueillis spécifiquement auprès de ces personnes et vise à refléter les expériences et réalités qui leur sont propres.

6.5 Réflexion sur le rôle d'étudiante-chercheuse VS intervenante

Durant la réalisation de mon projet de recherche, mon entrée en poste comme intervenante en sécurité alimentaire pour un organisme communautaire impliqué dans la recherche m'a permis d'élargir ma perspective sur les enjeux rencontrés à la fois par les citoyen.nes en situation d'insécurité alimentaire du quartier et par les acteur.rices œuvrant dans des organisations qui offrent des services en SA. Tout au long du processus, il était important pour moi de conserver une distance dans le cadre du projet d'intervention et d'adopter un regard critique afin de proposer des recommandations et des pistes d'interventions qui étaient le plus possible exemptes de biais. Toutefois, ce rôle d'intervenante a représenté une opportunité d'effectuer de l'observation participante au quotidien et d'interagir autant avec des citoyen.nes en situation d'IA que des intervenant.es qui offrent des services en sécurité alimentaire dans le quartier. Cette expérience a ainsi pu enrichir ma compréhension des besoins non comblés et des problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire des ménages. Par ailleurs, cela m'a également permis une meilleure compréhension des enjeux rencontrés par les différentes parties prenantes qui sont appelées à intervenir sur la sécurité alimentaire sur le territoire, et ce, autant en ce qui a trait à la planification, à la mise en œuvre et qu'à la pérennisation des interventions. Cette expérience met également en évidence la nécessité d'intervenir au niveau provincial et fédéral afin d'assurer une meilleure capacité d'action aux organisations qui œuvrent en sécurité alimentaire. Notamment, en assurant un financement adéquat qui permet de répondre à l'ensemble des besoins du milieu et d'agir sur les enjeux liés

aux ressources humaines qui constituent une barrière importante au développement d'initiatives innovantes en SA.

En outre, mon expérience en tant qu'étudiante-chercheuse me permet ainsi d'adopter une perspective plus large qui prend en considération toute la complexité de la problématique de l'insécurité alimentaire dans le cadre de ma pratique en tant qu'intervenante. Les compétences acquises dans le cadre de mon cheminement me permettent également de mettre en pratique les principes d'équité, de participation citoyenne et de développement du pouvoir d'agir sur lesquels je désire orienter ma pratique en santé publique.

Finalement, mon rôle d'intervenante me permet de participer au développement d'interventions qui visent à agir sur les déterminants collectifs de la sécurité alimentaire, en partenariat avec différentes parties prenantes afin d'avoir un impact sur la SA dans le quartier. Cela me permet également de contribuer au développement d'un système alimentaire plus sain, durable et équitable qui vise un meilleur accès aux aliments sains et nutritifs pour tous, et ultimement, à l'amélioration de la santé des communautés. Ces éléments contribuent ainsi à matérialiser les retombées du projet d'intervention mené en collaboration avec les citoyen.nes et les acteur.rices clés en SA du quartier.

Conclusion

Ce projet d'intervention représente l'aboutissement d'une démarche s'inscrivant dans une perspective de justice sociale et d'équité qui visait à mettre de l'avant les principes de recherche-action participative en favorisant la collaboration des milieux universitaire, institutionnel, communautaire et citoyen par rapport à la problématique de l'insécurité alimentaire. La participation de ces différentes parties prenantes a permis la réalisation de ce projet d'intervention, de même que l'enrichissement des données portant sur cette problématique dans le contexte local du quartier Vanier. Subséquemment, nous souhaitons que ces résultats puissent éclairer le développement d'interventions locales qui visent à améliorer l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables pour les ménages en situation de vulnérabilité.

Plus spécifiquement, ce projet d'intervention a permis de mieux comprendre les perspectives des citoyen.nes en situation d'insécurité alimentaire et des acteur.rices clés œuvrant dans des organisations qui offrent des services en sécurité alimentaire sur les enjeux qui sont liés à la problématique. Notamment, le projet d'intervention a d'abord permis de brosser un portrait de la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier, de répertorier et de décrire les services offerts en SA par les différentes organisations communautaires, d'entraide et scolaires présentes sur le territoire. Par ailleurs, les résultats ont également permis d'identifier une diversité de besoins non comblés et de problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire rencontrés par les citoyen.nes du quartier vulnérables à l'insécurité alimentaire. Puis, les perspectives partagées lors des groupes de discussions et des entrevues individuelles semi-dirigées de même que la revue de littérature ont permis d'identifier des recommandations et des pistes de solutions pertinentes afin d'améliorer l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables pour tous dans le contexte local du quartier Vanier. Ces différents éléments contribuent à enrichir les connaissances dans le champ de la santé publique en ce qui a trait à l'insécurité alimentaire et aux facteurs qui influencent les trajectoires des individus en situation d'IA à l'échelle locale. Par ailleurs, ils mettent également en lumière l'importance d'intervenir sur cet enjeu qui représente une problématique importante en santé publique en raison de ses nombreuses conséquences sur la santé populationnelle.

En terminant, il importe également de souligner la nécessité de poursuivre l'élaboration d'interventions qui visent à améliorer l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables pour tous. Puis, dans une perspective plus globale, il convient de rappeler l'importance d'intervenir à l'échelle locale, provinciale et fédérale, notamment par l'instauration de politiques publiques qui favorisent des conditions de vie qui permettent à la population de couvrir l'ensemble de leurs besoins essentiels sans compromettre leur état de santé. Nous espérons que les données produites dans le cadre de ce projet d'intervention pourront servir à orienter le développement d'interventions

qui contribuent au développement d'un système alimentaire sain, durable et équitable, et ultimement, à agir sur la réduction des inégalités sociales de santé à l'échelle des communautés locales.

Bibliographie

- Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale. (2008). *Plan d'action en sécurité alimentaire de la région de la Capitale-Nationale 2008-2012*. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/459418>
- Agence de la santé publique du Canada. (2022). *Surveillance de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada : L'heure du bilan* [Recherche]. <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/rapports-publications/promotion-sante-prevention-maladies-chroniques-canada-recherche-politiques-pratiques/vol-42-no-10-2022/surveillance-insecurite-alimentaire-menages-canada-heure-comptes.html>
- Aiyer, J. N., Raber, M., Bello, R. S., Brewster, A., Caballero, E., Chennisi, C., Durand, C., Galindez, M., Oestman, K., Saifuddin, M., Tektiridis, J., Young, R., & Sharma, S. V. (2019). A pilot food prescription program promotes produce intake and decreases food insecurity. *Translational Behavioral Medicine*, 9(5), 922-930. <https://doi.org/10.1093/tbm/ibz112>
- Armée du Salut. (2023). *Services communautaires et d'aide à la famille*. [Aide communautaire et à la famille - Quebec Division \(salvationarmy.ca\)](http://aidecommunautaire.ca)
- Banques alimentaires Canada. (2023). Bilan-Faim 2023. *Banques alimentaires Canada*. <https://foodbankscanada.ca/fr/hungercount/>
- Bartlett, S., Klerman, J., Olsho, L., Logan, C., Blocklin, M., Beuregard, M., Enver, A., Wilde, P., & Owens, C. (2015). *Evaluation of the Healthy Incentives Pilot (HIP)—Final Report* | Abt Associates. <https://www.abtassociates.com/insights/publications/report/evaluation-of-the-healthy-incentives-pilot-hip-final-report>
- Beaulac, J., Kristjansson, E., & Cummins, S. (2009). A Systematic Review of Food Deserts, 1966-2007. *Preventing Chronic Disease*, 6(3), A105.
- Beauvais, M.-P. (2020). « On se réapproprié le quartier ! » *Le rôle des initiatives alimentaires communautaires dans l'affirmation du droit à la ville*. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/24220>
- Black, C., Moon, G., & Baird, J. (2014). Dietary inequalities : What is the evidence for the effect of the neighbourhood food environment? *Health & Place*, 27, 229-242. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2013.09.015>
- Blouin, C., Ouédraogo, S., Gélinau, M.-C., Lepage, C., Lo, E., Paquette, M.-C., Paradis, G., & Perron, S. (2019). *Intervention économique pour augmenter la consommation de fruits et légumes : Étude sur la faisabilité et l'acceptabilité de l'intervention*. INSPQ. <https://www.inspq.qc.ca/publications/2498>
- Brown, E. M., & Tarasuk, V. (2019). Money speaks : Reductions in severe food insecurity follow the Canada Child Benefit. *Preventive Medicine*, 129, 105876. <https://doi.org/10.1016/j.ypmed.2019.105876>
- Burns, C., Kristjansson, B., Harris, G., Armstrong, R., Cummins, S., Black, A., & Lawrence, M. (2010). Community level interventions to improve food security in developed countries. *Cochrane Database of Systematic Reviews*, 12. <https://doi.org/10.1002/14651858.cd008913>
- Camden, C., & Poncet, F. (2014). *Recherche-action participative : Nouvelles perspectives*. Dans : Sylvie Tétrault éd., *Guide pratique de recherche en réadaptation*. pp.383-422. <https://doi.org.acces.bibl.ulaval.ca/10.3917/dbu.guill.2014.01.0383>
- Caron, N., & Plunkett-Latimer, J. (2022). *Canadian Income Survey : Food insecurity and unmet health care needs, 2018 and 2019*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75f0002m/75f0002m2021009-eng.htm>

- Caspi, C. E., Sorensen, G., Subramanian, S. V., & Kawachi, I. (2012). The local food environment and diet : A systematic review. *Health & Place*, 18(5), 1172-1187. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2012.05.006>
- Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion. (2008). *Le faible revenu au Québec : un état de la situation*. Collectif pour un Québec sans pauvreté. [Le faible revenu au Québec : un état de la situation \(2008\) - Collectif pour un Québec sans pauvreté \(pauvrete.qc.ca\)](#)
- Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale. (2011). *Portrait de défavorisation du territoire du Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale*. Québec. [Portrait de la défavorisation - PDF interactif 2011-11-17.pdf](#)
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale. (2019). *Atlas de défavorisation 2016 : 48 cartes géographiques – Territoires locaux du CIUSSS de la Capitale-Nationale*. Québec, Direction de santé publique, 54 p. [Atlas de défavorisation 2016, 48 cartes géographiques : territoires locaux du CIUSSS de la Capitale-Nationale / coordination, Sonia Duqal ; rédaction, Myriam Duplain | BAnQ numérique](#)
- Chénier, G. (2016). Améliorer la qualité de l'offre alimentaire dans les commerces de proximité : acheter des aliments sains et frais dans les dépanneurs, pharmacies et petites épiceries, Chantier sur les déterminants sociaux de la santé, Longueuil, Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre, Direction de santé publique, 4 pages. [extension://elhekieabhbkmcefcobjddigjcaadp/https://www.santemonteregie.qc.ca/sites/default/files/Extranet/DSP/promotion_prevention/Fiche-Depanneurs.pdf](https://www.santemonteregie.qc.ca/sites/default/files/Extranet/DSP/promotion_prevention/Fiche-Depanneurs.pdf)
- Chénier, G. (2017). Accroître l'impact populationnel des actions en sécurité alimentaire : Agir là où ça compte! Chantier sur les déterminants sociaux de la santé. Longueuil. Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre, Direction de santé publique, 4 p. http://extranet.santemonteregie.qc.ca/userfiles/file/sante-publique/promotion-__prevention/Pyramide-SA-et-types-pratiques.pdf
- Chénier, G. (2019). Outil de soutien à la réflexion et à la planification en matière de saine alimentation pour tous. Direction de santé publique, CISSS de la Montérégie-Centre. <http://extranet.santemonteregie.qc.ca/sante-publique/promotion-prevention/dsdc/securite-alimentaire.fr.html>
- Chénier, G., Dumas, M.-M. & Martel, D. (2019). *Allocation sur les déterminants collectifs de la sécurité alimentaire : Cadre de référence*. Direction régionale de la santé publique de la Montérégie. [Cadre-de-reference-Securite-alimentaire.pdf \(santemonteregie.qc.ca\)](#)
- Chénier, G., (2022). *Interfaces entre les définitions d'insécurité alimentaire, saine alimentation et sécurité alimentaire*. Direction de la santé publique de la Montérégie, CISSS de la Montérégie-Centre, Longueuil.
- Chénier, G., Dumas, M.-M., Martel, D., Chouinard, N., Moore, D. (2021). *Allocation sur les déterminants collectifs de la sécurité alimentaire : Cadre de référence*. Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre [extension://elhekieabhbkmcefcobjddigjcaadp/http://extranet.santemonteregie.qc.ca/userfiles/file/sante-publique/promotion-prevention/Cadre-de-reference-Securite-alimentaire.pdf](http://extranet.santemonteregie.qc.ca/userfiles/file/sante-publique/promotion-prevention/Cadre-de-reference-Securite-alimentaire.pdf)
- Chénier, G., Dumas, M.-M., Martel, D. (2023). *Allocation sur les déterminants collectifs de la sécurité alimentaire : Cadre de référence, mise à jour 2022-2023*. Longueuil. Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre, Direction de santé publique, 32p. https://www.santemonteregie.qc.ca/sites/default/files/Extranet/DSP/promotion_prevention/Cadre-de-reference-Securite-alimentaire.pdf

- Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. (2010). *Vieillir seul, les répercussions sur la pauvreté et l'exclusion sociale. Avis du comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.* Publication 978-2-550-58875-7. <http://www.cclp.gouv.qc.ca/publications/index.asp?categorie=1500201&type=&page=1#liste>
- Darmon, N., & Drewnowski, A. (2008). *Does social class predict diet quality ? | The American Journal of Clinical Nutrition | Oxford Academic.* <https://academic.oup.com/ajcn/article/87/5/1107/4650128>
- Direction de santé publique de la Capitale-Nationale. (2008). *Plan d'action en sécurité alimentaire de la région de la Capitale-Nationale : 2008-2012. *Plan d'action en sécurité alimentaire de la région de la Capitale-Nationale 2008 – 2012 (banq.qc.ca)*
- Direction de santé publique, Centre Intégré Universitaire de Santé et de Services Sociaux de la Capitale-Nationale. (2022). Bulletin d'information sur l'état de santé et de bien-être de la population à la Capitale-Nationale.2(ISSN2816-685X). [extension://elhekieabhbkmcefcobjddigjcaadp/https://www.ciusss-capitalenationale.gouv.qc.ca/sites/d8/files/docs/SantePublique/apropos/Acces-cible-sante_numero2.pdf](https://www.ciusss-capitalenationale.gouv.qc.ca/sites/d8/files/docs/SantePublique/apropos/Acces-cible-sante_numero2.pdf)
- Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale (2012). Portrait de santé de la région de la Capitale-Nationale 2012, Québec, Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, Direction régionale de santé publique, 401 pages. **Portrait2012_Web_FINAL (1).pdf*
- Dhunna, S., & Tarasuk, V. (2021). Black–white racial disparities in household food insecurity from 2005 to 2014, Canada. *Canadian Journal of Public Health, 112(5)*, 888-902. <https://doi.org/10.17269/s41997-021-00539-y>
- Drisdelle, C., Kestens, Y., Hamelin, A.-M., & Mercille, G. (2020). Disparities in Access to Healthy Diets : How Food Security and Food Shopping Behaviors Relate to Fruit and Vegetable Intake. *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics, 120(11)*, 1847-1858. <https://doi.org/10.1016/j.jand.2020.03.020>
- Dupéré, S. & Gélinau, L. (2014). Vers une autonomie alimentaire pour tous : Agir et vivre ensemble le changement. *Rapport de recherche. Programme d'actions concertées. *pauvrete2011-2012 dupere s annexes.pdf (gouv.qc.ca)*
- Dupéré, S., Parent, A-P, Roy, M., Adam, G. (2016) « Working with the Community Toward Food Security in Limoilou, Québec ». Dans Ardene Robinson Vollman, Elizabeth T Anderson et Judith MacFarlane. *Canadian Community as Partner: Theory & Multidisciplinary Practice*, 4th edition. Vancouver : Wolters Kluwer publication July 24, 2016, chap 21: 307-316
- Engel, K., & Ruder, E. H. (2020). Fruit and Vegetable Incentive Programs for Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP) Participants : A Scoping Review of Program Structure. *Nutrients, 12(6)*, Article 6. <https://doi.org/10.3390/nu12061676>
- Ferdinand, R., Torres, R., Scott, J., Saeed, I., & Scribner, R. (2017). Incentivizing Fruit and Vegetable Purchasers at Fresh Markets in Lower 9th Ward, New Orleans. *Ethnicity & Disease, 27(Suppl 1)*, Article Suppl 1. <https://doi.org/10.18865/ed.27.S1.287>
- Food and Agriculture Organization of the United Nations. (1996). *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale.* <https://www.fao.org/3/w3613f/w3613f00.htm>
- Fortin, M.-F., & Gagnon, J. (2016). *Fondements et étapes du processus de recherche : Méthodes quantitatives et qualitatives.* <https://www.cheneliere.ca/9896-livre-fondements-et-etapes-du-processus-de-recherche-3e-edition.html?siteComple=1>
- Fraternité de Vanier (2017). *Services. Fraternelle services (fraternitedevanier.org)*

- Fraternité de Vanier. (2020). *La Fraternité de Vanier : Rapport annuel 2019-2020*.
extension://elhekieabhbkmcefcobjddigjcaadp/https://www.fraternitedevanier.org/_files/ugd/7913f8_1db0967056ac489dac319f2dbd16a845.pdf
- Freedman, D. A., Blake, C. E., & Liese, A. D. (2013). Developing a Multicomponent Model of Nutritious Food Access and Related Implications for Community and Policy Practice. *Journal of community practice*, 21(4), 379-409. https://doi.org/10.1080/10705422.2013.842197
- Gallani, A. (2020). *Accès à l'alimentation saine dans l'Est de Montréal : Perspective des ménages à faible revenu et des acteurs en sécurité alimentaire*. https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/24476
- Gillies, C., Super, S., Te Molder, H., de Graaf, K., & Wagemakers, A. (2021). Healthy eating strategies for socioeconomically disadvantaged populations: A meta-ethnography. *International Journal of Qualitative Studies on Health and Well-Being*, 16(1), 1942416. https://doi.org/10.1080/17482631.2021.1942416
- Gouvernement du Québec. (2016). *Consommation de fruits et de légumes—Statistiques de santé et de bien être selon le sexe—Tout le Québec—Professionnels de la santé—MSSS*. https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/statistiques-donnees-sante-bien-etre/statistiques-de-sante-et-de-bien-etre-selon-le-sexe-volet-national/consommation-de-fruits-et-de-legumes/
- Grochowska, R. (2014). Specificity of Food Security Concept as a Wicked Problem. *Journal of Agricultural Science and Technology B*, 4, 823-831. (PDF) Specificity of Food Security Concept as a Wicked Problem (researchgate.net)
- Hamelin, A.-M., Beaudry, M., & Habicht, J.-P. (2002). Characterization of household food insecurity in Québec : Food and feelings. *Social Science & Medicine* (1982), 54(1), 119-132. https://doi.org/10.1016/s0277-9536(01)00013-2
- Hamelin, A.-M., Mercier, C., & Bédard, A. (2008). Perception of needs and responses in food security : Divergence between households and stakeholders. *Public Health Nutrition*, 11(12), 1389-1396. https://doi.org/10.1017/S1368980008003406
- Hamelin, A.-M., Mercier, C., & Bédard, A. (2010). Discrepancies in households and other stakeholders viewpoints on the food security experience : A gap to address. *Health Education Research*, 25(3), 401-412. https://doi.org/10.1093/her/cyp033
- Hamelin, A.-M., Mercier, C., & Bédard, A. (2011a). Needs for food security from the standpoint of Canadian households participating and not participating in community food programmes. *International Journal of Consumer Studies*, 35(1), 58-68. https://doi.org/10.1111/j.1470-6431.2010.00927.x
- Hamelin, A.-M., Mercier, C., & Bédard, A. (2011b). Needs for food security from the standpoint of Canadian households participating and not participating in community food programmes. *International Journal of Consumer Studies*, 35(1), 58-68. https://doi.org/10.1111/j.1470-6431.2010.00927.x
- Hanson, K. L., & Connor, L. M. (2014). Food insecurity and dietary quality in US adults and children : A systematic review. *The American Journal of Clinical Nutrition*, 100(2), 684-692. https://doi.org/10.3945/ajcn.114.084525
- Haynes-Maslow, L., Auvergne, L., Mark, B., Ammerman, A., & Weiner, B. J. (2015). Low-Income Individuals' Perceptions About Fruit and Vegetable Access Programs : A Qualitative Study. *Journal of Nutrition Education and Behavior*, 47(4), 317-324.e1. https://doi.org/10.1016/j.jneb.2015.03.005
- Horning, M., Alver, B., Porter, L., Lenarz-Coy, S., & Kamdar, N. (2021). *Food insecurity, food-related characteristics and behaviors, and fruit and vegetable intake in mobile market customers*. https://www.sciencedirect-com.acces.bibl.ulaval.ca/science/article/pii/S0195666321003731

- Hsieh, H.-F., & Shannon, S. E. (2005). *Three Approaches to Qualitative Content Analysis*. <https://journals-sagepub-com.acces.bibl.ulaval.ca/doi/10.1177/1049732305276687>
- Hyppolite, S-R. (2012). *Comprendre et agir autrement pour viser l'équité en santé dans la région de la Capitale-Nationale, Rapport du directeur régional de santé publique sur les inégalités sociales de santé 2012*. Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, Québec. Direction régionale de santé publique. 161p. https://www.ciuss-capitalenationale.gouv.qc.ca/sites/default/files/rapportiss_versionintegrale.pdf
- Institut national de santé publique du Québec. (2013). *Accessibilité géographique aux commerces alimentaires au Québec : Analyse de situation et perspectives d'interventions*. INSPQ. <https://www.inspq.qc.ca/es/node/3932>
- Institut national de santé public du Québec. (2020). *COVID-19 – Pandémie et insécurité alimentaire*. 6.
- Institut national de santé public du Québec. (2021). *Pandémie et insécurité alimentaire—Résultats du 30 novembre 2021*. INSPQ. <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/sondages-attitudes-comportements-quebecois/insecurite-alimentaire-novembre-2021>
- Institut national de santé public du Québec. (2023). *Pandémie et insécurité alimentaire—Résultats du 21 mars 2023*. INSPQ. <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/sondages-attitudes-comportements-quebecois/insecurite-alimentaire-mars-2023>
- Institut national de santé publique du Québec. (2007). *Les besoins non comblés de services médicaux : Un reflet de l'accessibilité des services de première ligne? | INSPQ*. Institut national de santé publique du Québec. <https://www.inspq.qc.ca/publications/709>
- Ionescu-Iltu, R., Glymour, M. M., & Kaufman, J. S. (2015). A difference-in-differences approach to estimate the effect of income-supplementation on food insecurity. *Preventive Medicine*, 70, 108-116. <https://doi.org/10.1016/j.ypmed.2014.11.017>
- Israel, B. A., Coombe, C. M., Cheezum, R. R., Schulz, A. J., McGranaghan, R. J., Lichtenstein, R., Reyes, A. G., Clement, J., & Burris, A. (2010). Community-Based Participatory Research : A Capacity-Building Approach for Policy Advocacy Aimed at Eliminating Health Disparities. *American Journal of Public Health*, 100(11), 2094-2102. <https://doi.org/10.2105/AJPH.2009.170506>
- Jessiman-Perreault, G., & McIntyre, L. (2017). The household food insecurity gradient and potential reductions in adverse population mental health outcomes in Canadian adults. *SSM - Population Health*, 3, 464-472. <https://doi.org/10.1016/j.ssmph.2017.05.013>
- Jones, A. D., Ngure, F. M., Pelto, G., & Young, S. L. (2013). What are we assessing when we measure food security? A compendium and review of current metrics. *Advances in Nutrition (Bethesda, Md.)*, 4(5), 481-505. <https://doi.org/10.3945/an.113.004119>
- Kasparzak, C., Sauer, H. A., Schoonover, J. J., Lapp, M., & Leone, L. (2021). *Barriers and Facilitators to Fruit and Vegetable Consumption among Lower-Income Families : Matching Preferences with Stakeholder Resources*. <https://www.tandfonline.com/doi/epub/10.1080/19320248.2020.1802383?needAccess=true&>
- Kirkpatrick, S. I., Dodd, K. W., Parsons, R., Ng, C., Garriguet, D., & Tarasuk, V. (2015). Household Food Insecurity Is a Stronger Marker of Adequacy of Nutrient Intakes among Canadian Compared to American Youth and Adults. *The Journal of Nutrition*, 145(7), 1596-1603. <https://doi.org/10.3945/jn.114.208579>
- Kirkpatrick, S. I., McIntyre, L., & Potestio, M. L. (2010). Child hunger and long-term adverse consequences for health. *Archives of Pediatrics & Adolescent Medicine*, 164(8), 754-762. <https://doi.org/10.1001/archpediatrics.2010.117>

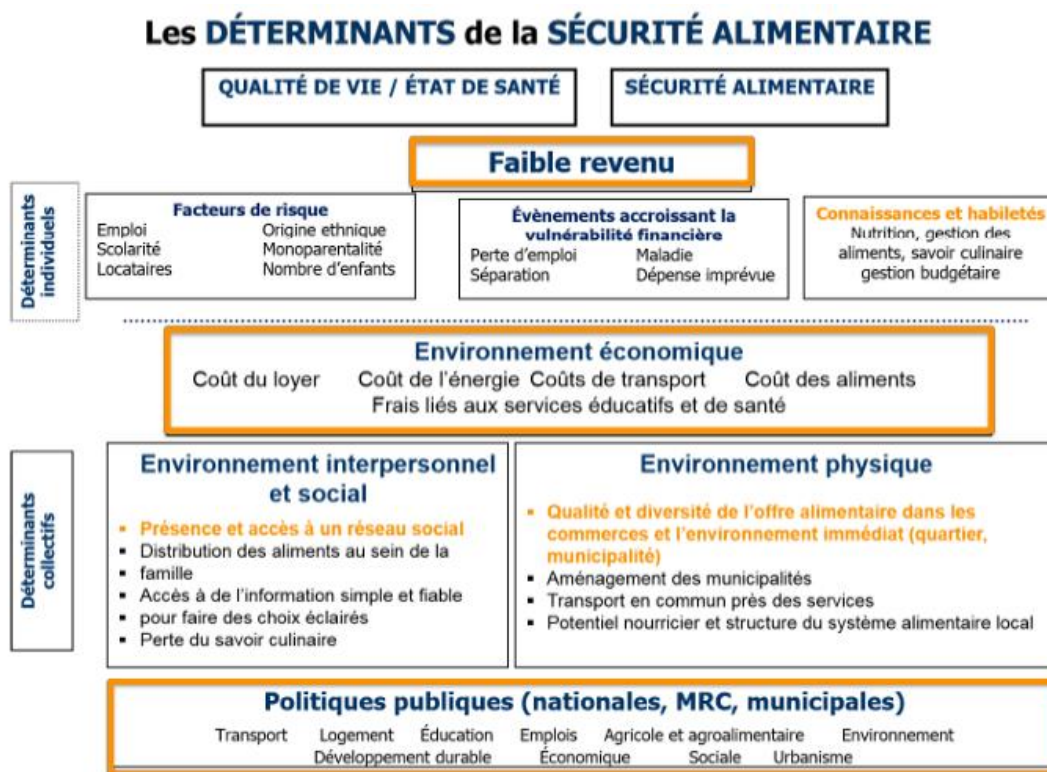
- Kirkpatrick, S. I., & Tarasuk, V. (2008). Food insecurity is associated with nutrient inadequacies among Canadian adults and adolescents. *The Journal of Nutrition*, 138(3), 604-612. <https://doi.org/10.1093/jn/138.3.604>
- Kirkpatrick, S. I., & Tarasuk, V. (2009). Food insecurity and participation in community food programs among low-income Toronto families. *Canadian Journal of Public Health*, 100(2), 135-139.
- Lamarche, B., Brassard, D., Lapointe, A., Laramée, C., Kearney, M., Côté, M., Bélanger-Gravel, A., Desroches, S., Lemieux, S., & Plante, C. (2021). Changes in diet quality and food security among adults during the COVID-19–related early lockdown : Results from NutriQuébec. *The American Journal of Clinical Nutrition*, 113(4), 984-992. <https://doi.org/10.1093/ajcn/nqaa363>
- La Ruche Vanier. (2020). *Rapport d'activités 2020*. [Ruche Table-de-quartier-Vanier Rapport-annuel-2019-2020_VF_Amende.pdf \(laruchevanier.org\)](#)
- La Ruche Vanier. (2021). *Rapport d'activités 2021*. extension://elhekieabhbkmcefcobjddigjcaadp/https://laruchevanier.org/wp-content/uploads/2021/07/Rapport-annuel-2020-2021_Ruche_Table-de-quartier-Vanier_VF.pdf
- Leclercq, J.-B., Ouimet, A.-M., Dionne, R.-È., Felteau, H., Solomon, É., Soucisse, F., St-Germain, C., Thériault, M., & Coulombe, S. (2020). L'organisation communautaire comme réponse collective aux enjeux de l'insécurité alimentaire au Québec. *Anthropology of food*, S15, Article S15. <https://doi.org/10.4000/aof.11262>
- Lepage, C. (2017). *Améliorer l'offre alimentaire dans un commerce de proximité : Leçons apprises d'un projet pilote* | CIUSSSCN. <https://www.ciusss-capitalnationale.gouv.qc.ca/node/2671>
- Leung, C. W., Epel, E. S., Ritchie, L. D., Crawford, P. B., & Laraia, B. A. (2014). Food insecurity is inversely associated with diet quality of lower-income adults. *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, 114(12), 1943-1953.e2. <https://doi.org/10.1016/j.jand.2014.06.353>
- Li, N., Dachner, N., & Tarasuk, V. (2016). The impact of changes in social policies on household food insecurity in British Columbia, 2005–2012. *Preventive Medicine*, 93, 151-158. <https://doi.org/10.1016/j.ypmed.2016.10.002>
- Litton, M. M., & Beavers, A. W. (2021). The Relationship between Food Security Status and Fruit and Vegetable Intake during the COVID-19 Pandemic. *Nutrients*, 13(3), 712. <https://doi.org/10.3390/nu13030712>
- Loopstra, R. (2018). Interventions to address household food insecurity in high-income countries. *The Proceedings of the Nutrition Society*, 77(3), 270-281. <https://doi.org/10.1017/S002966511800006X>
- Loopstra, R., Dachner, N., & Tarasuk, V. (2015). An Exploration of the Unprecedented Decline in the Prevalence of Household Food Insecurity in Newfoundland and Labrador, 2007–2012. *Canadian Public Policy*, 41(3), 191-206. <https://doi.org/10.3138/cpp.2014-080>
- Loopstra, R., & Tarasuk, V. (2013). Perspectives on community gardens, community kitchens and the Good Food Box program in a community-based sample of low-income families. *Canadian Journal of Public Health*, 104(1), e55-59.
- Loopstra, R., & Tarasuk, V. (2015). Food Bank Usage Is a Poor Indicator of Food Insecurity : Insights from Canada. *Social Policy and Society*, 14(3), 443-455. <https://doi.org/10.1017/S1474746415000184>
- Markow, K., Booth, S., Savio, S., & Coveney, J. (2016). Improving access to community-based food systems : Comparing perspectives of low socioeconomic individuals and food system representatives. *Nutrition & Dietetics*, 73(1), 19-27. <https://doi.org/10.1111/1747-0080.12153>
- McIntyre, L., Dutton, D., Kwok, C., & Emery, J. (2016). Reduction of Food Insecurity among Low-Income Canadian Seniors as a Likely Impact of a Guaranteed Annual Income. *Canadian Public Policy*, 42, 274-286. <https://doi.org/10.3138/cpp.2015-069>

- Men, F., Elgar, F. J., & Tarasuk, V. (2021). Food insecurity is associated with mental health problems among Canadian youth. *Journal of Epidemiology and Community Health*, 75(8), 741-748. <https://doi.org/10.1136/jech-2020-216149>
- Men, F., Urquia, M. L., & Tarasuk, V. (2021). The role of provincial social policies and economic environments in shaping food insecurity among Canadian families with children. *Preventive Medicine*, 148, 106558. <https://doi.org/10.1016/j.ypmed.2021.106558>
- Mikkonen, J., & Raphael, D. (2011). *Déterminants sociaux de la santé : Les réalités canadiennes*.
- Minaker, L. M., Shuh, A., Olstad, D. L., Engler-Stringer, R., Black, J. L., & Mah, C. L. (2016). Retail food environments research in Canada : A scoping review. *Canadian Journal of Public Health = Revue Canadienne De Sante Publique*, 107(Suppl 1), 5344. <https://doi.org/10.17269/cjph.107.5344>
- Ministère de la santé et des services sociaux. (2008). *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire*.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2012). *La santé et ses déterminants : Mieux comprendre pour mieux agir—Publications du ministère de la Santé et des Services sociaux*. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-000540/>
- Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2022). *Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé*. https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-003411/?&txt=politique%20gouvernementale%20de%20pr%C3%A9vention%20en%20sant%C3%A9&msss_valpub&date=DESC
- Oronce, C. I. A., Miake-Lye, I. M., Begashaw, M. M., Booth, M., Shrank, W. H., & Shekelle, P. G. (2021). Interventions to Address Food Insecurity Among Adults in Canada and the US. *JAMA Health Forum*, 2(8), e212001. <https://doi.org/10.1001/jamahealthforum.2021.2001>
- Pérez, E., Roncarolo, F., & Potvin, L. (2017). Associations between the local food environment and the severity of food insecurity among new families using community food security interventions in Montreal. *Canadian Journal of Public Health*, 108(1), e49-e55. <https://doi.org/10.17269/CJPH.108.5651>
- Pérez Isaza, E. J. (2016). *L'accès aux ressources alimentaires : Facteurs prédicteurs de l'insécurité alimentaire sévère parmi les ménages bénéficiaires des programmes communautaires en sécurité alimentaire à Montréal*. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/15894>
- Plante, C., Hamel, D., Rochette, L., Riopel Meunier, J., Larocque, I., & Dubé, È. (2021). Insécurité alimentaire en temps de pandémie de la COVID-19 et inégalités en alimentation au Québec. *Nutrition Science en évolution : la revue de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec*, 18(3), 9-15. <https://doi.org/10.7202/1076355ar>
- Polsky, J. Y., & Gilmour, H. (2020). Food insecurity and mental health during the COVID-19 pandemic. *Health Reports*, 31(12), 3-11. <https://doi.org/10.25318/82-003-x202001200001-eng>
- Power, E. & Dietitians of Canada. (2005). Individual and household food insecurity in Canada : Position of Dietitians of Canada. *Canadian Journal of Dietetic Practice and Research: A Publication of Dietitians of Canada = Revue Canadienne De La Pratique Et De La Recherche En Dietetique: Une Publication Des Dietetistes Du Canada*, 66(1), 43-46. <https://doi.org/10.3148/66.1.2005.43>
- Renaud, G., & Royer, D. (2012). Recension des initiatives en autonomie alimentaire : Recherche en sécurité alimentaire dans le contexte de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale à l'Îlot Pelletier. *Centre de recherche sur les innovations sociales*. UQAM., 133.
- Rodier, F., Durif, F., & Ertz, M. (2017). Food deserts : Is it only about a limited access?. *British Food Journal*, 119(7), 1495-1510. <https://doi.org/10.1108/BFJ-09-2016-0407>

- Roncarolo, F., Adam, C., Bisset, S., & Potvin, L. (2015). Traditional and alternative community food security interventions in Montréal, Québec : Different practices, different people. *Journal of Community Health, 40*(2), 199-207. <https://doi.org/10.1007/s10900-014-9917-8>
- Roncarolo, F., Adam, C., Bisset, S., & Potvin, L. (2016). Food capacities and satisfaction in participants in food security community interventions in Montreal, Canada. *Health Promotion International, 31*(4), 879-887. <https://doi.org/10.1093/heapro/dav085>
- Rychetnik, L., Webb, K., Story, L., & Katz, T. (2003). *Food security options paper : A planning framework and menu of options for policy and practice interventions*. NSW Centre for Public Health Nutrition.
- Santé Canada. (2017). *Données des inégalités en santé—Infobase de la santé publique—Agence de la santé publique du Canada*. <https://sante-infobase.canada.ca/inegalites-en-sante/outil-de-donnees/>
- Schwartz, N., Tarasuk, V., Buliung, R., & Wilson, K. (2019). Mobility impairments and geographic variation in vulnerability to household food insecurity. *Social Science & Medicine, 243*, 112636. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2019.112636>
- Siegner, A., Sowerwine, J., & Acey, C. (2018). Does Urban Agriculture Improve Food Security? Examining the Nexus of Food Access and Distribution of Urban Produced Foods in the United States: A Systematic Review. *Sustainability, 10*(9), Article 9. <https://doi.org/10.3390/su10092988>
- Sonnino, R. (2019). The cultural dynamics of urban food governance. *City, Culture and Society, 16*, 12-17. <https://doi.org/10.1016/j.ccs.2017.11.001>
- Statistique Canada. (2016). *Recensement de 2016 : profit du recensement. Québec et Canada. Profil du recensement, Recensement de 2016 - Québec, Ville [Subdivision de recensement], Québec et Canada [Pays] (statcan.gc.ca)*
- Statistique Canada. (2019). *Consommation de fruits et de légumes, 2017*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/82-625-X201900100004>
- Statistique Canada. (2023). *Insécurité alimentaire selon le type de famille économique. Insécurité alimentaire selon le type de famille économique (ulaval.ca)*
- Steenkamp, J., Cilliers, E. J., Cilliers, S. S., & Lategan, L. (2021). Food for Thought : Addressing Urban Food Security Risks through Urban Agriculture. *Sustainability, 13*(3), Article 3. <https://doi.org/10.3390/su13031267>
- Tait, C. A., L'Abbé, M. R., Smith, P. M., & Rosella, L. C. (2018). The association between food insecurity and incident type 2 diabetes in Canada : A population-based cohort study. *PLOS ONE, 13*(5), e0195962. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0195962>
- Tarasuk, V., Cheng, J., de Oliveira, C., Dachner, N., Gundersen, C., & Kurdyak, P. (2015). Association between household food insecurity and annual health care costs. *CMAJ: Canadian Medical Association Journal = Journal de l'Association Médicale Canadienne, 187*(14), E429-E436. <https://doi.org/10.1503/cmaj.150234>
- Tarasuk, V., Gundersen, C., Wang, X., Roth, D. E., & Urquia, M. L. (2020). Maternal Food Insecurity is Positively Associated with Postpartum Mental Disorders in Ontario, Canada. *The Journal of Nutrition, 150*(11), 3033-3040. <https://doi.org/10.1093/jn/nxaa240>
- Tarasuk, V., Li, N., Dachner, N., & Mitchell, A. (2019). Household Food Insecurity in Ontario during a Period of Poverty Reduction, 2005–2014. *Canadian Public Policy, 45*(1), 93-104. <https://doi.org/10.3138/cpp.2018-054>
- Tarasuk, V., Li, T., & Fafard St-Germain, A.-A. (2022, septembre 22). *Insécurité Alimentaire des Ménages au Canada, 2021. PROOF*. <https://proof.utoronto.ca/2022/insecurite-alimentaire-des-menages-au-canada-2021/>

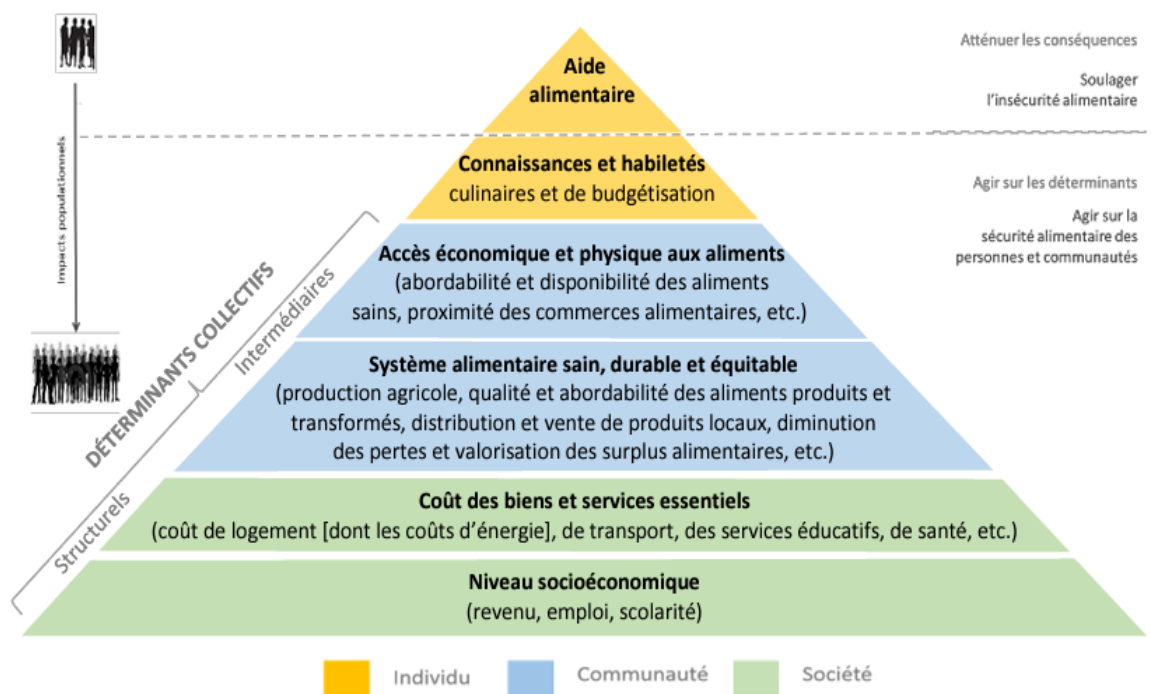
- Tarasuk, V., & Mitchell, A. (2020). L'insécurité alimentaire des ménages au Canada : Rapport 2017-2018. *Public Health Nutrition*, 21(11), 2065-2078. <https://doi.org/10.1017/S1368980018000472>
- Tarasuk, V., Mitchell, A., & Dachner, N. (2014). *Household Food Insecurity in Canada, 2012*. PROOF. <https://proof.utoronto.ca/resources/proof-annual-reports/annual-report-2012/>
- Tremblay, L. (2008). *Les interventions à caractère participatif en sécurité alimentaire : Relation entre les intentions et les actions*. <https://corpus.ulaval.ca/jspui/handle/20.500.11794/19797>
- Tremblay, P.-A., & Clouston, M.-C. (2006). *L'insécurité alimentaire au quotidien : Témoignages de personnes usagères ou non-usagères de services d'aide alimentaire : analyse des interventions en sécurité alimentaire au Saguenay-Lac-Saint-Jean, les acteurs au coeur du processus, rapport final de la phase 2* [Matériel non publié (rapport, etc.)]. Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-lac-Saint-Jean. <https://constellation.uqac.ca/id/eprint/1979/>
- Tircher, P. (2020). *Évolution des profils des bénéficiaires des Banques alimentaires du Québec*. Montréal, Observatoire québécois des inégalités. <https://www.banquesalimentaires.org/wpcontent/uploads/2020/03/%C3%89volution-des-profils-des-b%C3%A9n%C3%A9ficiaires-des-Banques-alimentaires-du-Qu%C3%A9bec.pdf>
- Tsang, S., Holt, A. M., & Azevedo, E. (2011). An assessment of the barriers to accessing food among food-insecure people in Cobourg, Ontario. *Chronic Diseases and Injuries in Canada*, 31(3), 121-128.
- Turner, G., Green, R., Alae-Carew, C., & Dangour, A. D. (2021). The association of dimensions of fruit and vegetable access in the retail food environment with consumption; a systematic review. *Global Food Security*, 29, 100528. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100528>
- Tutunchi, H., Ebrahimi-Mameghani, M., Asghari-Jafarabadi, M., Farrin, N., Tabrizi, S., Vaghef-Mehrabany, E., & Ostadrahimi, A. (2020). Is the modified household food security survey (HFSS) questionnaire a practical tool for screening food insecurity? Evidence from northwest of Iran. *BMC Public Health*, 20(1), 883. <https://doi.org/10.1186/s12889-020-09014-8>
- Vieira, L. C., Serrao-Neumann, S., Howes, M., & Mackey, B. (2018). Unpacking components of sustainable and resilient urban food systems. *Journal of Cleaner Production*, 200, 318-330. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2018.07.283>
- Ville de Québec. (2019). Quartier Vanier : portrait sociodémographique et économique. https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/portrait/quelques_chiffres/docs/Vanier_Portrait.pdf
- Wallerstein, N. B., & Duran, B. (2006). Using community-based participatory research to address health disparities. *Health Promotion Practice*, 7(3), 312-323. <https://doi.org/10.1177/1524839906289376>
- White, M. J., Pitts, S. B. J., McGuirt, J. T., Hanson, K. L., Morgan, E. H., Kolodinsky, J., Wang, W., Sitaker, M., Ammerman, A. S., & Seguin, R. A. (2018). The perceived influence of cost-offset community-supported agriculture on food access among low-income families. *Public Health Nutrition*, 21(15), 2866-2874. <https://doi.org/10.1017/S1368980018001751>
- Zivkovic, S. (2017). Addressing food insecurity : A systemic innovation approach. *Social Enterprise Journal*, 13, 00-00. <https://doi.org/10.1108/SEJ-11-2016-0054>

Annexe 1 – Les déterminants de la sécurité alimentaire



Chénier, G., Dumas, M-M., Martel, D. (2023). Allocation sur les déterminants collectifs de la sécurité alimentaire : Cadre de référence, mise à jour 2022-2023. Longueuil. Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre, Direction de santé publique, 32p. https://www.santemonteregie.qc.ca/sites/default/files/Extranet/DSP/promotion_prevention/Cadre-de-reference-Securite-alimentaire.pdf

Annexe 2 - Impact populationnel des interventions en sécurité alimentaire



Chénier, G. (2017). Accroître l'impact populationnel des actions en sécurité alimentaire : Agir là où ça compte! Chantier sur les déterminants sociaux de la santé. Longueuil. Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre, Direction de santé publique, 4 p. http://extranet.santemonteregie.qc.ca/userfiles/file/sante-publique/promotion-__prevention/Pyramide-SA-et-types-pratiques.pdf

Annexe 3 – Affiche de recrutement

Participant.es recherché.es

Projet de recherche universitaire portant sur
les besoins en alimentation des citoyen.nes
du quartier Vanier

Invitation à participer à un groupe de discussion

Objectif

Mieux comprendre les besoins liés à l'alimentation des
citoyen.nes du quartier Vanier afin de développer des
initiatives qui sont alignées avec ceux-ci

Critères de participation

- Parler français
- Être âgé de 18 ans et plus
- Habiter le quartier Vanier depuis 12 mois et plus

Déroulement

- 📅 Semaines du 5 et 12 septembre 2022
- 🕒 Durée maximale de 2 heures
- 💰 Carte cadeau de 25\$ dans une épicerie offerte

Contact

Pour participer ou obtenir davantage d'informations, contactez
la candidate à la maîtrise responsable du projet de recherche
par courriel à l'adresse suivante : Alexandra.fortin.6@ulaval.ca



Annexe 4 – Formulaire de consentement citoyen.nes

Formulaire de consentement

Titre du projet de recherche : Étude des besoins non comblés et des problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier : perspectives des citoyen.nes en situation d'insécurité alimentaire et des acteur.rices en sécurité alimentaire

Présentation de la chercheure

Cette étude est réalisée dans le cadre du projet de maîtrise en santé publique d'Alexandra Fortin, dirigée par Dre Shelley-Rose Hyppolite, médecin conseil au sein du service Équité en santé de la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale et professeure agrégée de la faculté de médecine de l'Université Laval et par Céline Lepage, agente de planification, de programmation et de recherche du service Équité en santé de la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale.

Avant d'accepter de participer à cette étude, veuillez prendre le temps de lire et de comprendre les renseignements qui suivent. Ce document vous explique le but de cette étude, ses procédures, avantages, risques et inconvénients. Nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à la personne qui vous présente ce document.

Nature de l'étude

L'étude a pour but de permettre une meilleure compréhension des besoins non comblés liés à l'alimentation et des problèmes d'accessibilité aux aliments dans le quartier Vanier, selon la perspective des citoyen.nes et des acteur.rices en sécurité alimentaire du quartier, afin d'éclairer le développement d'interventions qui soient adaptées aux réalités locales, complémentaires et coordonnées entre elles, et ultimement d'améliorer l'accès aux aliments sains.

Déroulement de la participation

Votre participation à cette étude consiste à participer à un groupe de discussion formé de citoyen.nes résidant dans le quartier d'une durée maximale de 2h qui sera enregistré de manière audio et portera sur les éléments suivants :

- Vos habitudes d'approvisionnement alimentaires ;
- Les besoins non comblés liés à l'alimentation ;
- Les barrières d'accessibilité aux aliments sains ;
- Des pistes de solutions pour répondre à ces besoins ;

Avantages, risques ou inconvénients possibles liés à votre participation

Le fait de participer à cette étude vous offre une occasion de réfléchir et de discuter en toute confidentialité, de votre propre expérience en lien avec vos besoins liés à l'alimentation. Vous

contribuerez également au développement des connaissances concernant les besoins non comblés et des problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier, dans une perspective qui vise le développement d'interventions ayant pour but d'améliorer l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables. Les connaissances produites serviront à développer des initiatives répondant davantage aux besoins des citoyen.nes du quartier.

Le seul inconvénient prévu est le temps de participation au groupe de discussion et le déplacement.

Participation volontaire et droit de retrait

Vous êtes libre de participer à cette étude. Vous pouvez aussi mettre fin à votre participation sans conséquence négative ou préjudice et sans avoir à justifier votre décision. Votre décision de participer ou de ne pas participer à cette étude n'influencera en aucun cas vos relations avec des organismes d'aide alimentaire. Si vous décidez de mettre fin à votre participation, il est important d'en prévenir l'étudiante-chercheuse dont les coordonnées sont incluses dans ce document. Tous les renseignements personnels vous concernant seront alors détruits à moins que vous autorisiez l'étudiante-chercheuse à les conserver, ceux-ci se verront conservés selon les mesures décrites ci-après.

Confidentialité et gestion des données

Les chercheur.es sont tenus d'assurer la confidentialité aux participants. À cet égard, voici les mesures qui seront appliquées dans le cadre de la présente étude :

- Les noms des participant.es ne paraîtront dans aucun rapport ;
- Les divers documents de la recherche seront codifiés et seuls les membres de l'équipe de recherche auront accès à la liste des noms et des codes ;
- Les résultats individuels des participant.es ne seront jamais communiqués ;
- Les matériaux de la recherche, incluant les données et les enregistrements, seront conservés sur un ordinateur protégé par un mot de passe auquel seule la chercheuse a accès et seront détruits après la publication des résultats ;
- Dans le cas où la recherche ferait l'objet de publications, aucun participant ne pourra y être identifié.

Compensation

Une carte-cadeau d'épicerie de 25 \$ vous sera remise à la fin de l'entretien pour compenser votre participation (transport et temps consenti). Une collation sera offerte sur place lors de l'entretien.

Remerciements

Votre collaboration est précieuse pour nous permettre de réaliser cette étude et nous vous remercions d'y participer.

Signatures

J'ai lu et j'ai compris le contenu du présent formulaire. Je certifie qu'on me l'a expliqué verbalement. J'ai eu l'occasion de poser toutes les questions sur cette étude et on y a répondu à ma satisfaction. Je certifie qu'on m'a laissé le temps voulu pour réfléchir et prendre ma décision. Je sais que ma

participation à cette étude est tout à fait volontaire, que je suis libre d'y participer. Je sais être libre de me retirer de cette étude à n'importe quel moment, sans avoir à donner de raisons et sans préjudice d'aucune sorte.

J'autorise l'enregistrement audio de l'entretien collectif.

Je soussigné(e) _____ consens librement à participer à l'étude intitulée : « Étude des besoins non comblés en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier : perspective des citoyen.nes et des acteur.rices en sécurité alimentaire ». J'ai pris connaissance du formulaire et j'ai compris le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de l'étude. Je suis satisfait(e) des explications, précisions et réponses que l'étudiante-chercheure m'a fournies, le cas échéant, quant à ma participation à ce projet.

Signature du participant, de la participante

Date

Un résumé des résultats de la recherche et une invitation à la présentation des résultats seront expédiés aux participant.es qui en feront la demande en indiquant l'adresse où ils aimeraient recevoir le document et l'invitation. **Les résultats seront disponibles ultérieurement à l'automne ou au début de l'hiver. Si cette adresse changeait d'ici cette date, vous êtes invité(e) à informer la chercheure de la nouvelle adresse où vous souhaitez recevoir ce document.**

L'adresse (électronique ou postale), le numéro de téléphone ou le nom du groupe communautaire à laquelle je souhaite recevoir l'invitation à la présentation des résultats et/ou un résumé des résultats de la recherche est la suivante :

Je certifie a) avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de l'étude au participant ou à la participante, b) avoir répondu au meilleur de mes connaissances aux questions posées et avoir vérifié la compréhension du participant ou de la participante, c) lui avoir clairement indiqué qu'il reste à tout moment libre de mettre un terme à sa participation au présent projet et d) qu'une copie signée du présent formulaire lui serait remise.

Signature de l'étudiante-chercheure

Date

Renseignements supplémentaires

Si vous avez des questions sur la recherche, sur les implications de votre participation ou si vous souhaitez vous retirer de l'étude, veuillez communiquer avec Alexandra Fortin, étudiante-chercheure candidate à la maîtrise en santé publique, à l'adresse courriel suivante : alexandra.fortin.6@ulaval.ca.

Plaintes ou critiques

Toute plainte ou critique sur ce projet de recherche pourra être adressée au Bureau de l'Ombudsman de l'Université Laval :

Pavillon Alphonse-Desjardins, bureau 3320

2325, rue de l'Université

Université Laval

Québec (Québec) G1V 0A6

Renseignements - Secrétariat : (418) 656-3081

Ligne sans frais : 1-866-323-2271

Courriel : info@ombudsman.ulaval.ca

Annexe 5 – Formulaire de consentement informateur.rices clés

Formulaire de consentement

Titre du projet de recherche : Étude des besoins non comblés et des problèmes d'accessibilité liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier : perspectives des citoyen.nes en situation d'insécurité alimentaire et des acteur.rices en sécurité alimentaire

Présentation de la chercheure

Cette recherche est réalisée dans le cadre du projet de maîtrise en santé publique d'Alexandra Fortin, dirigée par Dre Shelley-Rose Hyppolite, médecin conseil au sein du service Équité en santé de la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale et professeure agrégée de la faculté de médecine de l'Université Laval et par Céline Lepage, agente de planification, de programmation et de recherche du service Équité en santé de la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale.

Avant d'accepter de participer à ce projet de recherche, veuillez prendre le temps de lire et de comprendre les renseignements qui suivent. Ce document vous explique le but de ce projet de recherche, ses procédures, avantages, risques et inconvénients. Nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à la personne qui vous présente ce document.

Nature de l'étude

La recherche a pour but de permettre une meilleure compréhension des besoins non comblés liés à la sécurité alimentaire dans le quartier Vanier, selon la perspective des citoyen.nes et des acteur.rices en sécurité alimentaire du quartier, afin d'éclairer le développement d'interventions qui soient adaptées aux réalités locales, complémentaires et coordonnées entre elles, et ultimement d'améliorer l'accès aux aliments sains, nutritifs et abordables.

Déroulement de la participation

Votre participation à cette recherche consiste dans un premier temps à participer au recrutement d'un petit nombre de citoyen.nes utilisant les services de votre organisation. Dans un deuxième temps, elle consiste à participer à un groupe de discussion formé d'acteurs en sécurité alimentaire œuvrant au sein d'organisations scolaires et communautaires dans le quartier Vanier d'une durée maximale de 2h, au complexe Jean-Paul-Nolin le lundi 26 septembre de 10h à 12h qui sera enregistré de manière audio et portera sur les éléments suivants :

- Les besoins non comblés en sécurité alimentaire ;
- Les barrières d'accessibilité aux aliments sains ;
- Des recommandations et pistes de solutions pour répondre à ces besoins ;

Avantages, risques ou inconvénients possibles liés à votre participation

Le fait de participer à cette recherche vous offre une occasion de réfléchir et de discuter en toute confidentialité, de votre perspective en lien avec votre travail et les besoins non comblés en sécurité alimentaire des citoyen.nes du quartier. Les connaissances produites serviront à développer des

initiatives alignées avec les particularités du milieu et répondant davantage aux besoins des citoyen.nes du quartier, afin d'améliorer l'accès aux aliments sains.

Le seul inconvénient prévu est le temps de participation au groupe de discussion et le déplacement.

Participation volontaire et droit de retrait

Vous êtes libre de participer à ce projet de recherche. Vous pouvez aussi mettre fin à votre participation sans conséquence négative ou préjudice et sans avoir à justifier votre décision. Si vous décidez de mettre fin à votre participation, il est important d'en prévenir la chercheuse dont les coordonnées sont incluses dans ce document. Tous les renseignements personnels vous concernant seront alors détruits à moins que vous autorisiez l'étudiante-chercheuse à les conserver, ceux-ci se verront conservés selon les mesures décrites ci-après.

Confidentialité et gestion des données

Les chercheur.es sont tenus d'assurer la confidentialité aux participant.es. À cet égard, voici les mesures qui seront appliquées dans le cadre de la présente recherche :

- Les noms des participant.es ne paraîtront dans aucun rapport ;
- Les divers documents de la recherche seront codifiés et seuls les membres de l'équipe de recherche auront accès à la liste des noms et des codes ;
- Les résultats individuels des participant.es ne seront jamais communiqués ;
- Les matériaux de la recherche, incluant les données et les enregistrements, seront conservés sur un ordinateur protégé par un mot de passe auquel seule la chercheuse a accès ;
- Dans le cas où la recherche ferait l'objet de publications, aucun participant.e ne pourra y être identifié.

Compensation

Aucune rémunération ni compensation n'est offerte au terme de la participation aux étapes de la recherche mentionnées précédemment.

Remerciements

Votre collaboration est précieuse pour nous permettre de réaliser cette étude et nous vous remercions d'y participer.

Signatures

J'ai lu et j'ai compris le contenu du présent formulaire. Je certifie qu'on me l'a expliqué verbalement. J'ai eu l'occasion de poser toutes les questions sur ce projet de recherche et on y a répondu à ma satisfaction. Je certifie qu'on m'a laissé le temps voulu pour réfléchir et prendre ma décision. Je sais que ma participation à cette recherche est tout à fait volontaire, que je suis libre d'y participer. Je sais être libre de me retirer de ce projet de recherche à n'importe quel moment, sans avoir à donner de raisons et sans préjudice d'aucune sorte.

J'autorise l'enregistrement audio de l'entretien collectif.

Je soussigné(e) _____ consens librement à participer à la recherche intitulée : « Étude des besoins non comblés en sécurité alimentaire dans le quartier Vanier : perspective des citoyen.nes et des acteur.rices en sécurité alimentaire ». J'ai pris connaissance du formulaire et j'ai compris le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients du projet de recherche. Je suis satisfait(e) des explications, précisions et réponses que la chercheuse m'a fournies, le cas échéant, quant à ma participation à ce projet.

Signature du participant, de la participante

Date

Un résumé des résultats de la recherche et une invitation à la présentation des résultats seront expédiés aux participant.es qui en feront la demande en indiquant l'adresse où ils aimeraient recevoir le document et l'invitation. **Les résultats seront disponibles ultérieurement à l'automne ou au début de l'hiver. Si cette adresse changeait d'ici cette date, vous êtes invité(e) à informer la chercheuse de la nouvelle adresse où vous souhaitez recevoir ce document.**

L'adresse (électronique ou postale), le numéro de téléphone ou le nom du groupe communautaire à laquelle je souhaite recevoir l'invitation à la présentation des résultats et/ou un résumé des résultats de la recherche est la suivante :

Je certifie a) avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients du projet de recherche au participant ou à la participante, b) avoir répondu au meilleur de mes connaissances aux questions posées et avoir vérifié la compréhension du participant ou de la participante, c) lui avoir clairement indiqué qu'il reste à tout moment libre de mettre un terme à sa participation au présent projet et d) qu'une copie signée du présent formulaire lui serait remise.

Signature de l'étudiante-chercheuse

Date

Renseignements supplémentaires

Si vous avez des questions sur la recherche, sur les implications de votre participation ou si vous souhaitez vous retirer de la recherche, veuillez communiquer avec Alexandra Fortin, chercheuse candidate à la maîtrise en santé publique, à l'adresse courriel suivante : alexandra.fortin.6@ulaval.ca.

Plaintes ou critiques

Toute plainte ou critique sur ce projet de recherche pourra être adressée au Bureau de l'Ombudsman de l'Université Laval :

Pavillon Alphonse-Desjardins, bureau 3320

2325, rue de l'Université

Université Laval

Québec (Québec) G1V 0A6

Renseignements - Secrétariat : (418) 656-3081

Ligne sans frais : 1-866-323-2271